

LE DVD LA VIE APRÈS L'AMOUR À 5,95 \$
L'OFFRE EXCLUSIVE DU SOLEIL EN PAGE G 10

ROUGE ET OR
LECLERC SORT
DE L'OMBRE S 1

DISQUES
ASCENSION
MAMMOUTH C 1

PROPOS
CULINAIRE
À LA DI STASIO J 10

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

LE SOLEIL

www.cyberpresse.ca

QUÉBEC, LE SAMEDI 20 NOVEMBRE 2004



MARIE-JOSÉE
CROZE

RENCONTRE
AVEC UNE ARTISTE
QUI S'EST FAITE RARE
AU QUÉBEC
DEPUIS LE
SUCCÈS DES
INVASIONS BARBARES
G 1

COLLABORATION SPÉCIALE ANDRÉ PICHETTE

Grève-surprise à la SAQ

La direction a mis quatre heures avant de rouvrir quelque 50 succursales

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN
PANormandin@lesoleil.com

■ À la surprise générale, les 3800 employés de magasins et de bureaux de la SAQ ont déclenché une grève illimitée, hier après-midi. Prise au dépourvu, la direction a mis quatre heures avant de rouvrir une cinquantaine de succursales, dont quatre à Québec.

La SAQ s'explique mal cette volte-face du syndicat, qui lui avait pourtant de-

mandé hier en matinée de reprendre les négociations dès aujourd'hui, de-

mande que la direction avait acceptée. « On a toujours dit que la sortie du beaujolais nouveau était un objectif pour nous », indique le délégué syndical pour la région de Québec, Joël Beaulieu. L'arrivée en magasins de ces vins jeudi passé marque en effet le début de la saison forte pour la SAQ, qui réalise le quart de ses ventes durant le temps des Fêtes.

Le syndicat avait accepté de retarder le déclenchement de la grève à la suite de l'arrivée de l'ancien premier

ministre du Québec Lucien Bouchard à la table de négociations. Mais son hospitalisation subite jeudi a chambardé la reprise des négociations.

« Le temps file, la période des Fêtes approche. L'employeur nous a dit qu'il voulait attendre le retour de M. Bouchard et ça nous a insultés. On a voulu forcer l'employeur à retourner à la table des négociations », confie Joël Beaulieu.

Cette tactique aura toutefois eu l'effet contraire puisque le déclenche-

ment de la grève a jeté à l'eau tout espoir de pourparlers aujourd'hui. D'ailleurs, aucun retour à la table des négociations n'est prévu pour l'instant entre les deux parties. « On attend un appel du syndicat pour qu'il nous démontre sa volonté de négocier », dit la secrétaire générale de la SAQ, Suzanne Paquin.

Le président du syndicat, Martin Charron, a refusé de commenter le

Voir SAQ en A 2 »



De droite à gauche: Vincent Poirier, conseiller pour Énergies solaires et éoliennes, Clermont Beaulieu, directeur général de Marinard Biotech, Thomas Soucy, président d'Instinct multimédia, Normand Hincse, président de Rayco-Wylie, Aurèle Doucet, directeur général du Secrétariat à la mise en marché pour la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine, Richard Tremblay, vice-président de Conception R.P., James H. Atkins, directeur général d'Atkins, Emmanuelle Gélébart, directrice du marketing chez DVP-GS, Bertha Hernandez, mentorée de Jo Lanoë, Jo Lanoë, vice-président au développement des affaires chez CO2 solution.

TOURNÉE FRANCE-QUÉBEC AU MEXIQUE

Mission accomplie

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

MEXICO — Dix entrepreneurs, partis du Québec pour le Mexique pour faire des affaires et s'ouvrir au monde, y ont, ironiquement, trouvé des partenaires québécois. À des milliers de kilomètres de sa Gaspésie, Thomas Soucy a découvert un éventuel client... tout juste de l'autre côté de la péninsule !

« J'ai fait des liens intragaspésiens après le quatrième verre de champagne jeudi soir », ra-

conte en riant M. Soucy, un des 10 entrepreneurs invités par LE SOLEIL à une table ronde de la mission économique France-Québec au Mexique, qui a pris fin hier.

Habitué des rencontres de type Futuralia, où un logiciel fixe des rendez-vous de 30 minutes avec des partenaires potentiels, M. Soucy, qui fait dans les solutions d'affaires électroniques,

Voir MISSION en A 2 »

Plus d'informations Pages A 16 et B 7

SOUS-CONTRACTANTS DE L'ÉTAT

Le maintien des services essentiels pourrait être étendu au secteur privé

GILBERT LEDUC
GLeduc@lesoleil.com

■ À l'heure des partenariats public-privé, le ministre du Travail, Michel Després, n'écarte pas la possibilité d'étendre les dispositions du Code du travail portant sur le maintien des services essentiels aux entreprises privées qui fournissent des services publics.

« Ce n'est pas parce qu'un service public est donné par le privé qu'il ne peut pas être assujéti aux dispositions sur les services essentiels lorsqu'un arrêt de travail survient », a déclaré Michel Després lors d'une entrevue accordée

au SOLEIL, au cours de laquelle il a fait le point sur la réflexion en cours dans son ministère sur la « modernisation » des règles prévues au Code du travail pour assurer la continuité des services en cas de grève dans le secteur public.

De plus en plus, les municipalités confient des responsabilités à des entreprises privées, qu'il s'agisse de l'enlèvement des ordures ou du déneigement des voies de circulation. Le phénomène prend également de l'ampleur dans le réseau sociosanitaire, pour lequel des ressources de tous genres (aide aux femmes victimes de violence conjugale, aux toxicomanes, aux itinérants, etc.) viennent prendre

Voir PRIVÉ en A 2 »

Plus d'informations Page D 1

PROJET RABASKA

Gaz Métro, Enbridge et Gaz de France souhaitent installer un terminal méthanier à Beaumont. Posez vos questions aux responsables du projet.

ÉCRIVEZ À opinion@lesoleil.com. Pour qu'ils répondent à votre question, vous devez fournir votre nom, votre adresse et votre numéro de téléphone. Seul votre nom sera cependant publié avec la question et la réponse.

MÉTÉO

Max. 4, min. -3
Nuageux avec éclaircies.
Faible neige. Vents légers.
Détails page S 8.

Accumulation de neige (avant hier)
Ce mois-ci: 0,0 cm Lan dernier: 11,2 cm
Cet hiver: 0,0 cm L'hiver dernier: 11,2 cm

SOMMAIRE

Agenda cinéma	G 9	Est et Côte-Nord	A 30
Agenda culturel	C 15	Maison	E 1
Agenda familial	A 15	Le monde	A 21
Arts week-end	C 1	Loteries	A 23
Avis légaux	B 7	Météo	S 8
Bourses	B 8	Opinions	D 5
Carrières	I 1	Petites annonces	E 21
Cinéma	G 1	Sciences	D 8
Chroniqueurs		Sports	S 1
Alain Dubuc	D 4	Style	J 1
Julie Lemieux	C 5	Supergirlle	E 28
François Pouliot	B 3	Télévision	C 4
Michel Vastel	D 5	Voyages	F 1
Décès	B 10	Zoom	D 1
Diversissements	G 8		
Économie	B 1		
Éditorial	D 4		

QUÉBEC,
108^e ANNÉE, N° 321
FLORIDE, 2,83 \$ US
MONTREAL,
OTTAWA 2 \$
PLUS TAXES



1,73 \$ PLUS TAXES

27657 00076 6

2005

à partir de

BLAZER 4 X 4
V6, automatique
climatiseur etc.

18998\$*

* Prix d'achat comptant, transport et taxes en sus, rabais GM inclus

FOURNIER
CHEVROLET OLDSMOBILE INC.
AUT. DE LA CAPITALE, SORTIE PIERRE-BERTRAND
687-5200
www.fournierchevroletcanada.com

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements	686-3344 1-866-686-3344
Carrières et professions	686-3270
Petites annonces	844-4444
Promotion	686-3342
Publicité détaillants	686-3435
Publicité générale	686-3270
Rédaction	686-3394
Renseignements	686-3233

LE SOLEIL, une division de 3834310 Canada Inc., est publié et édité par LE SOLEIL, 410, boul. Charest Est, case postale 1547, succursale Terminus, Québec (Québec) G1K 7J6. LE SOLEIL est imprimé au 5000, rue Hugues-Randoin, bureau 4, à Québec (Québec) G2C 2B4, par Transcontinental de la Capitale, une filiale de Transcontinental Inc., 1, place Ville-Marie, bureau 3315, Montréal (Québec), H3B 3N2.

Envoi de publication - Numéro de convention 40065022. Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL. ISSN 0319-0730

PRIVÉ

Suite de la Une

la relève de l'État. Or, la plupart de ces entreprises privées ne sont pas assujetties aux dispositions sur les services essentiels.

C'est le cas, notamment, des résidences et des centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD) privés. « Selon la nature de leur clientèle ou des services dispensés, ils ne sont pas tous assujettis. Il y a lieu, à mon avis, de clarifier leur statut », a indiqué le député-ministre de Jean-Lesage.

C'est d'ici la fin du printemps 2005 qu'il déposera, à l'Assemblée nationale, un projet de loi qui viendra « actualiser » les dispositions actuelles du Code du travail portant sur les services essentiels. Il s'engage déjà à tenir une consultation pour écouter les représentations des divers groupes intéressés.

Bien que certains amendements aient été apportés, ces dernières années, les fondements des dispositions relatives aux services essentiels n'ont pas fait l'objet d'un examen approfondi depuis 1982. À l'époque, la loi 72 — qui créait le Conseil des services essentiels — consacrait la primauté du droit des citoyens de continuer à bénéficier de services jugés essentiels lorsque des travailleurs exercent leur droit de grève dans les services de la santé et dans certains services publics, notamment les services municipaux et de transport en commun.

Pour le ministre du Travail, il n'est pas question de faire table rase dans les dispositions actuelles du Code du travail. « Notre législation est bonne et sert d'exemple à la France et à l'Italie. »

Une partie de la réflexion des fonctionnaires du ministère du Travail portera sur les services essentiels à maintenir lors de conflits dans le transport en commun.

« Depuis 20 ans, les choses ont changé. Les horaires des travailleurs sont plus variables que jamais. Ce n'est plus du neuf à cinq. Il faut aussi tenir compte du vieillissement de la population. Rendus à un certain âge, les gens se départissent de leur véhicule et deviennent des usagers du transport en commun. Ça devient leur seul moyen de locomotion. Ils ont besoin de ce service. »

Le ministre Després a toutefois tenu à préciser qu'il veillera à préserver l'équilibre entre le droit des syndiqués de faire la grève et celui des citoyens de continuer à bénéficier de services publics.

IL'ÉTAIT HIER

2000 — Au Pérou, Alberto Fujimori, talonné pour diverses corruptions, quitte la présidence; Valentin Paniagua assure l'intérim.

1999 — Dans la guerre civile au Sri Lanka, l'attaque d'un sanctuaire catholique fait 35 morts.

1998 — La députée Galina Starovoitova, qui comptait se présenter aux présidentielles russes, est assassinée à Saint-Petersbourg.

1996 — À Montréal, un ancien chauffeur dénonce le maire Pierre Bourque pour des infractions à la loi sur le financement des partis.

1995 — En Pologne, le président sortant Lech Wałęsa est battu par l'ancien communiste Aleksander Kwasniewski.

1992 — À 40 km à l'ouest de Londres, un incendie ravage une aile du château de Windsor; des tapisseries d'époque sont détruites.

1981 — Au terme d'un match en Italie, Anatoly Karpov conserve son titre mondial des échecs, contre Viktor Korneïov.

1974 — Premier accident grave d'un Boeing 747, quand un avion de Lufthansa s'écrase au décollage à Nairobi, faisant 59 morts.

1969 — Aux États-Unis, l'administration Nixon interdit l'usage résidentiel du DDT (dichloro-diphényl trichloréthane).

RÉFLEXION

« Tout tableau et surtout tout portrait se situe au confluent d'un rêve et d'une réalité. »
Georges Pérec
La Vie mode d'emploi

DEMAIN

DANS LE SOLEIL

ANIQUE POITRAS



Anique Poitras goûte son bonheur avec l'ardeur du converti. Véritable boule d'énergie, animée de grands rires et de beaux élans verbomoteurs, cette auteure primée 10 fois par des jurys du Québec et d'ailleurs explique son travail et raconte son parcours avec un enthousiasme contagieux.

Dans le cahier Arts et vie

AMBIANCE DES FÊTES



Revoilà l'hiver. Et l'indissociable temps des fêtes. Pour vous aider à préparer le terrain, nous vous offrons de nombreuses suggestions afin de vivre ces réjouissances le cœur à la fête.

Cahier spécial Ambiance

SAQ

Suite de la Une

débrayage-surprise, se contentant d'annoncer la nouvelle dans un bref communiqué de presse hier au milieu de l'après-midi.

PLUS DE SUCCURSALES

Si seulement une cinquantaine des 400 magasins de la SAQ sont ouverts aujourd'hui, leur nombre pourrait graduellement augmenter tout au long du conflit. Appuyés par 100 cadres de bureaux, les 400 directeurs de succursales ont réussi à ouvrir 63 magasins pendant la grève de quatre jours survenue il y a deux semaines à peine.

« Pour l'instant, on va commencer par voir l'achalandage de nos magasins et on va ensuite redéployer nos ressources. On a déjà fait la démonstration que c'est possible d'en ouvrir une soixantaine », rappelle M^{me} Paquin.

La présente grève devrait ressembler à celle d'il y a deux semaines. Les grévistes organisent dès aujourd'hui des piquets de grève devant les succursales ouvertes.

Dans la région de Québec, ce sont environ 500 employés de 65 magasins qui débrayent. Selon Joël Beaulieu, aucun mot d'ordre n'a été donné aux syndiqués pour empêcher les clients ou même les cadres d'entrer à l'intérieur des magasins ouverts. « On ne cherche pas une confrontation qui donnerait matière à des injonctions », dit-il.

En effet, la SAQ avait obtenu de la Cour du Québec une injonction limitant à 10 le nombre de grévistes devant 25 magasins. Cette décision arrivait toutefois à échéance le 16 novembre.

Les horaires de travail et la précarité des employés à temps partiel sont au cœur du conflit entre les syndiqués et la direction. Le syndicat dénonce également la multiplication des agen-

Succursales ouvertes

- ❑ **Beauport** : 205, avenue Joseph-Casavant
- ❑ **Charlesbourg** : 9115, boul. Henri-Bourassa
- ❑ **Québec** : 400, boul. Jean-Lesage, bureau 49 (angle boul. Charest)
- ❑ **Québec** : 2900, rue Einstein
- ❑ **Lévis** : 85, route du Président-Kennedy
- ❑ **La Malbaie** : 375, boul. de Comporté, bureau 115
- ❑ **Rimouski** : 333, boul. René-Lepage Est
- ❑ **Rivière-du-Loup** : 235B, rue Hôtel-de-ville
- ❑ **Saint-Georges** : 8984, boul. Lacroix
- ❑ **Baie-Comeau** : 625, boul. Lafleche
- ❑ **Fermont** : Centre commercial Fermont
- ❑ **Sept-Îles** : 649, boul. Laure
- ❑ **Cap-aux-Meules** : 305, chemin Principal
- ❑ **Carleton** : 569, boul. Perron
- ❑ **Gaspé** : 167, rue de la Reine
- ❑ **Alma** : 555, avenue du Pont Nord
- ❑ **Chicoutimi** : 1898, boul. Talbot

ces, ces points de services dans les épiceries. D'ailleurs, les 400 agences demeurent accessibles au public durant cette grève. Leur approvisionnement n'est pas touché par la présente grève. Ce débrayage des employés de bureaux et de magasins survient le jour même où la SAQ ratifiait la convention collective de ses 850 employés d'entrepôt.



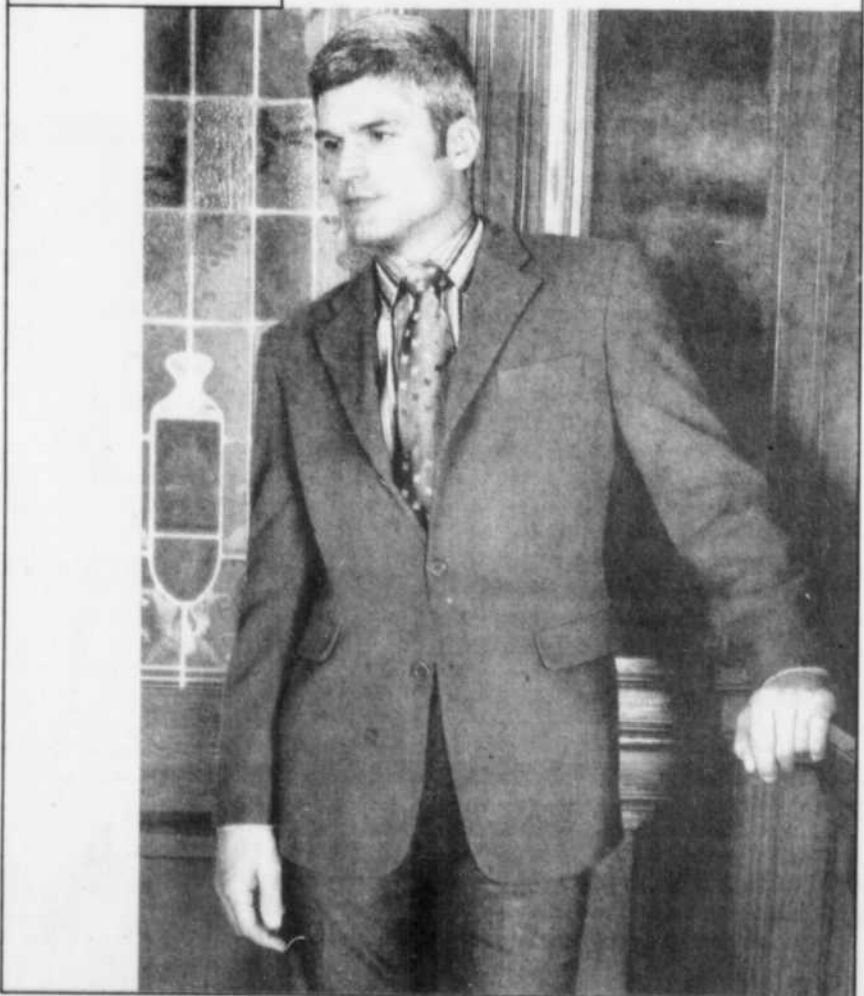
Le piquet de grève hier coin Jean-Lesage et Charest

PRIX-CADEAU
simons

LE 31

le veston
laine et cachemire 169.⁹⁵

Le veston sport trois-boutons, de coupe ajustée, en flanelle qui mélange la laine et le cachemire pour un confort tout en souplesse. Caramel, noir, charbon, marine. 38 à 44. Rég. 225,00



simons

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO
• LAVAL CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

APPEL AUX LECTEURS

Noël dans le monde

LE SOLEIL souhaite publier à Noël des témoignages de Québécois originaires de Québec qui séjournent actuellement partout dans le monde, en Asie, en Europe, en Afrique, en Amérique du Sud, etc. Vous avez envie de nous raconter comment vous fêterez Noël à l'étranger

ou connaissez un ami ou un proche qui sera à l'extérieur à Noël?

Écrivez-nous à redaction@lesoleil.com. Nous prendrons éventuellement contact avec vous pour confirmer votre participation et en préciser les modalités.

MISSION

Suite de la Une

revient au Québec avec trois projets-pilotes en poche.

Président d'Instinct multimédia, M. Soucy n'est pas le seul à revenir avec un possible partenariat Québec-Québec né sous le smog de Mexico. MM. Tremblay et Lanoë pourraient aussi faire des affaires ensemble, et ce, grâce à la mission.

Le malheur des uns faisant le bonheur des autres, un entrepreneur de Québec a eu la « belle » surprise hier matin d'apprendre qu'une grue était tombée sur une autoroute, causant un interminable bouchon de circulation. Pourquoi cela lui a-t-il mis le sourire aux lèvres ? Parce que l'homme est président de Rayco, qui fait justement dans le contrôle de charge pour éviter que des accidents comme celui du matin ne se produisent.

Une chose menant à une autre, M. Hinse a appris que 80 % des grues mexicaines n'étaient pas équipées d'un système de contrôle, que le gouvernement mexicain exige de plus en plus souvent pour ses contrats. « Comme acheter du neuf, ça coûte cher, nous, on offre une solution économique. Et, comme on existe depuis 1933, on peut travailler sur des vieilles machines. C'est un avantage certain au Mexique », constate l'entrepreneur, qui donne à la mission « un 10 sur 10 sans gêne ».

À Québec, le vice-président au développement des affaires de CO2 Solution, Jo Lanoë, a été « sauvé » grâce aux rendez-vous qui ont été fixés par les conseillers du ministère du Développement économique et régional, qui avaient prévu des plans B et C pour s'assurer que les compagnies ne se retrouvent pas le bec à l'eau. « J'offre une technologie nouvelle dans un marché qui n'existe pas, a résumé M. Lanoë, qui était venu offrir un système de récupération et de transformation du gaz carbonique.

Le cas de M. Lanoë n'est pas unique. Sans les efforts des fonctionnaires, la mission économique aurait facilement pu être un échec pour la plupart d'entre eux. Avec les plans B et C, la mission économique a obtenu des notes allant de 8 à 10 sur 10. « Mais sans les conseillers, ça descend à 5 », lance sans hésiter M. Lanoë. Ce à quoi ont opiné les autres participants.

Spécialisé dans le poisson fumé haut de gamme, James H. Atkins a été pris de court par le succès de la mission. Lui qui venait « sonder le

terrain et évaluer s'il y avait un potentiel pour mes produits » a déniché des clients potentiels, dont le chef de l'hôtel hyperluxe où avait lieu la mission. « Il m'a demandé qui était mon distributeur », racontait l'entrepreneur, encore étonné.

Chose certaine, il devra « pédaler plus vite que prévu. En revenant, il va falloir que je mette plus d'argent qu'on avait planifié pour nos projets d'exportation. Je ne pensais pas que ça irait si vite ». C'est un beau problème, pourrait-on lui répondre.

Explorant un nouveau marché, Clermont Beaulieu, de Marinard Biotech, repart avec « quatre ou cinq contacts vraiment intéressants » qui pourraient le faire percer là où il n'avait pas prévu le faire. Parmi les quelque 25 rencontres que lui avait programmées l'ordinateur, il a par contre eu droit à tout, dont « un gars qui voulait me vendre du cactus ». Pas très vendeur pour une compagnie qui fait dans la transformation de crevettes !

Emmanuelle Gélébart, directrice du marketing chez DVP, une compagnie spécialisée dans les logiciels de photogrammétrie, savait qu'elle arrivait avec des besoins très pointus. Elle fait affaire avec des Mexicains depuis presque un an, et la mission lui a permis de confirmer qu'elle se faisait « une idée assez juste de la culture entrepreneuriale mexicaine ». Elle a donné un 9 sur 10 à la mission. « L'organisation du côté du Québec, qui avait pensé à tous les détails, a fait des jaloux chez certains entrepreneurs français. »

À 25 ans, le Gaspésien Vincent Poirier s'est pointé à Mexico avec un cartable rempli de photos d'édifices équipés de ses systèmes d'énergie éolienne et solaire. Avec à peine un chiffre d'affaires de 75 000 \$, il avait en poche deux contrats presque conclus, pour des projets allant de 100 000 \$ à... 1 million \$!

Vice-président de Conception R.P., de Québec, Ri-chard Tremblay a admis qu'il se « serait ennuyé sans les quelques bons contacts établis par le ministère » pour agrémenter le logiciel de maillage. Il revient dans la Belle Province avec, lui aussi, des contacts au Québec et un au Brésil. *

Si tous les entrepreneurs autour de la table se sont dits ravis de leur expérience, certains ont émis quelques réserves, notamment sur le nombre trop élevé de rendez-vous.

C'est le cas de M. Soucy, qui a rencontré plus de 20 personnes en trois jours. Même chose pour Vincent Poirier, qui a eu pas moins de 28 dates de mercredi à hier.

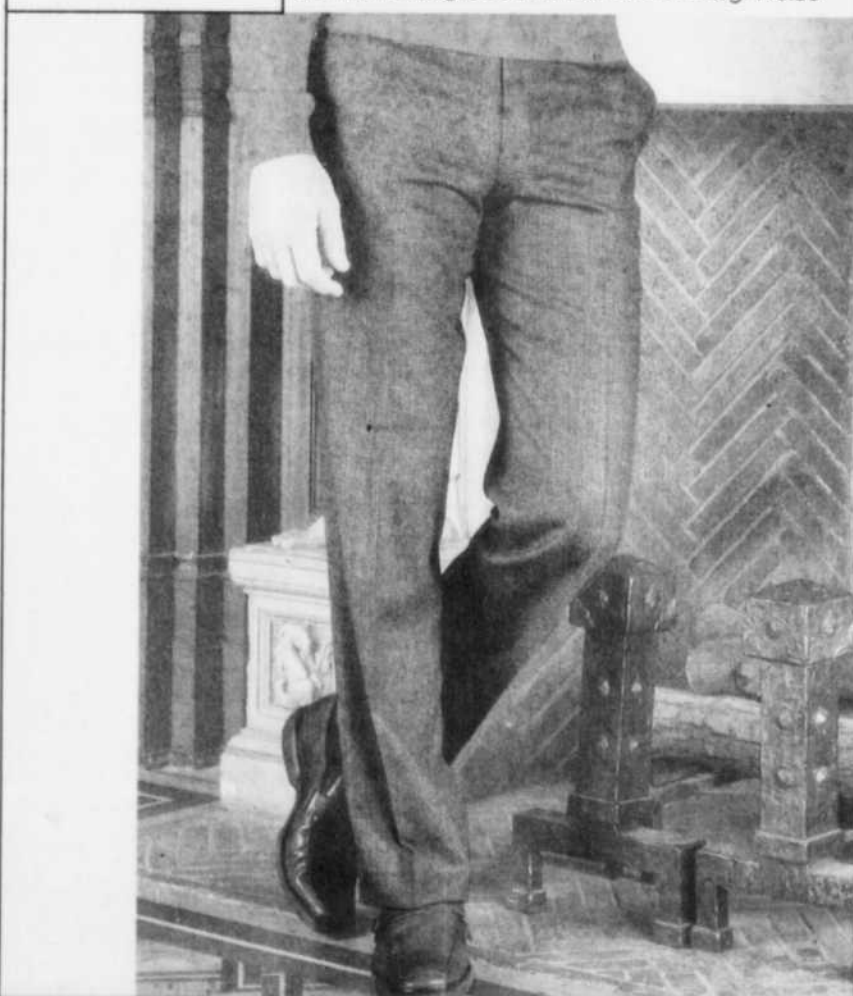
Des gens ravis de leur expérience

PRIX-CADEAU
simons

LE 31

le pantalon
mini pied-de-poule 79.⁹⁵

Le pantalon carreaux revu dans une forme actuelle, sans plis avec une taille plus basse pour une silhouette moderne impeccable. Flanelle pure laine. Coloris dominants de gris ou chocolat. 32 à 40. Rég. 145,00



simons

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO
• LAVAL CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

ACTUALITÉS

Radwanli assigné à résidence 24 h sur 24 pendant 18 mois

RICHARD HÉNAULT
RHenaault@lesoleil.com

MONTREAL — Plutôt cassant dans ses propos à l'endroit de Georges Radwanli, l'un des principaux accusés dans le dossier du réseau de prostitution juvénile, le juge Fraser Martin, de la Cour supérieure, s'en est tenu à peu de choses près à la suggestion conjointe faite par les deux parties et il a condamné le commerçant de 55 ans à une peine avec sursis de 18 mois. Mais cette peine, qui s'ajoute à une détention provisoire de quelque 12 mois, pourrait être bien plus sévère qu'elle ne le paraît.

Sans qu'on le lui ait suggéré, en effet, le juge Martin a d'abord assorti la peine de l'obligation de faire 200 heures de travaux communautaires. De plus, il a ordonné que Radwanli soit « présent en tout temps » à son domicile durant sa peine, sauf pour se rendre à sa boutique située dans le même immeuble.

Dans le cas de peines avec sursis purgées dans la collectivité, l'assignation à résidence 24 heures sur 24 n'est habituellement ordonnée que durant le premier tiers de la peine. Durant le second tiers, le contrevenant est soumis à un couvre-feu, et aucune mesure particulière n'est ordonnée durant le dernier tiers. Pendant la totalité de sa peine, Radwanli ne pourra pas non plus se trouver seul chez lui avec des mineurs, exception faite des membres de sa famille.

« Ses manifestations de remords sont mitigées et laissent à désirer, a pontué le juge Martin. Il essaie de jeter le blâme ailleurs: les filles et leurs parents, les policiers, les proxénètes. Il se présente comme une victime lui-même. »

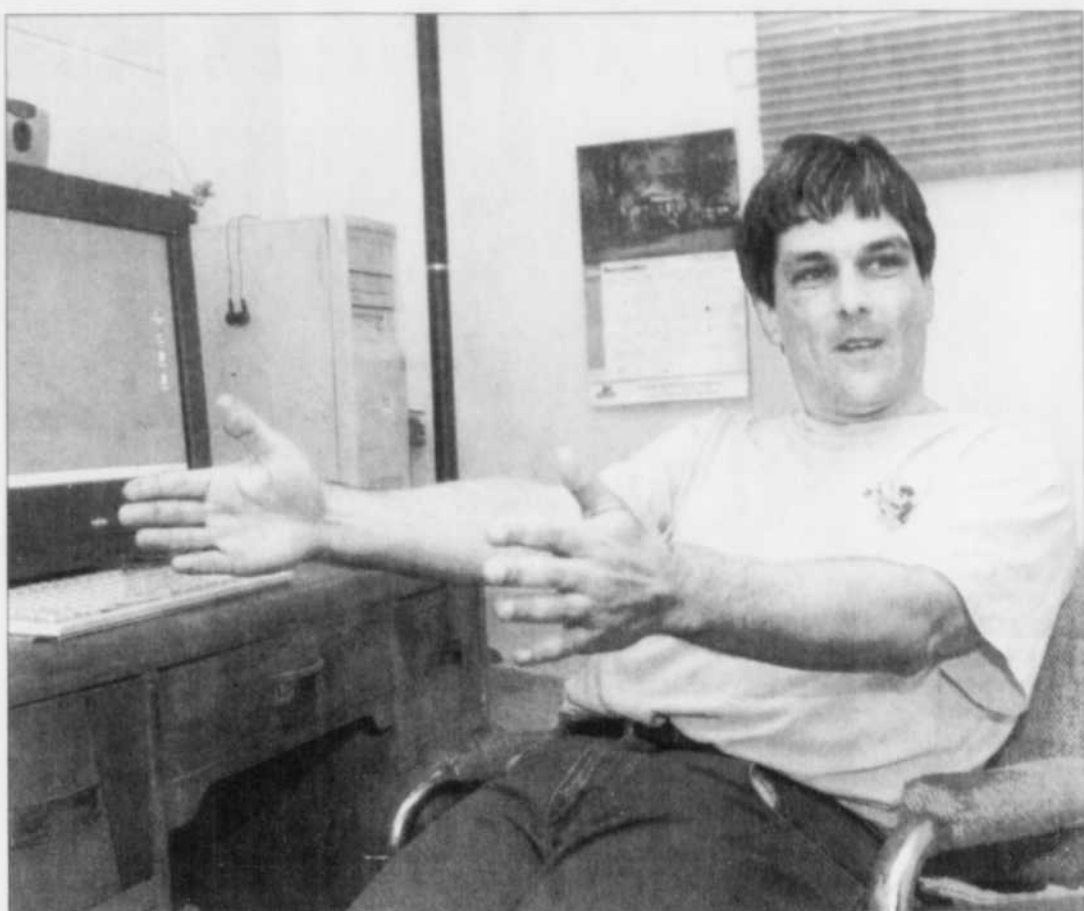
À l'origine, le quinquagénaire faisait face à 32 chefs d'accusation. Au terme des négociations entre les parties, on a ramené ce nombre à 12, les chefs de proxénétisme ayant été éliminés et remplacés par un seul chef, celui d'avoir « aidé des personnes majeures à obtenir moyennant rétribution les services » de neuf adolescentes. Le juge Martin estimait toutefois que les gestes de Radwanli reflètent « un niveau de culpabilité morale tout à fait égal à celui du proxénétisme ».

En plaçant coupable, l'individu a reconnu avoir eu des relations sexuelles avec les neuf mêmes adolescentes et il s'est même permis d'établir des liens amoureux avec plusieurs de celles-ci. Il s'agissait de relations sexuelles complètes ou par voie de fellations, à un nombre de reprises qu'il est difficile de préciser.

Toutefois, le juge Martin a rappelé une conversation téléphonique au cours de laquelle le quinquagénaire demandait à son urologue si, eu égard à sa condition, des relations sexuelles fréquentes étaient déconseillées. Il se vantait en effet de « jouir de relations sexuelles sur une base très fréquente », a noté le magistrat. L'élément omniprésent dans la cause était l'exploitation, a souligné le juge Martin en rappelant que Radwanli a aussi plaidé coupable à des accusations d'avoir tenu une maison de débauche, dans son propre appartement, et de trafic de stupéfiants puisqu'il fournissait de la marijuana aux adolescentes.

Légèrement excédé à sa sortie de la salle d'audience, Radwanli a choisi de déverser son fiel sur les journalistes tout en donnant raison au juge Martin au moins sur un point: « Ça fait trois fois que je vous le dis, et vous ne l'écrivez pas: ces filles travaillaient pour la police! Qu'est-ce que vous êtes? Des planctons? »

Le juge Martin a ajouté aux dispositions de la peine une ordonnance pour qu'on prélève sur l'individu des échantillons de substances corporelles pour fin d'analyse.



Alain Perreault, que la police considère comme le principal suspect, nie avoir déjà affirmé que Lyne Massicotte était disparue après lui avoir dit qu'elle allait acheter des cigarettes au dépanneur.

DISPARITION DE LYNE MASSICOTTE

Perreault se confie au SOLEIL

ÉLISABETH FLEURY
EFleury@lesoleil.com

■ Après avoir eu une relation sexuelle, Alain Perreault et Lyne Massicotte ont fumé un joint, puis sont montés dans la voiture de la disparue pour aller souper dans le Vieux-Québec. Perreault devait conduire, mais comme il ne se sentait pas en état, il a refusé de prendre le volant. Contrariée, la femme de Chambly lui a faussé compagnie.

Voilà la version qu'Alain Perreault a livrée au SOLEIL, hier, un an et quatre mois après la disparition de la mère de famille de 43 ans. Selon Perreault, que la police considère toujours comme le suspect numéro un dans l'affaire Massicotte, la femme avait apporté quatre ou cinq joints de marijuana lorsqu'elle est venue lui rendre visite, le 17 juillet 2003.

« Moi, je ne prends pas d'alcool ni de drogue. Prendre deux puffs de pot, ça me fait de l'effet. C'est pour ça que j'ai refusé de conduire. Je me sentais pas en état de le faire. Elle n'a pas aimé ça, et elle est partie de son bord », a raconté Perreault.

Elle se serait offusquée pour si peu? « Ben, moi, je l'ai pris comme ça. Je me suis dit qu'elle devait être fâchée. Toi, tu me prends pour superman, pis je te montre que je ne suis pas superman. Peut-être que je l'ai déçue. »

Et le dépanneur? « Ça, c'est une invention de la famille (de Lyne Massicotte). Ils prétendent que je leur ai dit qu'elle était partie chercher des cigarettes au dépanneur et qu'elle n'était jamais revenue. C'est faux, je n'ai jamais dit ça. »

Perreault affirme que Lyne Massicotte est arrivée chez lui aux environs de 14 h, et qu'elle est repartie aux environs de 18 h. « Après ça, j'ai passé la soirée chez moi. La preuve, c'est qu'il y a eu de l'activité sur mon ordinateur toute la soirée, et que je suis la seule personne qui habite ici. »

Ce soir-là, Francine Massicotte a communiqué avec Perreault, inquiète d'être sans nouvelle de sa sœur. « Quand elle a téléphoné à 23 h, elle voulait que j'aille voir si la voiture de sa sœur était encore devant chez moi. Je suis allé voir, et elle n'était pas là. »

Mais ça, vous le saviez déjà, non? « Ben, oui, mais sa sœur voulait que j'aille voir, alors j'y suis allé. » Contrairement à ce qu'un voisin aurait raconté aux policiers, Perreault ne serait jamais sorti de chez lui avec un sac en plastique. « Je n'avais rien dans les mains, j'allais juste voir si

le char était là. (...) Et à part de ça, qu'est-ce que les policiers s'imaginent? Que j'aurais trainé le corps de Lyne Massicotte dans un sac en plastique? Un, ça aurait été bien trop lourd, et deux, si je l'avais tuée chez moi, les gens auraient entendu crier, non? »

Le 20 juillet 2003, les policiers ont retrouvé la voiture de Lyne Massicotte dans la rue Port-Dauphine, dans le Vieux-Québec. Tous les effets personnels de la disparue se trouvaient à bord. « Ce qu'elle faisait là? Je le sais pas. Peut-être qu'elle l'a stationnée là parce que le parking était gratuit. Peut-être qu'elle avait donné rendez-vous à quelqu'un », avance Perreault, dont les empreintes digitales ont été relevées dans la voiture de Lyne Massicotte.

Si le résident de Limoilou a accepté de nous accorder une entrevue, c'est parce qu'il veut que « la vérité se sache ». « Les policiers n'ont aucune preuve contre moi. Ils devraient se rétracter, s'excuser de m'avoir rendu la vie aussi difficile. Ils m'ont arrêté sans mandat, ce qu'ils n'avaient pas le droit de faire. Je n'ai plus d'amis, plus de vie. Je suis devenu dépressif et inapte au travail. Je voudrais poursuivre la police, les médias et la famille de Massicotte, mais je n'ai pas une cenne », dit celui qui travaillait autrefois comme technicien en informatique chez Info-Clie.

Selon Perreault, les enquêteurs lui auraient menti à plusieurs reprises pour parvenir à leurs fins. « Au début, j'acceptais de collaborer. Je leur ai parlé sept ou huit fois. Mais quand ils ont commencé à me mentir, je me suis dit: là, c'est assez. » Quels mensonges? « Ils me disaient que l'enquête avançait, qu'ils avaient trouvé telle ou telle preuve, alors que ce n'était pas vrai. Ils faisaient ça pour me terroriser, j'imagine. »

En août 2003, Perreault a subi un interrogatoire qui a duré pas moins de 14 heures, puis il a été relâché sans qu'aucune accusation ne soit déposée contre lui. « L'enquêteur m'avait demandé: "C'est-tu une game qu'on joue?" Je lui avais répondu que oui. Si tu m'amènes en cour, c'est toi qui gagnes. Si je sors d'ici (du poste de police), c'est moi qui gagne. »

Des différents objets saisis chez Perreault, les policiers ont gardé ses espadrilles et un sac à aspirateur. « Les espadrilles, c'est au cas où ils trouvent le corps (de Lyne Massicotte), avec les traces de mes espadrilles autour. Quant au sac de balayeuse, c'est au cas où j'aurais fait le ménage chez moi pour faire disparaître des indices. »

Et vos proches, ils sont convaincus de votre innocence? « Au fond, qui peut savoir si je suis coupable ou pas? Il y a seulement moi. Et la disparue. »

Soixante bars de Québec perdront leurs vidéo-pokers

VALÉRIE GAUDREAU
VGaudreau@lesoleil.com

■ Une soixantaine de bars de la capitale devront se départir de leur appareils de loterie vidéo. Le ministre des Finances, Yves Séguin, a confirmé hier qu'il approuvait le plan de développement de Loto-Québec visant à retirer 2500 de ces machines dans les bars de la province.

Présenté en mai dernier, ce plan de Loto-Québec concerne tous les établissements de Montréal, de Longueuil, de Laval et Québec qui possèdent quatre appareils ou moins. « Allez dans la province, les machines seront retirées dans les zones où le revenu familial est inférieur à 50 000 \$ », explique Jean-Pierre Roy, porte-parole de Loto-Québec.

Au total, 60 bars et brasseries de la capitale et 1000 au Québec perdront leurs appareils. Tous recevront sous peu un préavis formel de 12 mois. En guise de dédommagement, le gouvernement versera à chaque propriétaire un montant équivalant au revenu généré par ces machines en une année.

Par ce geste, Loto-Québec dit vouloir lutter contre le jeu pathologique en regroupant dans des sites de type « salon de jeu » la majeure partie des 2500 appareils retirés du réseau des bars. Le reste, soit environ 730 appareils, seront éliminés complètement.

FERMETURE

Pour Lise Gagnon de la Corporation des propriétaires de bars, brasseries et tavernes du Québec (CPBBTQ), la compensation offerte par la société d'État est trop faible. Au point où elle dit craindre pour la survie des établissements concernés. « La région de Québec est la plus touchée. C'est sûr que les petits commerçants ne pourront pas vivre sans ces revenus. »

Le président de la CPBBTQ, Renaud Poulin, a pour sa part dénoncé hier le fait que le gouvernement ait annoncé qu'il appuyait le plan de Loto-Québec avant que les commerçants ne soient contactés par lettre. « Il y a quelque chose qui ne fonctionne pas quelque part, dit-il. C'est pas clair et ça crée de la confusion dans l'industrie. » Évoquant ce qu'il qualifie de « manque de délicatesse », le défenseur des tenanciers assure que la Corporation va continuer à se battre. « Séguin dira ce qu'il voudra, on ne croit rien tant qu'on aura pas la lettre. »

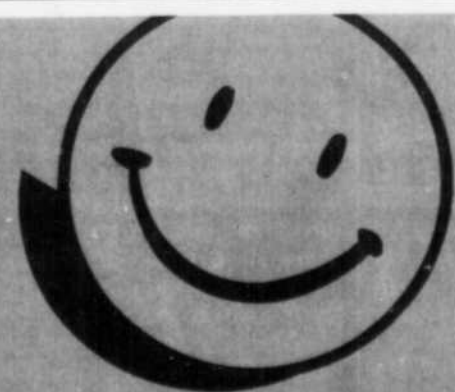
Vérification faite au resto-pub L'Échouerie de la rue Dorchester, la propriétaire, Martine Mercier, confirme n'avoir toujours pas reçu d'avis confirmant qu'elle se verrait retirer ses quatre appareils. « Mais j'ai contacté Loto-Québec et je sais que je suis sur la liste. »

Du côté de Loto-Québec, le porte-parole Jean-Pierre Roy assure ne pas avoir voulu manquer de courtoisie envers les commerçants visés. « Le Conseil des ministres a approuvé les grandes lignes de notre plan, on ne pouvait pas procéder à un envoi le jour même », dit-il en assurant que les avis seront envoyés « prochainement ».

Qu'elle ait reçu un avis formel ou non, une chose est certaine pour M^{me} Mercier: l'annonce du ministre des Finances est « une très mauvaise nouvelle ». Dans cette brasserie, établie dans le quartier Saint-Roch depuis 35 ans, les quatre machines de loterie vidéo représentent un revenu de 30 000 \$ par an, dit-elle. « Si on m'enlève mes machines, je vais devoir couper des employés. »



Martine Mercier (sur la photo en compagnie de son comptable, Marc Ray Mercier) est propriétaire de l'Échouerie. Ce resto-pub de Saint-Roch fait partie de la soixantaine d'établissements de la région qui devront se départir de leurs appareils de loterie vidéo.



Solde d'automne

Toronto 54 \$
St. John's 137 \$
Fort Lauderdale 192 \$

New York 107 \$
Edmonton 156 \$

Halifax 127 \$
Calgary 167 \$

Winnipeg 132 \$
Vancouver 172 \$

FAITES VITE!
LE SOLDE SE TERMINE
PROLONGÉ JUSQU'AU 30 NOV.

VOLS GRATUITS! DÉTAILS SUR **jetsgo.net**

Départs depuis l'Ontario. Prix web par trajet. Taxes et supplément en sus. Selon la disponibilité. Détails sur jetsgo.net.

Moins cher. Plus souvent.

Jetsgo

AFFAIRE GUY CLOUTIER

La pédophilie n'est pas une maladie et ne se « guérit » pas, estime un expert

MARIANNE WHITE
MWhite@lesoleil.com

■ « La pédophilie, ou le fait d'être attiré par des enfants, ce n'est pas une maladie. La personne peut arriver à se contrôler, mais ce n'est pas quelque chose qui se guérit, comme on se guérit d'un microbe. » Le sociologue Michel Dorais s'étonnait hier d'entendre des spécialistes affirmer sans détour qu'une telle déviance se guérit.

« Commettre un crime n'est jamais une maladie, c'est un acte de volonté », affirme le professeur à l'École de service social de l'Université Laval.

Certes, la thérapie est une aide incontournable pour les agresseurs et les prédateurs sexuels, dit-il, mais elle n'a qu'un impact limité.

« On parle ici d'une disposition de l'esprit, d'un désir profondément ancré chez l'agresseur. C'est quelque chose de très difficile à contrôler et ça ne se guérit pas », indique-t-il.

Dans la foulée de l'affaire Guy Cloutier, de nombreux experts sont intervenus pour parler des délinquants sexuels et de leurs chances de réhabilitation. Les avis sur le sujet sont partagés.

Pour Josée Rioux, directrice générale du Regroupement des intervenants en matière d'agression sexuelle (RIMAS) et propriétaire d'un centre de thérapie, ce type de comportement se guérit.

« Ce n'est pas vrai qu'il n'y a rien à faire avec les pédophiles et d'autres agresseurs. La thérapie est la clé de la solution », soutient-elle.

Elle estime d'ailleurs que la thérapie est complémentaire aux peines d'emprisonnement et devrait obligatoirement être offerte aux agresseurs condamnés. Les prisons sous juridiction provinciale au Québec n'offrent aucune thérapie de ce genre, faute de moyens. Ce ne sont que dans les prisons fédérales — où les détenus pur-

gent des peines plus sévères — que les thérapies sont disponibles.

RÉCIDIVE

La thérapie n'est pas une garantie contre les récidives et les données sur l'efficacité des traitements sont encore peu nombreuses. Selon une des quelques études réalisées sur le sujet, les traitements sexuels permettraient de réduire de 17 à 10 % le taux de récidive chez les délinquants sexuels.

Michel Dorais, qui a traité de nombreux patients ayant de tels problèmes au cours des années, croit que la récidive est fréquente lorsque les actes sexuels ont duré longtemps.

La littérature scientifique montre également qu'il est très rare qu'un pédophile ne s'en prenne qu'à un seul enfant. Et lorsque la tendance pédophile est très marquée, le prédateur ne fait pas beaucoup de distinction entre un garçon et une fille.

« Avant la puberté, les différences physiologiques sont moins marquées entre les deux sexes. Les caractéristiques sexuelles secondaires, comme la pilosité et les seins, sont peu développées. Le pédophile s'intéresse justement aux enfants prépubères », indique Michel Dorais. La situation de pouvoir et d'autorité est un autre facteur qui semble influencer les prédateurs sexuels.

Les victimes tentent très souvent de préserver leur anonymat dans des cas d'agression sexuelle. Les deux



La sentence de Guy Cloutier sera rendue le 20 décembre.

victimes de l'impresario Guy Cloutier ont fait de même, mais leurs noms et de nombreuses rumeurs circulent allègrement dans Internet. Plusieurs sites de discussions laissent libre cours à toutes les spéculations. « Il ne faut pas que cela porte préjudice aux

victimes. Celles-ci ont droit de préserver leur vie privée et de garder l'anonymat si elles le désirent », indique Michel Dorais.

Entre-temps, Guy Cloutier attend sa sentence qui sera rendue le 20 décembre.

Découverte d'un traitement peu onéreux contre le sida

NEW YORK (AFP) — La combinaison de deux médicaments constituant l'un des antibiotiques les moins onéreux au monde a fortement réduit le taux de mortalité chez des enfants contaminés par le virus du sida, a annoncé le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), qui parle de « percée majeure ».

Une étude réalisée par le Département pour le développement international (DFID, Grande-Bretagne) auprès de 534 enfants zambiens âgés de 1 à 14 ans, porteurs du virus de l'immunodéficience humaine (VIH), a montré une réduction importante de la mortalité parmi les patients recevant du co-trimoxazole, selon ces travaux, publiés dans la revue médicale britannique *The Lancet* datée d'aujourd'hui.

Le co-trimoxazole est un médicament utilisé de longue date dans la prévention des infections opportunistes des malades du sida.

La moitié de l'échantillon d'enfants zambiens s'est vu administrer par voie orale du co-trimoxazole, l'autre moitié un placebo. Au terme de 19 mois de suivi, les auteurs de l'étude ont constaté un taux de décès de 28 % (74 enfants sur 265) parmi les jeunes malades ayant pris l'antibiotique, contre 42 % (112 enfants sur 269) au sein du groupe n'ayant reçu qu'un placebo.

« Ce médicament a réduit la mortalité de 43 % et le taux d'hospitalisation de 23 % par rapport au groupe placebo », soulignent Diana Gibb et ses collègues, précisant que cette baisse de la mortalité a été constatée pour les enfants de tous âges, quel que soit leur taux de lymphocytes CD4 (indicateur de la gravité de l'infection par le VIH) et pendant au moins 12 mois.

« Le défi est dorénavant de traiter autant d'enfants que nous le pouvons et immédiatement », estime en conséquence l'UNICEF, soulignant qu'il s'agit d'un « médicament bon marché, largement disponible ».

Les provinces n'ont pas à payer pour les autistes, tranche la Cour suprême

AMY CARMICHAEL
Presse canadienne

■ VANCOUVER — Il serait préférable pour les parents d'enfants atteints d'autisme de faire auprès du gouvernement américain une demande du statut de réfugié afin de vivre aux États-Unis, où les traitements sont largement remboursés, a affirmé une mère de famille, hier, après que la Cour suprême du Canada eut statué que la Colombie-Britannique n'était pas tenue de payer les coûts d'une dispendieuse thérapie.

À la suite de ce jugement, les gouvernements n'ont plus à craindre d'être obligés de payer les frais de traitements élevés, estiment des groupes d'intérêts particuliers, y voyant de la discrimination.

« Cela veut dire que ces enfants n'ont aucune valeur. Cela veut dire que le gouvernement n'est aucunement obligé de faire quoi que ce soit, ni pour eux ni pour nous », a déclaré Jean Lewis, mère d'un enfant de 10 ans atteint d'autisme, à Vancouver.

Les Canadiens devraient réaliser que leur système de soins de santé est devenu moins universel que celui en place au sud de la frontière, qui fait pourtant l'objet de maintes critiques, a-t-elle affirmé.

« Si vous avez l'impression que vos principaux besoins en matière de santé sont couverts par la Loi canadienne sur la santé, pensez-y deux fois. Ce jugement a donné aux gouvernements provinciaux le pouvoir de rayer ça d'un seul coup de crayon.

Les Canadiens auraient intérêt à se préoccuper de ce qui vient de se passer », a-t-elle lancé.

Des parents d'enfants atteints d'autisme en Colombie-Britannique avaient demandé à la Cour suprême du Canada de forcer la province à défrayer les coûts élevés d'une thérapie, estimant que leurs droits en vertu de la Loi canadienne sur la santé étaient violés.

Dans le cadre d'un jugement rendu à l'unanimité, le plus haut tribunal au pays a statué que le gouvernement n'était pas tenu de payer. Il renversait du même coup les décisions de tribunaux inférieurs.

Le procureur général de la Colombie-Britannique, Geoff Plant, a affirmé que les gouvernements ne pouvaient payer pour tout, ajoutant qu'ils n'avaient d'ailleurs jamais promis qu'ils le feraient. Il leur est nécessaire de prendre de difficiles décisions quant à la façon de distribuer les ressources, a ajouté M. Plant, qui a loué la décision rendue par la Cour suprême.

Dre Marie-Christine Roy
Obstétricienne-gynécologue
CHUQ—Hôpital Saint-François-d'Assise

AVIS DE
DÉMÉNAGEMENT

La Dre Marie-Christine Roy et son équipe se rapprochent de la nouvelle maternité de l'Hôpital Saint-François-d'Assise en déménageant leur clinique d'obstétrique et de gynécologie aux Galeries Charlesbourg, à la jonction de l'autoroute de la Capitale et de la 1^{re} Avenue, soit au 4250, 1^{re} Avenue, Charlesbourg.

Dr Bruno Camiré

Dr Sylvie Baun

Dr Jean-Pierre Verreault

Dr Julie Guillemette

Dr Pierre Blanchet

Centre d'obstétrique et de gynécologie de la CUC

Pour rendez-vous :
(418) 654-0555
4250, 1^{re} Avenue, Charlesbourg (Québec) G1H 2S5

Vous êtes âgé de plus de 40 ans et vous désirez participer à une étude?

Le Centre de recherche de l'Hôpital Laval recherche :

Fumeur ou ex-fumeur souffrant d'emphysème ou de bronchite chronique ou n'ayant pas de maladie pulmonaire,

pour participer à une étude visant à mieux comprendre l'emphysème et/ou la bronchite chronique.

Hôpital Laval

Si vous êtes intéressé, veuillez contacter Josée Picard, infirmière, 656-8711, au poste 2934 ou Marthe Bélanger, infirmière, 656-8711 au poste 5690

Cette étude a été approuvée par le Comité d'Éthique de la recherche de l'Hôpital Laval et est sous la supervision du Dr François Maltais.

Oignon au pied...

Toujours inconfortable, parfois douloureux. Appelez le spécialiste.

POULIOT
LABORATOIRE D'ORTHÈSES DU PIED

Sainte-Foy 652-0100
Rimouski 721-7100
Gatineau 243-7433

Prenez rendez-vous près de chez vous :
1 800 363-6172

POULIOT travaille en collaboration avec votre médecin. Reconnu et accrédité par les organismes gouvernementaux et assurances privées.

LE GRAND JOURNAL
EN SEMAINE 16 H 30
AVEC BRUNO SAVARD, JOSÉE TURMEL ET JEAN-LUC MONGRAIN

**GRANDE PREMIÈRE !
SPIDERMAN I**
CE SOIR 18 h 30

TQS

Un réseau **COGECO**

Canal 2, câble 13 | Bell ExpressVu 109 | Star Choice 723

CONGRÈS DU PLQ À MONTRÉAL



Les manifestants attendus de pied ferme par les nombreux policiers se sont dispersés dans le calme, si bien que moins d'une dizaine de manifestants ont été arrêtés.

Les étudiants crient leur opposition

SIMON BOIVIN

SBoivin@lesoleil.com

MONTRÉAL — Pendant que des étudiants ouvraient le bal des manifestations, hier, un impressionnant effectif de sécurité était déployé au Palais des congrès pour l'ouverture du congrès des membres du PLQ.

Manifestement, on s'attendait à de l'action à la réunion de l'instance suprême du Parti libéral du Québec. Une seule entrée du Palais des congrès était accessible, toutes les autres étant hermétiquement verrouillées ou gardées par des agents. Des barrières étaient érigées à plusieurs endroits de manière à contenir les manifestants.

À l'intérieur, des groupes de policiers envisageaient les différents scénarios possibles, des agents de la Sûreté du Québec en civil veillaient au grain et un chien renifleur faisait le tour des locaux, au cas où.

Dehors, quelques centaines de sympathisants de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) ont crié leur opposition aux politiques du gouvernement Charest, particulièrement celles touchant l'éducation. Il s'agit du même groupe qui avait causé du grabuge à Saint-Augustin, en octobre, lors du Forum des générations. La

Convergence des groupes anticapitalistes s'est jointe à la manifestation.

« Le gouvernement retire le public de l'éducation pour y faire entrer le privé, a harangué Xavier Lafrance, de l'ASSE. C'est ce qui se passe depuis 15 ans. » La manifestation s'est déroulée au son de slogans particulièrement caustiques à l'endroit du premier ministre, Jean Charest.

L'ASSE, qui appelle à une grève générale estudiantine l'hiver prochain, demande au gouvernement de revenir sur sa décision de transformer 103 millions \$ de bourses aux étudiants en prêts.

Cette politique sera en effet au cœur du congrès des membres puisqu'elle est ouvertement contestée par l'aile jeunesse du PLQ. Les jeunes libéraux, qui représentent le tiers des délégués présents, proposent au gouvernement de faire marche arrière sur cette question. « Le gouvernement a fait un faux pas et il doit le corriger dès le prochain budget », a indiqué le président de la Commission-Jeunesse, Simon Bégin. Le vote sur cette proposition aura lieu cet après-midi.

Dans le même ordre d'idées, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), a rendu public, hier, un sondage révélant que 73 % des Québécois s'opposent à la coupe de 103 millions \$ dans l'aide financière aux étudiants. Ce sondage Léger Marketing a été mené auprès de 1001 personnes et présente une marge d'erreur de 3,4 %, 19 fois sur 20. « Ça démontre qu'il y a un vaste consensus à l'effet qu'il s'agit d'une mauvaise décision du gouvernement, a déclaré Pier-André Bouchard, président de la FEUQ. Tous les groupes sont sortis pour dire que ça n'a aucun sens. »

Le FEUQ se joindra, aujourd'hui, à la nouvelle vague de manifestations menée par la Coalition J'ai jamais voté pour ça et le Réseau vigilance. Composée entre autres de différents syndicats — CSN, CSQ, SPGQ, FIQ, FTQ, SFPQ —, le mouvement viendra « faire obstacle à la réingénierie qui permet déjà un accroissement des inégalités ».

Le FEUQ se joindra, aujourd'hui, à la nouvelle vague de manifestations menée par la Coalition J'ai jamais voté pour ça et le Réseau vigilance. Composée entre autres de différents syndicats — CSN, CSQ, SPGQ, FIQ, FTQ, SFPQ —, le mouvement viendra « faire obstacle à la réingénierie qui permet déjà un accroissement des inégalités ».

« Nous avons pris les bonnes décisions », lance Charest

SIMON BOIVIN

SBoivin@lesoleil.com

■ Malgré les manifestations et le faible taux de satisfaction à l'égard de son gouvernement, le premier ministre Jean Charest estime « avoir pris les bonnes décisions » pour l'avenir du Québec.

Devant un parterre de militants, hier, au congrès des membres du Parti libéral, M. Charest a inscrit les actions de son équipe dans la lignée des réalisations qui ont marqué l'histoire du parti. « Nous sommes fiers de ce que nous avons fait, mais nous sommes surtout enthousiastes à l'idée de ce que nous ferons demain », a lancé M. Charest.

Que ce soit en santé, en éducation, pour les familles ou les régions, « nous prenons des décisions pour le long terme, des décisions courageuses », estime le premier ministre.

Par exemple, les catastrophes appréhendées en raison des modifications au Code du travail ne se sont pas produites, a-t-il fait remarquer, et la performance économique du Québec progresse. « Le danger qui nous guette n'est pas dans la recherche de solutions nouvelles, c'est dans le refus de la nouveauté, a lancé M. Charest. Ce qui menace la mission sociale du Québec, ce n'est pas le changement, c'est le refus du changement. »

Tout en réaffirmant son attachement au fédéralisme canadien, le premier ministre Charest a souligné son agacement face aux surplus accumulés en série par Ottawa. Satisfait du résultat des négociations en santé, le ministre Yves Séguin révélait cette semaine sa

déception devant la faiblesse de l'augmentation des transferts en péréquation. « Le débat sur le déséquilibre fiscal est loin d'être terminé, a prévenu hier le premier ministre Charest. Fort de ses appuis, le Québec va continuer à exercer son leadership. Je ne cesserai jamais de défendre les intérêts du Québec sur cette question. »

Les actions des libéraux s'inscrivent dans la lignée des réalisations qui ont marqué le parti, selon le PM

De retour d'un périple économique au Mexique en compagnie de la France, le premier ministre Charest a indiqué qu'il ne se gênerait pas pour répéter l'expérience. « Je le ferai dans le respect de la politique étrangère canadienne selon cette idée toute simple : ce qui est de compétence québécoise chez nous est de compétence québécoise partout », a lancé le premier ministre.

Par ailleurs, dans l'esprit du développement hydroélectrique réalisé au cours des dernières décennies, M. Charest croit que « le Parti libéral du Québec va faire de nous un leader mondial en énergie éolienne ».

Le Conseil de la magistrature recommande la destitution de la juge Ruffo

MONTRÉAL (PC) — La juge Andrée Ruffo mérite d'être destituée car sa conduite « porte manifestement et totalement atteinte à l'impartialité, à l'intégrité et à l'indépendance » de sa fonction, a conclu le Conseil de la magistrature. Il en a fait la recommandation au ministre de la Justice du Québec.

L'organisme chargé de faire respecter la déontologie judiciaire a enquêté entre novembre et mai dernier sur une plainte disciplinaire contre la magistrate de la Chambre de la jeunesse de la Cour du Québec à Longueuil.

La Direction de la protection de la jeunesse de la Montérégie lui reprochait d'avoir discuté avec une de ses amies qui agissait comme expert dans un procès qu'elle présidait afin de discuter avec elle des mesures à prendre dans le dossier. La juge a commenté l'affaire dans une entrevue diffusée à TQS, le 29 mars 2004, le jour même où elle devait témoigner devant le Conseil. Cette sortie semble avoir été la goutte qui a fait déborder le vase.

Dans sa décision, le comité de 15 membres qui s'est penché sur la plainte rappelle que la juge avait déjà été réprimandée à 12 reprises avant 2004. Son dossier déontologique, son comportement et sa dernière intervention publique « démontrent qu'elle ne veut pas s'amender ou qu'elle en est incapable », écrivent les signataires.

À leurs yeux, Andrée Ruffo « ne peut plus exercer utilement ses fonctions comme juge de la Cour du Québec ». La destitution s'impose donc comme la seule sanction appropriée, crédible et efficace.

La décision du comité a été ratifiée mercredi par le Conseil de la magistrature, qui l'a transmise au ministre de la Justice du Québec, Jacques Dupuis. Ce dernier demandera vraisemblablement à la Cour d'appel d'enquêter à son tour sur la nécessité de destituer la juge Ruffo.

Advenant une recommandation favorable de la Cour, c'est le Conseil des ministres qui aura à trancher. Le processus prendra vraisemblablement plusieurs mois.



La juge Andrée Ruffo

musicours.com
Inscription hiver 2005
871-8178

SÉJOURS LINGUISTIQUES
IMMERSION de QUALITÉ POUR TOUS
Une équipe dynamique à votre service!

ANGLAIS à partir de 819\$
CANADA, ETATS-UNIS, EUROPE
ESPAGNOL à partir de 749\$
AMÉRIQUE LATINE, ESPAGNE

2 semaines
Cours + hébergement + repas

1-800-463-2265
Brochure gratuite sur www.musicours.com

L'authentique
SKI BAZAR
STONEHAM
La solution économique pour toute la famille!

LOT de STOCK

ÉQUIPEMENTS NEUFS ET USAGÉS
matériel de ski de descente, équipement de ski de fond et matériel d'inventaire

ANCIENNEMENT AU SOUS-SOL DU CHALET
Depuis 17 ans

Hôtel Faubourg Stoneham
825, Chemin du Hibou, Stoneham
(2 km avant la station de ski)

Les fins de semaine de 9h00 à 16h30 jusqu'au 21 novembre.

LIQUIDATION TOTALE
DERNIER WEEK-END

Le mercredi 24 novembre 2004 de 18 h à 21 h

PORTES OUVERTES
aux Campus de Québec et de Charlesbourg

Cégep Limoilou

Sciences, Sciences humaines, Arts et Lettres, Santé, Bâtiment et fabrication mécanique, Haute technologie, Électrotechnique, Informatique, Administration, Tourisme-hôtellerie et restauration, Métiers d'art

Le Cégep Limoilou offre des programmes préuniversitaires et techniques à près de 5500 étudiants et étudiants inscrits à l'enseignement régulier. Le Campus de Québec accueille environ 4000 étudiants et le Campus de Charlesbourg est fréquenté par plus de 1500 étudiants. Chef de file en enseignement coopératif ou collégial, le Cégep Limoilou offre l'Alternance travail-études dans la majorité de ses programmes techniques. Plus de 700 employés œuvrent à la réussite des étudiantes et des étudiants et sont inspirés par un projet éducatif commun : Le savoir, source de liberté.

CAMPUS DE CHARLESBOURG

Session d'accueil et d'intégration

PROGRAMMES PRÉUNIVERSITAIRES

Sciences de la nature

profil Sciences de la santé

profil Sciences pures et appliquées

Sciences humaines

profil Administration et environnement économique

profil Enjeux internationaux

profil Développement humain et société

PROGRAMMES TECHNIQUES

Dietétique

Génie civil

Mécanique du bâtiment

Comptabilité et gestion DEC+BAC

Gestion de commerces

Tourisme DEC bilingue

spécialité Mise en valeur de produits touristiques

Gestion hôtelière

Gestion des services alimentaires et de restauration

spécialité

CAMPUS DE QUÉBEC

Session d'accueil et d'intégration

PROGRAMMES PRÉUNIVERSITAIRES

Sciences de la nature

profil Sciences de la santé

profil Sciences pures et appliquées

Sciences humaines

profil Administration et environnement économique

profil Enjeux internationaux

profil Développement humain et société

Arts et Lettres

profil Lettres

profil Communication et cinéma

profil Langues

PROGRAMMES TECHNIQUES

Soins infirmiers DEC+BAC

Géomatique

spécialité Cartographie

spécialité Géodésie

Génie industriel

Génie mécanique

spécialité Conception

spécialité Fabrication mécanique

Électronique industrielle

spécialité Electrodynamique

Électronique

spécialité Télécommunications

spécialité Audiovisuel

Systèmes ordinés

Comptabilité et gestion DEC+BAC

Gestion de commerces

Bureautique

spécialité Micro-Édition et Hypermedia

Informatique DEC+BAC

spécialité Gestion de réseaux informatiques

spécialité Informatique de gestion

Métiers d'art

Joaillerie, Ebénisterie artisanale

Lutherie - opéron Violon ou Guitare, Sculpture, Construction textile, Céramique

CAMPUS DE QUÉBEC

1300, 8^e Avenue,

Québec (Québec) G1J 5L5

CAMPUS DE CHARLESBOURG

7600, 3^e Avenue Est,

Charlesbourg (Québec) G1H 7L4

INFOPROGRAMMES

418.647.6612

infolimoilou@limoilou.qc.ca

L'énigmatique Monsieur R.

Le controversé prêcheur musulman Tariq Ramadan de passage à Québec

JEAN-SIMON GAGNÉ
JSGagne@lesoleil.com

■ Le controversé prêcheur musulman Tariq Ramadan était de passage à Québec, hier, à l'Université Laval, à l'occasion d'un colloque consacré à l'Islam. Il en a profité pour rejeter les multiples accusations dont il est l'objet, surtout en Europe.

Aux yeux de ses adversaires, Tariq Ramadan est un maître de l'illusion. Un islamiste fanatique en souliers vernis. Un complice du terrorisme qui masque ses intentions réelles derrière une façade polie et cordiale. Le département d'État américain semble en partie partager ces soupçons, puisqu'il a révoqué le visa qui aurait permis à Ramadan d'aller enseigner cet automne à la prestigieuse Université Notre-Dame, dans l'Indiana.

Un islamiste fanatique en souliers vernis pour les uns, une incarnation de l'Islam moderne et ouvert sur le monde pour les autres

On le devine, les supporters de M. Ramadan tiennent un tout autre langage. Au point où l'on se demande si les uns et les autres parlent de la même personne. Pour les pro-Ramadan, le prêcheur représente l'incarnation même d'un Islam moderne et ouvert sur le monde. Pas un ange, mais presque. Ils ne voient rien de suspect derrière son insistance à suggérer le port du voile aux filles. Ni derrière les livres et les cassettes qu'il vend comme des petits pains chauds dans les banlieues déshéritées des grandes villes d'Europe.

Qu'il le veuille ou non, Tariq Ramadan est devenu une véritable vedette, le prédicateur musulman le plus populaire d'Europe. Charismatique, éloquent, charmeur, le rôle semble taillé sur mesure pour lui. Sauf qu'avec la renommée viennent aussi des critiques de plus en plus dures. Un livre récent, intitulé *Frère Tariq* (Grasset), relève mi-

nutieusement les contradictions du discours de M. Ramadan. L'auteur, Caroline Fourest, l'accuse aussi de propager la parole d'idéologies comme Youssef Al-Qaradawi, un théologien qui soutient certaines actions terroristes.

Dans une entrevue récente au magazine *l'Express*, Mme Fourest brossait un portrait fort peu flatteur du prêcheur. «Tariq Ramadan est non pas un poseur de bombes, mais un poseur d'idées particulièrement nocives pour les libertés publiques. Sa plus grande force est de ne pas être un islamiste caricatural, immédiatement repérable. On ressent une sorte de malaise en lisant ses livres, mais on en a le cœur net après avoir écouté ses cassettes, dans lesquelles Tariq Ramadan s'adresse à son public — souvent de jeunes diplômés sensibles aux thèses des islamistes. On y découvre le Ramadan chef de guerre qui donne des consignes et livre ses objectifs politiques: modifier la laïcité et faire évoluer les choses vers plus d'Islam.»

Impossible pour Tariq Ramadan d'échapper à ce feu croisé de critiques. Hier, à l'Université Laval, devant une audience plutôt sympathique, il n'a même pas cherché à s'esquiver. «Depuis des années, on m'accuse de tenir un double discours. On me reproche aussi d'être le petit-fils de Hassan Al-Banna (le fondateur des Frères musulmans). Mais Caroline Fourest sort mes paroles de leur contexte. Par exemple, elle me reproche de dire que les musulmans doivent respecter la Constitution de leur pays d'accueil, seulement à condition qu'elle ne s'oppose pas à un principe islamique. On dirait une invitation à la sédition. Mais elle oublie la suite! J'ai aussi ajouté que toutes les Constitutions des pays occidentaux

respectent les principes de l'Islam.»

Pourquoi tant de haine, alors? Tariq Ramadan prétend qu'on veut lui faire payer ses propos sur la question israélienne. Selon lui, ses adversaires voient des complots islamistes partout. «Par exemple, si la France refuse d'appuyer l'invasion de l'Irak par les États-Unis, ils vont dire que c'est pour éviter de froisser le monde arabe et pour préserver ses alliances. Il n'est pas question d'envisager que le pays ait pu agir au nom d'une question de principes. Mais je vous le répète. On a le droit de critiquer Israël sans être accusé d'antisémitisme! Tout comme on a le droit de critiquer l'Arabie Saoudite sans être accusé d'être antiarabe!»

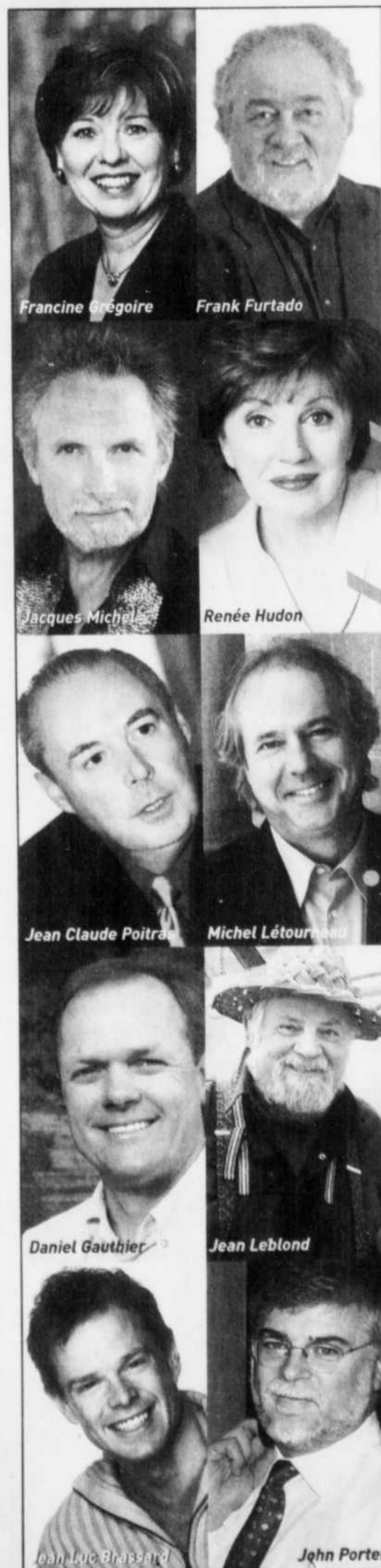
«Aujourd'hui, pour entretenir la peur des musulmans, on ose dire trois choses qu'on disait auparavant à propos des Juifs (à l'apogée de l'antisémitisme), avance Tariq Ramadan. D'abord, on présente les musulmans comme des gens ayant une double loyauté, des citoyens qui ne sont jamais complètement fidèles à leur pays. On répète aussi qu'ils tiennent un double langage, qu'ils ont un agenda caché. Finalement, on ne cesse de parler d'une vaste internationale islamiste, dont le but serait de conquérir le monde.»

Parlant de la loi sur le port du foulard islamique en France, Tariq Ramadan s'est inquiété de voir le débat prendre la même direction de ce côté-ci de l'Atlantique. «N'importe pas les crispations françaises, a-t-il suggéré. Il faut que les Canadiens se débarrassent de leurs complexes par rapport à la France. La Loi sur les symboles religieux est une loi de la peur. La différence entre un Canadien de souche et un immigrant, c'est que le Canadien de souche est un immigré de plus longue date.»

Puis, à l'intention des nombreux musulmans présents dans la salle, il a donné ces conseils: «Il ne faut pas que les musulmans se fassent seulement entendre lorsqu'ils sont victimes de discrimination. Dites que le Canada est votre pays. Sortez de vos ghettos intellectuels et sociaux!»



Hier, à l'Université Laval, devant une audience plutôt sympathique, Tariq Ramadan n'a même pas cherché à s'esquiver.



Jusqu'au 5 décembre

LE CAFÉ DU MONDE

vous a concocté
une cuisine de *stars...*

Venez la savourer!

TABLE D'HÔTE

Au choix

dès 17h

La terrine de porc et poulet et sa confiture d'oignons rouges
de Mme Francine Grégoire,
Directrice générale du Grand Théâtre de Québec

Le potage d'automne aux deux pommes
de M. Frank Furtado, Propriétaire associé du Vignoble l'Orpailleur
et Coproducteur des Grands Feux Loto-Québec

Le millefeuille d'aubergine, tomate, bocconcini et
son pesto de tomates séchées
de M. Jacques Michel, Artiste

Au choix

Le lapin au vin rouge et olives noires
de Mme Renée Hudon, Communicatrice et
Présidente du Salon du livre de Québec

L'osso buco à la vénitienne
de M. Jean Claude Poitras, Couturier

Le mignon de porc au porto et abricots
de M. Michel Létourneau, Directeur général
Orchestre Symphonique de Québec

Les côtelettes d'agneau au parfum des sous-bois
de M. Daniel Gauthier, Président Groupe le Massif

L'andouillette, sauce moutarde et chou rouge
de M. Jean Leblond, «Jardinier des chefs»
à la Métairie du Plateau, Charlevoix

Au choix

Le flan renversé à l'Amaretto
de M. Jean Luc Brassard, Athlète et Skieur acrobatique

La tarte au sirop d'érable brûlé
de M. John Porter, Directeur général du
Musée national des beaux-arts du Québec

Thé - Café - Espresso

BISTRO PARISIEN



LE CAFÉ
DU MONDE

*Paris dans l'air,
Paris dans l'assiette*

84, rue Dalhousie
Vieux-Port de Québec
Terminal de croisières
www.lecafedumonde.com
RSVP (418) 692-4455



Thermomètre
à vin
digital

29⁹⁸\$

19 catégories de vins
déjà programmées

POM
POM

LE COIN CULINAIRE



PLACE LAURIER
653-5878

Peu importe votre TAILLE
vous trouverez le
vêtement mode chez

LES CUIRS
CURZO

Prêt-à-porter et confection sur mesure

29 ans de passion

Recevez un
cadeau
Obtenez
une paire de mitaines
en mouton ou agneau retourné.

À l'achat d'un manteau, d'un blouson
ou veston ou d'un ensemble de vêtements.
Sur présentation de cette annonce.
Jusqu'au 26 novembre 2004

Valeur 89\$

30% à 50%
de réduction sur
vêtements en magasin



Deux boutiques pour vous servir!

www.curzo.com

Ouvert le dimanche de 12h à 17h

Promotion non valide sur les mises de
côté et/ou sur les ventes antérieures.
Selon l'inventaire disponible.

4821, boul. de l'Orme - 864-7904
1720, avenue Lapierre - 843-1936

COLLOQUE SUR LA VIE FAMILIALE ET LA SÉPARATION

Les enfants du divorce, plus vulnérables que les autres

VALÉRIE GAUDREAU
V.Gaudreau@lesoleil.com

■ Au Québec, un enfant sur trois vivra la rupture de ses parents avant l'âge de 10 ans. Un sombre constat dont les impacts sur la vie de ces milliers de jeunes sont encore bien souvent méconnus.

On a beau avoir déjà entendu les statistiques sur la séparation des couples au Québec, elles demeurent toujours impressionnantes. Près d'un mariage sur deux se termine par un divorce. Un peu plus de deux décennies après l'explosion du phénomène, on commence à mesurer les effets sur «les enfants du divorce». Si certains arrivent à bien s'en sortir, d'autres jeunes devront vivre avec une anxiété accrue et une vulnérabilité émotive «deux à trois fois plus élevée» que des enfants issus de familles «intactes», estime Francine Cyr, professeure au département de psychologie de l'Université de Montréal.

Comme une trentaine de spécialistes, la chercheuse a participé hier au colloque *La vie familiale après la séparation des parents*, qui se tenait à l'Université Laval. Une journée bien remplie où les experts ont venus partager leurs recherches portant sur les différents aspects de la réalité vécue par ces petits trop souvent pris dans des problèmes de grands.

Une réalité fort complexe d'ailleurs, convient M^{me} Cyr. «Il y a des enfants qui seront plus perturbés que d'autres par un divorce», dit-elle. Autant de divorces, autant de façons de le vivre pour les enfants touchés. «Pendant longtemps, on a cru que les garçons étaient plus affectés par une séparation des parents, explique M^{me} Cyr. Mais il semble que ces différences s'estompent avec l'âge. À l'adolescence, les filles ont autant de problèmes.»

Et il n'y a pas non plus d'âge «idéale» pour vivre une séparation des parents, ajoute Geneviève Carobene, étudiante de doctorat au département de psychologie de l'Université de Montréal. «Chaque âge apporte ses défis.»

De plus, poursuit Francine Cyr, les enfants issus de familles éclatées seront plus enclins à connaître eux-mêmes des relations amoureuses complexes rendus à l'âge adulte. Même si peu de choses ont à ce jour été écrites sur le sujet, «des études indiquent que les ados de parents séparés seront plus anxieux dans le choix de leur partenaire», dit-elle.

UN DIVORCE « RÉUSSI »

Même si le portrait présenté hier peut paraître sombre, il y a aussi des exemples de «divorces réussis», souligne tou-



Geneviève Carobene et Francine Cyr, du département de psychologie de l'Université de Montréal, s'intéressent aux impacts de la séparation des parents sur les enfants.

tefois M^{me} Cyr. La clé selon la psychologue réside dans la capacité des parents à «rester des parents». «Il faut qu'ils mettent de côté leurs conflits pour que les enfants ne soient pas amputés par l'un ou l'autre des parents.»

Aussi désagréable est-elle, la séparation peut dans bien des cas s'avérer la meilleure des solutions, estime pour sa part Geneviève Carobene. «Mieux vaut un bon divorce qu'un mariage conflictuel», conclut la jeune chercheuse.

Bell pourra intégrer le signal télé à ses lignes

TORONTO (PC) — BCE inc., compagnie mère de Bell Canada, a obtenu l'approbation de transmettre un signal télé par l'entremise de ses lignes téléphoniques, rapportait hier le *Globe and Mail*.

Cette décision ouvre la porte à une bataille sans merci avec les câblodistributeurs pour le contrôle des lignes communes de transmission vers les résidences de l'Ontario et du Québec.

Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) a approuvé le double format de transmission de Bell qui va desservir 11 centres urbains en Ontario et au Québec, incluant Toronto, Ottawa, Montréal et Québec.

Bell a précisé qu'elle entend transmettre son signal télévisuel par l'entremise des mêmes câbles de fibre optique et de cuivre qui servent pour Internet à haute vitesse dans les foyers.

En rendant cette décision, le CRTC rejette les craintes des câblodistributeurs. Ces derniers attestent que Bell va tirer parti de sa domination au sein du marché de la téléphonie pour prendre un avantage déloyal dans le marché de la distribution télévisuelle.

Le CRTC estimait en 2002 que Bell contrôlait 95 % du marché résidentiel et d'affaires de la téléphonie.

Bell n'est pas seulement la compagnie de téléphone la plus importante au pays, elle possède aussi Sympatico, le plus important fournisseur Internet au Canada. De plus, Télésat Canada, une filiale de Bell, est le seul fournisseur de signal satellite sur le territoire.

«La commission n'est pas convaincue par les arguments des intervenants que l'approbation accordée à Bell va être un obstacle à la concurrence, tant dans le marché de la téléphonie que celui de la diffusion télévisuelle, a expli-

qué le CRTC. Si le requérant démontre une attitude visant à freiner la concurrence, la commission sait qu'elle dispose des moyens nécessaires pour faire face à une telle attitude.»

Le CRTC a statué que les services offerts par satellite, incluant ceux de Bell ExpressVu, ne sont pas suffisamment concurrentiels par rapport à ceux proposés par les câblodistributeurs et a conclu que les licences accordées à Bell vont améliorer la concurrence.

Tant les compagnies de téléphone que les câblodistributeurs se livrent une lutte sans merci afin de mettre en marché de nouvelles technologies qui leur permettront de jouer dans la cour de l'autre. Les câblodistributeurs ont des plans visant à offrir des services de téléphonie par l'entremise de leurs réseaux à haute vitesse dès l'an prochain, alors que les compagnies de téléphone cherchent à offrir le service par leur réseau téléphonique.



Ajoutez à vos compétences... Grâce à une formation créditée à temps partiel en anglais!

Conditionnement physique et mieux-être

Business skills for the fitness industry
Apprentissage des notions utiles pour la gestion et la mise en marché d'un centre de conditionnement physique ou autre entreprise liée au mieux-être physique.

Special topics in fitness
Apprentissage des bases essentielles en nutrition et conditionnement physique - contrôle du poids - prévention des blessures sportives et réhabilitation - premiers soins et sécurité - mieux-être - évaluation de la condition physique.

Tourisme
Tourism products and services promotion and packaging
Techniques de promotion et de présentation de produits ou services touristiques, y compris le commerce électronique, l'utilisation de sites Internet et autres.

Basic principles of communication
Identification de la meilleure approche possible afin de mieux communiquer avec différentes clientèles.

English as second language
Révision de la grammaire, conversation ainsi qu'introduction au vocabulaire lié au domaine touristique.

Ventes
Sales by telephone
Conseiller un client pour l'achat d'un produit ou service qui convient parfaitement à ses besoins ; vérifier sa satisfaction ; proposer des nouveautés ; faire des appels de sondage ; relancer des clients inactifs. Ce cours permet d'apprendre des techniques éprouvées pour rendre ce travail agréable et améliorer l'accueil du client à l'appel.

Script report & writing
Rédiger un rapport, une présentation technique, une lettre de présentation ou autre document relié à la vente ou au service à la clientèle, en anglais.

Note : Ces cours peuvent conduire à une attestation d'études collégiales par cumul de cours. Toutefois, le CEGEP Champlain-St-Lawrence n'est pas tenu de dispenser les autres cours du programme si le nombre d'étudiants ne le justifie pas.

Conditions d'admission : Détenir un diplôme de Secondaire V. Un niveau intermédiaire de bilinguisme est essentiel.

Début des cours : Semaine du 27 janvier 2005.

Coût : 90\$

Le Service de la Formation continue, 656-6921 poste 220.

CEGEP CHAMPLAIN ST-LAWRENCE
ÉTABLISSEMENT SCOLAIRE COLLEGE
790, Nérée-Tremblay, Sainte-Foy
www.sl.c.q.c.ca - Continued Education

www.cyberpresse.ca

Club des Villas
sur le golf

Prenez possession de votre maison et obtenez
9 mois de paiement hypothécaire
GRATUITEMENT



L'unique Quartier
Projet domiciliaire de l'année 2004
BAGNANT POUR UNE 7^e ANNÉE CONSÉCUTIVE

• Projet domiciliaire de l'année 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004
• Projet domiciliaire de l'année au Québec 1999
• Finaliste Entrepreneur de l'année 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004

Inclus :
• Terrain • T.P.S. et T.V.Q. • Permis • Notaire • Argenteur
• Galerie arrière • Pelouse • Bois franc • Sous-sol semi-fini
• Foyer • Thermostat électronique • Et encore plus...
Renseignements sur place

Visitez notre site web : www.clubdesvillas.qc.ca

843-7771

Artisanat d'Haïti



CADEAU À L'ACHAT DE 10\$ ET PLUS

Merci
de nous aider à les aider
Heures d'ouverture :
Du mercredi au vendredi,
13h à 16h
le samedi 10h à 16h

Centre missionnaire
des Auxiliaires franciscaines
1210, Champfleury (2^e étage)
667-7537
 Paiement direct • Master Card • Visa

DISQUE DUR ATA BM
80G 160G
75⁹⁹ 111⁹⁹
GRAVEUR
CD DVD
52X 16X
29⁹⁹ 89⁹⁹
MEMOIRE DDR
256 512
47⁹⁹ 91⁹⁹

SYSTEME PROMOTION

AMD 2200+
• 256 mgs DDR
• Disque dur 40G
• Graveur CD 52X
• Vidéo 3D
• Modem et carte réseau
• Mouseur 17"
• Clavier, souris, casque de son
• Windows XP Home français
599 \$

CARTOUCHES POUR IMPRIMANTE CANON 19⁹⁹

(5 BCI-24N + 5 BCI-24C) OU (5 BCI-21N + 5 BCI-21C) + 50 PAPIERS PHOTOS

MICRO DATA TOUT EST PAYABLE DANS 3 MOIS SANS FRAIS, SANS INTÉRÊT

4825, 1^{re} Avenue, Charlevoix QC G8H 2T5

DISQUE DUR ATA BM
80G 160G
75⁹⁹ 111⁹⁹
GRAVEUR
CD DVD
52X 16X
29⁹⁹ 89⁹⁹
MEMOIRE DDR
256 512
47⁹⁹ 91⁹⁹

SYSTEME PROMOTION

AMD 2200+
• 256 mgs DDR
• Disque dur 40G
• Graveur CD 52X
• Vidéo 3D
• Modem et carte réseau
• Mouseur 17"
• Clavier, souris, casque de son
• Windows XP Home français
599 \$

CARTOUCHES POUR IMPRIMANTE CANON 19⁹⁹

(5 BCI-24N + 5 BCI-24C) OU (5 BCI-21N + 5 BCI-21C) + 50 PAPIERS PHOTOS

MICRO DATA TOUT EST PAYABLE DANS 3 MOIS SANS FRAIS, SANS INTÉRÊT

4825, 1^{re} Avenue, Charlevoix QC G8H 2T5

CLINIQUE MÉDICALE SAINT-LOUIS
3165, ch. Saint-Louis, suite 220
Sainte-Foy (Québec)
G1W 4R4

Offrez-vous le cadeau de la jeunesse!

- Traitement des rides, front, yeux, joues, lèvres
- Botox et remplissage
- Traitement des varices

Tél.: (418) 653-1970 Dr Andrée Vachon

Collection en pin massif
30% de rabais
599\$

Collection TECK BAMBOO
40% de rabais
399\$

Chez moi Chez toi
DÉCORATION • MEUBLES • AMBIANCE
Service personnalisé
Accessoires contemporains / Service de design
1178, avenue Cartier, Québec • Tél. et téléc. : (418) 525-7793

DIABÉTIQUES RECHERCHÉS

L'Unité de recherche sur le Diabète du CHUL est à la recherche de sujets présentant un diabète de type 2 pour lequel ils n'ont jamais reçu de traitement médicamenteux.

Si elles rencontrent les critères de l'étude, ces personnes seront invitées à participer à l'essai d'un nouveau traitement expérimental de ce type de diabète.

Les personnes intéressées peuvent obtenir plus de renseignements en communiquant avec Mme Marie Tremblay, coordonnatrice de l'étude, à 656-4141, poste 47035.

Cette étude (#75.05.02) a été approuvée par le Comité de la recherche clinique du CHUL.

La traction intégrale xDrive de BMW : l'équation qui tient la route.

$$\sqrt{B^2 + M^2 + W/\infty - c}$$

A partir du seul point

X5 629\$1/mois 44% **X3 599\$1/mois** 0\$

NE RATEZ PAS CETTE OFFRE EXCEPTIONNELLE ET VALABLE JUSQU'AU 30 NOVEMBRE 2004.

Automobiles Jalbert inc.
1885, boul. Central, Québec
(418) 687-4840
www.jalbert-auto.qc.ca

Éviter la spirale de l'aide sociale

Un projet novateur permet à des jeunes au parcours difficile de s'en sortir

À l'occasion de la Semaine des centres jeunesse, qui se termine demain, LE SOLEIL s'est intéressé à tous ces jeunes qui, à l'âge de 18 ans, se retrouvent livrés à eux-mêmes pour faire face à la vie, avec peu de moyens et un bagage souvent déficient.

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

■ LAVAL — Ils ont 18 ans, la vie devant eux, mais à peu près rien pour y faire face. Alors que la plupart des jeunes apprivoisent la liberté dans la sécurité du nid familial, quelque 5500 jeunes suivis par les centres jeunesse atteignent chaque année l'âge de la majorité et se retrouvent souvent seuls pour faire face à la musique.

Avec sa première secondaire et un réseau social inexistant, Cynthia n'avait en principe guère de chances d'échapper à l'aide sociale le jour de ses 18 ans, comme bon nombre de ses pairs. Et pourtant, à 19 ans, elle occupe un petit boulot régulier depuis deux ans dans une station-service, habite en appartement avec son copain, et souhaite maintenant accroître sa scolarité, avec l'espoir de devenir... éducatrice spécialisée ou travailleuse sociale.

Même dans ses rêves les plus fous, Cynthia n'a jamais pensé que tout cela serait possible un jour. Mais ça, c'était avant que le Projet qualification des jeunes (PQJ) ne vienne changer la donne dans sa vie. Cynthia est toutefois privilégiée, puisque ce projet, encore expérimental, ne touche pour l'instant que 50 jeunes dans la province.

C'est en prenant connaissance d'une étude révélant que 71 % des personnes

s'étant inscrites à l'aide sociale après avoir séjourné en centre de réadaptation ou en famille d'accueil dépendaient toujours de l'aide de l'État 10 ans plus tard que l'Association des centres jeunesse du Québec a imaginé le PQJ.

«Au début, ça me faisait peur, le long terme», dit un participant

Depuis 2002, celui-ci rejoint une vingtaine de jeunes de chacun des centres jeunesse de Laval, d'Abitibi, d'Ouataouais et de Batshaw (Montréal, anglophone), dont Cynthia.

Tous volontaires, ceux-ci ont été sélectionnés en raison de leur profil, qui en faisait des candidats tout désignés à la dépendance sociale: quatre ans et plus de placement en centre de réadaptation ou en famille d'accueil, ré-

seau social très faible, parents incapables de les accompagner ou les ayant abandonnés, chances minimes de compléter des études ou de trouver et de conserver un emploi.

«Ce sont les plus démunis des centres jeunesse», explique Robert Delorme, éducateur à Laval et participant au PQJ.

Sans le PQJ, la préparation à la vie d'adulte de ces adolescents n'aurait duré que de trois à six mois tout au plus, affirme-t-il. Les participants au projet, eux, sont accompagnés très étroitement pendant trois ans, de 16 à 19 ans, soit un an de plus que l'âge auquel les centres jeunesse sont tenus de leur assurer des services.

«Au début, ça me faisait peur, le long terme. Là, ça me dérange que ce soit pas plus long», commente à ce propos le jeune Kevin, un autre participant au projet.

AVOIR LE TEMPS

Pour Kevin et Cynthia, le PQJ, c'est d'abord et avant tout Robert Delorme, leur éducateur attitré.

Car l'un des avantages du projet, c'est d'offrir une stabilité de l'équipe d'éducateurs, ce qui a été assuré jusqu'ici. Depuis 2002, il n'y a eu qu'un seul changement parmi l'équipe.

Chaque éducateur est responsable de 10 jeunes, toujours les mêmes, ce qui est nettement moins que les 23 ou 25 dossiers habituels. «On a le temps», soumet Robert Delorme avec satisfaction. Si nécessaire, il peut donc passer une journée complète avec un même

jeune, que ce soit pour l'accompagner dans sa recherche d'emploi, ou dans l'achat de son trousseau, etc.

«On est là pour les aider, comme avec nos enfants.» Pour ces jeunes sans point d'attache, il devient d'ailleurs bien souvent un confident.

Mais tout cela coûte des sous. Le PQJ bénéficie pour ses trois années d'expérimentation d'un montant de 2,1 millions \$, provenant du Fonds de lutte contre la pauvreté, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du Fonds jeunesse, de la Stratégie nationale pour la prévention du crime du gouvernement du Canada, du ministère de la Sécurité publique du Québec et des quatre centres jeunesse participants. Un peu plus de 250 000 \$ vient aussi d'être ajouté par la Stratégie nationale pour la prévention du crime pour en évaluer les résultats.

Le pari que font plusieurs est que cet investissement sera largement compensé par les gains à long terme, en services sociaux et en santé, ou face à l'emploi, soumet Jean-Pierre Hotte, directeur général de l'Association des centres jeunesse du Québec.

Si le projet était étendu à toute la province, il pourrait à terme rejoindre quelque 500 jeunes par année et nécessiterait 3,6 millions \$ annuellement, dit-il.

Pour l'instant, les ministères se montrent ouverts, mais attendent de voir les résultats de la première expérience. Le PQJ doit prendre fin en juin 2005 et son évaluation devrait durer jusqu'au printemps 2006.



Robert Delorme, éducateur, et Amélie Morin, coordonnatrice provinciale du Projet qualification des jeunes

«Juste avant le banc de parc»

Une ancienne famille d'accueil héberge ceux qui sortent à peine du système

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

Après 23 ans comme famille d'accueil, Micheline Gauthier considère être arrivée en «fin de carrière» et n'accueillera plus de nouveaux enfants. Mais loin de se retirer, elle a mis sur pied un organisme communautaire pour héberger les jeunes qui doivent quitter leur famille d'accueil parce qu'ils ont atteint l'âge de la majorité.

Elle-même a eu la chance de pouvoir garder ses deux fils d'accueil jusqu'à ce qu'ils soient prêts à voler de leurs propres ailes, à ses frais, bien sûr.

«Mais toutes les familles d'accueil ne peuvent pas se permettre ça», reconnaît la dame.

Autonomie Jeunesse, qui a pignon sur rue à Trois-Rivières, où réside M^{me} Gauthier, a un contrat de service avec le centre jeunesse du secteur, qui lui envoie la majorité de ses pensionnaires. Mais quelques-uns sont référés par le CLSC ou par des écoles.

La maison héberge un maximum de 11 jeunes de 16 à 25 ans, garçons et filles, qui autrement vivraient avec des ressources très limitées. «On se situe juste avant le banc du parc. Quand un jeune doit quitter sa famille d'accueil le jour de ses 18 ans, c'est très insécurisant. Alors, quand ils arrivent ici, ils sont soulagés», souligne Micheline Gauthier.

Mais Autonomie Jeunesse n'offre pas que l'hébergement. Un contrat avec le ministère de l'Éducation lui permet d'offrir la scolarisation sur place, car beaucoup ne peuvent fonctionner dans le système régulier. On y retrouve aussi des ateliers de gestion du quotidien, de développement personnel, et un plateau de travail. Une vingtaine «d'externes» s'y rendent régulièrement.

Déjà, l'offre, qui est relativement récente, ne suffit plus à la demande, et l'organisme est à la recherche d'une deuxième maison.

D'AUTRES INITIATIVES

La plupart des centres jeunesse de la province ont aussi des initiatives locales pour soutenir les jeunes en prévision de leur majorité.

À Québec, par exemple, l'un des programmes consiste à organiser des rencontres de groupes pour les jeunes vivant en famille d'accueil, afin de leur permettre d'exprimer leurs craintes face à l'avenir.

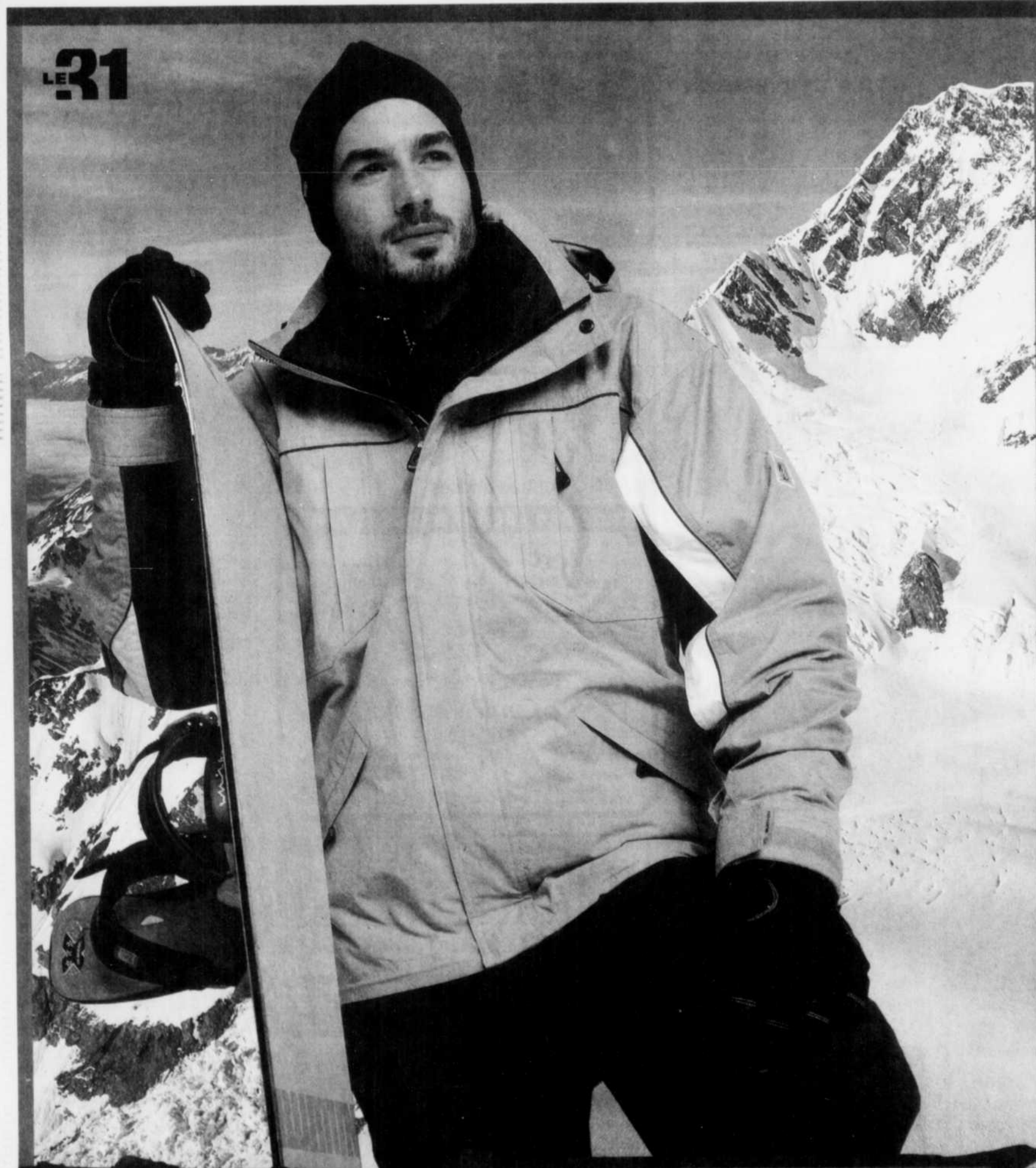
Des ateliers abordent aussi des sujets très pratiques, comme la recherche d'emploi, la demande de sécurité du revenu, la confection d'un budget, des cours de cuisine, les ressources communautaires, etc.

Autre exemple: dans Chaudière-Appalaches, le centre jeunesse gère une petite PME où les jeunes ont l'opportunité de faire l'expérience du monde du travail et d'y apprendre des habiletés de base: ponctualité, présence, productivité... Le tout se déroule en lien avec des entreprises qui, souvent, seront ensuite disposées à embaucher ces jeunes travailleurs.

Mais quelle que soit la bonne volonté qui anime ces initiatives, il est clair qu'elles sont insuffisantes. Cet été encore, un rapport du Conseil permanent de la jeunesse et le documentaire *Les Enfants de la DPJ* soulignaient le problème que vivent les enfants placés en protection pour de longues périodes lorsqu'arrive cette étape de leur vie.

C'est pourquoi le Projet qualification des jeunes, qui offre un encadrement intensif de préparation à la vie adulte pendant trois ans, jusqu'à l'âge de 19 ans, suscite tant d'espoirs.

Un tel projet ne remplacera jamais la présence rassurante de parents aimants, mais il permet à tout le moins aux jeunes qui en profitent d'être un peu mieux équipés et entourés pour faire le saut dans la vie des grands, souligne-t-on dans le milieu.



Le blouson planchiste deux dans un 169.⁹⁵

Un blouson coquille en nylon poids plume hydrofuge pour la légèreté, fixé à une doublure polaire totalement amovible pour la chaleur. Détails conçus pour la performance et le confort: empiècements de filet qui évacuent l'humidité, jupette pare-neige, zips de ventilation sous les bras. Coloris pure mode sur les pentes cet hiver: le gris mastic, le chocolat et l'écru. P.m.g.tg. Rég 199.00 Pantalon coordonné 79.95

simons

• QUÉBEC PLACE STE-FOY, GALERIES DE LA CAPITALE, VIEUX-QUÉBEC • MONTRÉAL CENTRE-VILLE, PROMENADES ST-BRUNO • LAVAL CARREFOUR LAVAL • SHERBROOKE CARREFOUR DE L'ESTRIE

CRITIQUE

Le bonheur est dans les bois

RICHARD BOISVERT

RBoisvert@lesoleil.com

On pourrait tenter de le formuler de toutes sortes de façons, employer des superlatifs tant et plus... Le mieux, c'est de commencer par dire qu'assister au concert d'Eyal Ein-Habar et de Dudu Carmel, les invités de l'OSQ hier soir au Grand Théâtre, a été un réel bonheur.

La musique inscrite au programme est toute simple, c'est vrai. Elle est un peu à l'image du merveilleux spectacle offert par la flûte et le hautbois : exécution lumineuse, implication inconditionnelle, légèreté suprême. Qui s'en plaindrait?

Les deux musiciens, premières chaises de l'Orchestre philharmonique d'Israël, s'expriment avec une grâce toute naturelle, avec un goût et un sens du style absolument incontestables. Le résultat est d'une beauté dont on ne saurait se lasser. D'ailleurs, la facilité avec laquelle on parvient à concentrer son écoute est étonnante. On ressort de l'expérience reposé, enrichi, rempli d'énergie.

Dans Hummel, frappé par le mélange d'intelligence et de virtuosité éblouissante du hautbois, il a fallu se retenir pour ne pas applaudir d'enthousiasme au cours de la pièce. Dans la salle, les gens se regardaient, ébahis. Les aigus ronds et bien timbrés de Dudu Carmel, uniques en leur genre, résonnent encore à mon oreille.

Eyal Ein-Habar, lui, se fait remarquer par son timbre généreux, ses traits limpides et toujours élégants. Parfait dans ce Fauré à la tex-

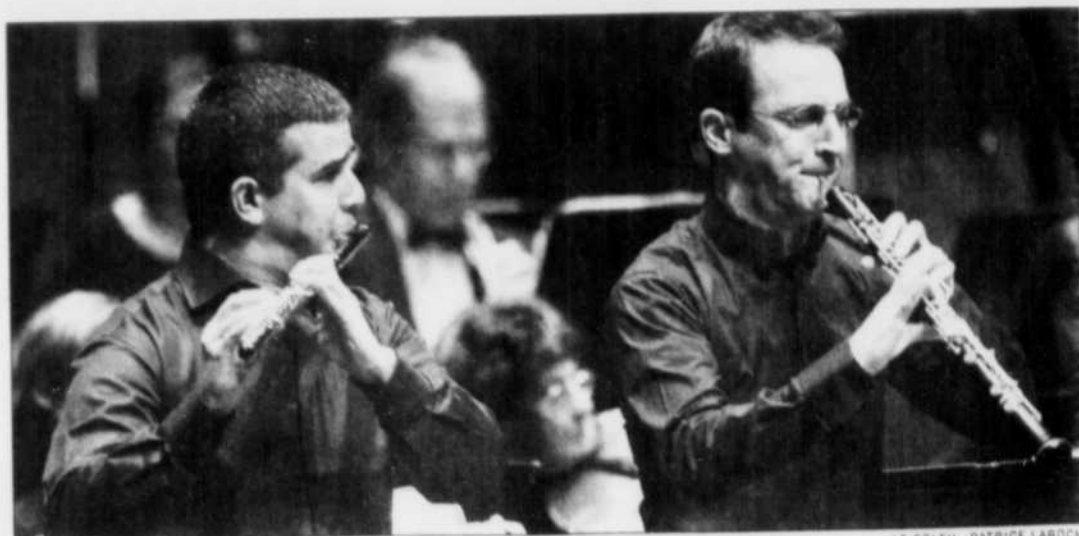
ture diaphane délicatement orchestré par M. Talmi. Et savoureux dans Chaminade.

À cause du contraste des timbres, le Doppler pour flûte et hautbois entendu ensuite était à mon avis plus intéressant que sa version originale pour deux flûtes.

L'OSQ et son chef attiré ont ouvert la soirée avec les *Légendes de la forêt viennoise*. Ils ont brossé le tableau avec raffinement et en lui donnant un caractère noble. Cela manquait peut-être juste un peu de fou, de pétillant. Reste qu'il n'y a rien comme Strauss pour vous accrocher un sourire. Tchaïkovski a été attaqué avec détermination. Le maestro semble s'y trouver davantage dans son élément. C'est mordant, ça fonce. Par contre, le Chabrier offert en guise de conclusion, manquait quelque peu d'impact.

Le concert est repris ce soir. À noter également, le passage des deux solistes au Musée national des beaux-arts demain soir.

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE QUÉBEC. Direction : Yoav Talmi, chef d'orchestre. Solistes : Eyal Ein-Habar, flûtiste et Dudu Carmel, hautbois. Strauss fils : *Légendes de la forêt viennoise*, op. 325. Hummel : *Introduction, Thème et Variations en fa majeur pour hautbois et orchestre*, op. 102. Moscheles : *Concertino pour flûte, hautbois et orchestre*. Tchaïkovski : *Valse, extrait de La Belle au bois dormant*, op. 66a. Fauré : *Fantaisie en mi mineur pour flûte et orchestre de chambre* (orch. Y. Talmi). Chaminade : *Concertino pour flûte et orchestre*, op. 107. Doppler : *Andante et Rondo pour flûte et hautbois*, op. 25 (arr. A. Greenbaum). Chabrier : *Sous-bois et Scherzo-Valse, extraits de la Suite pastorale*. Hier soir à la salle Louis-Frédéric du Grand Théâtre de Québec. Présenté de nouveau ce soir.



Eyal Ein-Habar et Dudu Carmel : intonation irréprochable, équilibre parfait, communication exemplaire

REMODELAGE

Très grand choix de modèles disponibles pour remodeler votre manteau. Aussi, possibilité d'échange

Fourrure ZUKI
Agneau retourné ultraléger CHRIST
Fourrure tricotée «Paula Lishman»

Estimation gratuite partout en province sans frais 1 866-692-6688

12 mois sans intérêt

Fourrures
DU VIEUX-PORT

55, rue Saint-Pierre, Québec
692-6686

Le plus grand choix de fourrures à Québec Pour homme et femme

PORTES OUVERTES
CÉGEP DE SAINTE-FOY

Lundi 22 novembre 2004
de 18h30 à 20h30

Accueil entrée Margelle
www.cegep-ste-foy.qc.ca

2410, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy, Québec, G1V 1T3. Tél. : (418) 659-6600 poste 3653

«LES 8 HEURES» L'INCROYABLE VENTE

JUSQU'À DIMANCHE

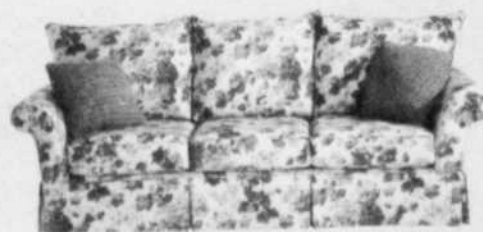
PAYEZ EN 24 VERSEMENTS OU NOUS
PAYONS LA TPS POUR VOUS.

• Toutes les marchandises en magasin • Toutes les commandes spéciales

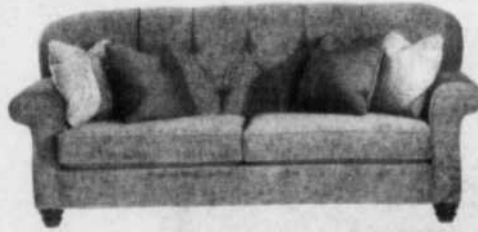
40% «LES 8 HEURES» 40%
CHÈQUE - CADEAU
Ce chèque-cadeau est applicable sur tout achat de meubles de 400\$ et plus, incluant les taxes. Valable jusqu'au dimanche 21 novembre 2004. Conditions en magasin.



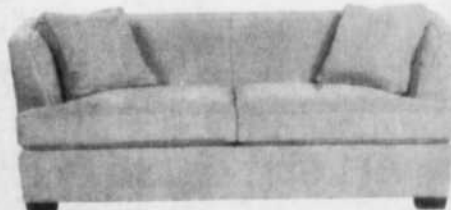
Causeuse cuir : 2149\$ 1795\$ ou 60\$/mois
Canapé cuir : 2395\$ 2049\$ ou 68\$/mois



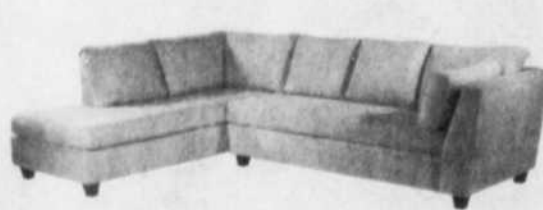
Causeuse : 1095\$ 895\$ ou 30\$/mois
Canapé : 1195\$ 995\$ ou 33\$/mois



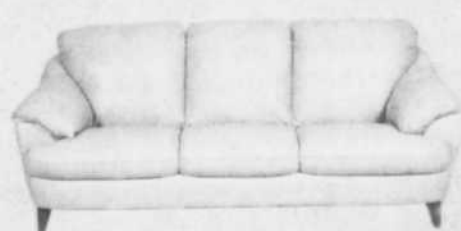
Causeuse : 1349\$ 1195\$ ou 40\$/mois
Canapé : 1449\$ 1295\$ ou 43\$/mois



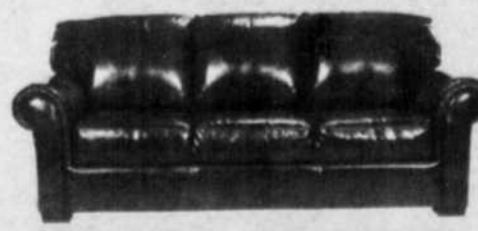
Causeuse : 1895\$ 1495\$ ou 50\$/mois
Canapé : 1995\$ 1595\$ ou 53\$/mois



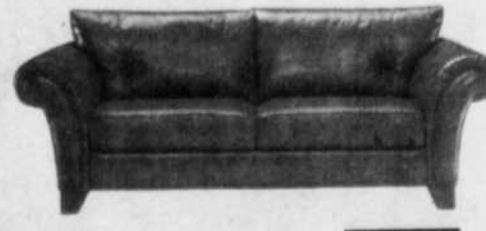
Canapé modulaire : 2049\$ 1795\$ 60\$/mois



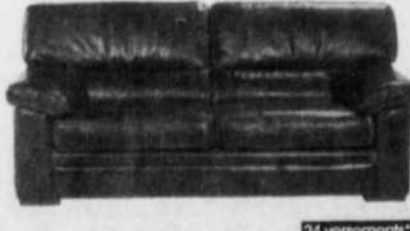
Causeuse cuir : 1349\$ 1095\$ 36\$/mois
Canapé cuir : 1495\$ 1395\$ 46\$/mois



Causeuse cuir : 1669\$ 1495\$ 50\$/mois
Canapé cuir : 2149\$ 1895\$ 63\$/mois



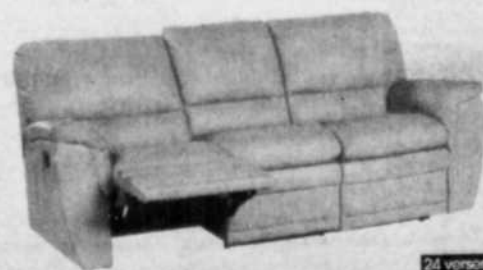
Causeuse cuir : 1995\$ 1795\$ 60\$/mois
Canapé cuir : 2195\$ 1849\$ 62\$/mois



Causeuse cuir : 2695\$ 2595\$ 87\$/mois
Canapé cuir : 4195\$ 2895\$ 97\$/mois



Causeuse inclinable cuir : 3595\$ 2995\$ 100\$/mois
Canapé inclinable cuir : 3695\$ 3295\$ 110\$/mois



Causeuse inclinable cuir : 2095\$ 1795\$ 60\$/mois
Canapé inclinable cuir : 2195\$ 1995\$ 66\$/mois

CONTEMPORAIN
18, rue Courcette
Québec

ROCHE-BOBOIS
9, rue Courcette
Québec

**LA GALERIE
DU MEUBLE**

DÉCORATION INTÉRIEURE

681-0171 • 1 800 463-2277 • lagaleriedumeuble.com

CLASSIQUE
1215, boul. Charest O.
Québec

LA-Z-BOY
Classique
1221, boul. Charest O.
Contemporain
10, rue Courcette
Québec

* Plan de financement 24 versements égaux sans intérêt : les mensualités incluent les taxes et un acompte de 30%. Effectif à compter de la date d'achat. Conditionnel à l'approbation du crédit. Conditions en magasin.

VOUS AVEZ LA CHANCE AU BOUT DES DOIGTS



Corvette coupé de Chevrolet



Le modèle 2005 n'est pas admissible au taux de financement de 0% à l'achat, ni aux crédits de base

SAAB 9-3 cabriolet



Le modèle 2005 n'est pas admissible au taux de financement de 0% à l'achat

SSR de Chevrolet



G6 de Pontiac



Sierra Denali de GMC



Allure de Buick



Ion berline de Saturn



Colorado de Chevrolet



Cobalt de Chevrolet



Montana SV6 de Pontiac



À GAGNER 150 NOUVEAUX MODÈLES 2005



DE NOMBREUX AUTRES PRIX
À GAGNER INSTANTANÉMENT



CRÉDIT À L'ACHAT OU À LA LOCATION DE
LA PLUPART DES MODÈLES 2004 ET 2005

GM fête le plus grand événement de fin d'année de son histoire. En tout, 150 de nos excitants nouveaux modèles 2005 sont offerts durant l'événement On gagne GM*. Pour jouer, il suffit de visiter le concessionnaire GM et les détaillants Saturn et SAAB de votre région et d'appuyer sur le bouton OnStar désigné



pour savoir ce que vous gagnez. Vous pourriez gagner instantanément jusqu'à 10 000 \$ de crédit à l'achat ou à la location de votre prochain véhicule GM admissible... ou partir au volant d'un véhicule neuf offert en grand prix. C'est le temps d'en profiter! Cet événement est d'une durée limitée. On vous attend!

CHEVROLET



PONTIAC

BUICK

GMC

Cadillac



*Aucun achat requis. Le concours s'adresse aux résidents canadiens admissibles ayant atteint l'âge de la majorité dans leur province de résidence. Le concours prend fin le 3 janvier 2005. Les grands prix excluent les véhicules de marque HUMMER et Cadillac ainsi que certains autres véhicules. Ils peuvent varier selon les marques vendues par le concessionnaire chez qui se sera rendu le participant. Les crédits offerts en prix sont valables durant une période limitée et, comme les crédits de base, s'appliquent uniquement à l'achat ou à la location de modèles 2004 (en stock) ou 2005 admissibles (à l'exclusion des véhicules HUMMER 2004-2005 notamment). Les crédits de base ne s'appliquent pas à l'achat ou à la location des véhicules suivants: fourgonnettes GM (de tourisme, utilitaires et tronquées) 2004-2005, HUMMER H2 2004-2005, famille GMT 560 2 et 3 et série W à cabine basculante 2004-2005, Corvette 2005, tous les pick-up de grande capacité 2500 et 3500 à cabine classique/longue/multiplace ou chaise-cabine 2005. Les véhicules doivent être livrés au plus tard le 3 janvier 2005. Les chances de gagner varient d'un prix à l'autre. La plupart des prix sont répartis sur une base régionale. Les personnes choisies au hasard pour un prix doivent répondre correctement à une question d'ordre mathématique pour en être déclarées gagnantes. Au Canada, il y a un total de 150 véhicules à gagner, dont 27 pour la province de Québec. Tous les participants admissibles reçoivent un crédit d'identification d'une valeur de 1 000 \$ sur la plupart des modèles 2004 et sur une sélection de modèles 2005, ou un crédit d'achat/location d'une valeur de 500 \$ sur la plupart des modèles 2005. Les crédits offerts en prix sont répartis ainsi au Canada: 100 crédits de 10 000 \$, dont 20 au Québec, 100 crédits de 5 000 \$, dont 20 au Québec, 400 crédits de 3 000 \$, dont 80 au Québec, 5 400 crédits de 2 000 \$, dont 1 080 au Québec. Consultez votre concessionnaire GM, visitez www.gmcanada.com ou composez le 1 800 463-4783 pour connaître le règlement complet du concours. 0% de financement à l'achat sur approbation de crédit de GMAC seulement. Durée maximale de 3648/6072 mois selon le véhicule. Un versement initial, un échange et/ou un dépôt de sécurité peuvent être exigés. L'offre s'applique à l'achat de la plupart des modèles 2004 et 2005 neufs ou de démonstration. Un échange entre concessionnaires peut être nécessaire. Les quantités de modèles 2004 sont limitées. Les offres s'adressent aux clients du service de détail admissibles au Canada. Cette offre est d'une durée limitée et ne peut être combinée avec aucune autre offre. L'offre de 0% de financement à l'achat ne s'applique pas aux véhicules suivants: Cadillac 2004-2005 (tous les modèles), fourgonnettes GM (de tourisme, utilitaires et tronquées) 2004-2005, HUMMER H2 2004-2005, famille GMT 560 2 et 3 et série W à cabine basculante 2004-2005, Corvette 2005, tous les pick-up de grande capacité 2500 et 3500 à cabine classique/longue/multiplace ou chaise-cabine 2005, SSR 2005, Saturn Ion quod 2005, Saturn Ion red line 2005 et tous les modèles SAAB. Voyez votre concessionnaire pour connaître les modalités et conditions. Pour obtenir l'information la plus récente, visitez gmcanada.com, passez chez votre concessionnaire Pontiac • Buick • GMC • Chevrolet • Cadillac ou détaillant Saturn • SAAB, ou appelez-nous au 1 800 463-4783.

LA CAPITALE ET SES RÉGIONS

SOMMET DES DEUX RIVES

Toxicomanes à dix ans

Les chercheurs sont surpris de constater la précocité de la consommation chez les clients d'Action jeunesse

CLAUDETTE SAMSON
CSamson@lesoleil.com

■ Les deux tiers des mineurs ayant consulté pour des problèmes de toxicomanie ces dernières années à Québec venaient du centre jeunesse. Pour plusieurs, la consommation avait débuté avant l'âge de 10 ans.

Des chercheurs des centres de réadaptation Alto et Ubaldo-Villeneuve ont analysé les données du Programme d'action jeunesse en toxicomanie (PAJT), qui est le guichet unique pour les moins de 18 ans de la région 03. Ils ont présenté leur recherche au Sommet des deux rives en toxicomanie qui réunissait hier des spécialistes des régions de la Capitale nationale et de Chaudière-Appalaches à Saint-Augustin-de-Desmaures.

De février 1999 à mars 2003, 981 jeunes de moins de 18 ans se sont adressés au PAJT pour obtenir des services. De ce nombre, 617 provenaient des centres jeunesse, selon les données fournies par la chercheuse Nadine Blanchette-Martin.

Sachant que plusieurs jeunes sont pris en charge par les centres jeunesse en raison justement de leurs problèmes de consommation, cette surreprésentation n'étonne guère. Mais ce qui frappe, c'est la précocité du début de la consommation.

Chez les 617 jeunes des centres jeu-

nesse, 10% ont en effet commencé à consommer de l'alcool avant l'âge de 10 ans, 7,5% du cannabis, et 4,4% des drogues dures. En outre, dans les 30 jours précédant la consultation, 4% de ces jeunes avaient fait une tentative de suicide, et 7% avaient eu des hallucinations non liées à leur consommation.

Le groupe de jeunes provenant du centre jeunesse présentait peu de différences de consommation avec les autres jeunes ayant consulté en toxicomanie. Par contre, d'importantes différences distinguent les filles et les garçons du groupe du centre jeunesse.

L'utilisation de drogues par injection était en effet beaucoup plus importante chez les filles. Celles-ci étaient également beaucoup plus nombreuses à avoir eu au moins une surdose ayant nécessité une intervention médicale au cours de leur vie.

Par contre, les garçons vivaient davantage de troubles de comportement en milieu scolaire.



Pierre-Claude Nolin

Enfin, 37,9% des filles et 9% des garçons du centre jeunesse ayant consulté en toxicomanie ont rapporté avoir été abusés sexuellement.

IMPACT POSITIF

Parmi les autres présentations faites hier, celle de Serge Brochu, criminologue à l'Université de Montréal, mettait en lumière l'impact des traitements en toxicomanie sur les personnes judiciairisées.

Selon le criminologue, ces traitements ont effectivement un impact positif... avant que les délinquants ne reçoivent leur sentence.

«Souvent, dès qu'ils reçoivent leur sentence, ils lèvent les pattes», souligne Serge Brochu.

De fait, c'est souvent dans l'espoir d'obtenir une peine moins lourde que les délinquants s'engagent dans un traitement de leur toxicomanie, ce qui a effectivement l'effet escompté.

Mais pour que la thérapie elle-même fonctionne, il faut que le clinicien réussisse à établir un lien de confiance et à motiver le client avant qu'il ne reçoive sa sentence. Autrement, il risque fort de la perdre.

LÉGALISATION DE LA MARI

Le sénateur Pierre-Claude Nolin est venu quant à lui livrer son plaidoyer en faveur d'une véritable réforme de la politique publique sur le cannabis.

En entrevue au SOLEIL, M. Nolin s'est dit d'avis que le projet de loi C-17 présenté par le gouvernement ne réglerait aucunement les problèmes actuels.

Le projet de loi envoie un message contradictoire, dit-il. D'un côté, on remplace les peines pour possession sim-



Le criminologue Serge Brochu croit que c'est pour obtenir une peine moins lourde que les délinquants s'engagent dans un traitement de leur toxicomanie.

ple par de simples amendes, et de l'autre, on augmente les peines pour les producteurs. Compte tenu du risque, les consommateurs n'oseront pas produire leur propre cannabis, et seront à la merci du crime organisé.

Interrogé sur sa position par rapport aux autres drogues, le sénateur s'est par ailleurs dit en accord avec d'autres spécialistes selon qui la meilleure politique de santé publique en matière de drogue serait de les légaliser toutes. Contrairement à la tolérance zéro, une telle approche aurait le mérite de permettre de faire une véritable éducation de la population, et par là une prévention efficace. M. Nolin a pris soin de bien préciser que cet avis était le sien, et non celui du comité qu'il a dirigé.

Il déménage à Montréal à reculons

Robert Roussel espère y suivre enfin le cours de préposé aux bénéficiaires qu'on lui refuse ici

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

Après avoir attendu des mois pour suivre, à Québec, un cours de préposé aux bénéficiaires, Robert Roussel s'en va à Montréal, à reculons.

En juillet, LE SOLEIL racontait en première page l'histoire de cet homme, Robert Roussel, alors âgé de 31 ans, qui tentait de sortir de l'aide sociale en se faisant financer une formation par Emploi-Québec. «Ma demande n'a pas été acceptée pour le centre de formation professionnelle de Charlesbourg parce que le cours est contingenté et que ma candidature n'était pas à la hauteur», expliquait-il à ce moment-là.

Après publication, une école privée, Orientation 2000, lui avait offert gratuitement un cours de 205 heures dans le domaine, qu'il avait suivi avec succès. Avec son diplôme, non reconnu par le ministère de l'Éducation, il s'est trouvé du boulot dans deux résidences pour personnes âgées. «La première fois, ils m'ont congédié le lendemain parce qu'ils disaient que je n'avais pas assez d'initiative». La deuxième fois, après trois mois, on lui a reproché de pas être «assez productif» pour certaines tâches pour lesquelles il avait eu «juste une journée de formation, alors que dans le cours public, on passe deux,



Robert Roussel

Il y a 18 mois, il ne voulait pas partir pour Montréal

trois mois là-dessus». Convaincu qu'il a l'étoffe d'un préposé aux bénéficiaires — il prenait soin bénévolement d'une handicapée qu'il conduisait au centre François-Charron —, M. Roussel est maintenant résigné à déménager à Montréal pour poursuivre son rêve. Il y a un an et demi, il voulait tout faire pour ne pas en arriver là. «À Montréal, à partir de janvier, il va y avoir trois sessions par mois alors qu'ici, à Québec, il y en a deux par année. C'est beaucoup trop contingenté», déplore-t-il. Lorsqu'il a appelé LE SOLEIL, jeudi, il était «dans les boîtes» en prévision de son déménagement dans la métropole qu'il «paye de sa poche».

Employé à temps partiel comme commis-débarrasseur, il touche en moyenne un chèque de 100 \$ d'assistance sociale, qui s'additionne à son salaire mensuel, qui varie entre 400 \$ et 450 \$. Le montant minimal des prestations d'aide sociale est de 533 \$. «C'est pas beaucoup plus», constate-t-il. Lorsqu'il sera à Montréal, il devra quitter l'aide sociale — Emploi-Québec ne payant pas pour sa formation — pour les prêts et bourses. «Et je me trouverai un travail aussi», prévoit-il.

Prof suspendue après 25 ans de carrière

La direction prend le parti d'un enfant perturbateur plutôt que celui de son employée

LOUISE LEMIEUX
LLemieux@lesoleil.com

■ Une enseignante de quatrième année à l'école Bonne-Entente à Sainte-Foy vit un enfer. Pour la première fois en 25 ans de carrière, elle a été suspendue de ses fonctions durant quatre jours.

«C'est une histoire d'horreur», dit-elle. Sa mésaventure commence avec un enfant perturbateur dans sa classe. L'enseignante entend l'encadrer en proposant un «plan d'intervention», comme c'est la règle dans l'école. La mère s'y oppose, se plaint plutôt de l'enseignante auprès du directeur de l'école, Rino Lévesque.

Le directeur appuie la mère, organise une rencontre avec les parents des élèves et le conseil d'établissement, afin de discuter du cas de l'enseignante. L'enseignante est informée de la rencontre, elle n'y est pas invitée.

«C'était une réunion très étonnante. Le ton envers l'enseignante était sévère. On sentait de l'animosité contre elle de la part des membres du conseil d'établissement, parce qu'elle était en conflit avec le nouveau programme de SAC-Entrepreneurship. C'était très étonnant. Les deux dossiers (celui de l'enfant perturbateur et l'attitude de l'enseignante par rapport au programme) étaient confondus», raconte François Mottard, le père d'un élève qui a assisté à cette rencontre. Le père de famille n'en revient pas que la direction donne

raison à l'enfant perturbateur plutôt qu'à l'enseignante.

Peu après cette rencontre parents-direction-conseil d'établissement, la commission scolaire des Découvreurs décide de suspendre l'enseignante durant quatre jours, à partir du 4 novembre, dont deux jours sans salaire.

POUR QUELLES RAISONS ?

«Pour des raisons administratives. Les motifs ne sont pas d'ordre public», répond, laconique, Alain Vézina, porte-parole de la commission scolaire des Découvreurs. Le directeur de l'école, Rino Lévesque, n'a pas retourné les appels du SOLEIL.

L'enfant perturbateur, lui, est toujours dans la classe.

«C'est comme si on donnait raison à l'enfant et au parent. Pourtant, c'est une évidence, l'enfant a besoin de services particuliers, et les autres ont droit à une classe fonctionnelle», affirme le président du syndicat des enseignants des Deux Rives, Martin Dubé.

L'enseignante, de son côté, devait retourner en classe cette semaine. Épuisée, elle est maintenant en congé de maladie.

Certains parents lui reprochent «des peccadilles», la plupart sont satisfaits de son enseignement, dit Martin Dubé.

François Mottard n'a que des bons mots pour l'enseignante. Ses enfants ont toujours voulu être dans sa classe. «J'ai toujours entendu du bien d'elle», dit M. Mottard.

L'affaire n'en restera pas là. «La suspension est inadmissible, inadmissible, rocambolesque», affirme Martin Dubé. Le syndicat des enseignants a déjà déposé des griefs. Une plainte de harcèlement en vertu des nouvelles dispositions de la Loi sur les normes du travail concernant le harcèlement au travail est envisagée.

ENSEIGNANTE ENGAGÉE

L'enseignante est déléguée syndicale dans son école et elle représente ses pairs au conseil d'établissement. C'est vrai, elle ne s'entend pas avec son directeur sur sa vision du projet éducatif, le SAC Entrepreneurship, actuellement en consultation à l'école Bonne-Entente.

Le directeur Rino Lévesque a implanté avec succès à l'école Cœur-Vaillant, voisine de Bonne-Entente, ce programme axé sur le sport, les arts, la culture et l'entrepreneuriat. Le programme exige une forte participation des parents.

C'est une sorte de partenariat école-communauté, qui implique l'apport d'une centaine de bénévoles, des classes décloisonnées, des projets spé-

ciaux nombreux dont la création de micro-entreprises.

Le programme SAC entrepreneurs-hip a valu plusieurs prix et récompenses, de même qu'une hausse du nombre d'élèves, à l'école Cœur-Vaillant.

Le directeur Lévesque, appuyé par la Commission scolaire, veut donc implanter le même programme à l'école Bonne-Entente. Le programme n'a pas encore le statut de projet éducatif à l'école Bonne-Entente.

Curieusement, le virage entrepreneurial préconisé par le directeur ne passe pas aussi bien à l'école Bonne-Entente. En juin dernier, les deux tiers des enseignantes de l'école (six enseignantes) ont démissionné et obtenu une mutation, pour protester contre ce projet.

L'enseignante suspendue n'a pas demandé de mutation en juin. Elle a des doutes sur le virage entrepreneurial que son école risque de prendre. Elle croit que son opposition au programme SAC-Entrepreneurship a un lien avec l'attitude de son directeur et de la commission scolaire à son endroit dans le problème de l'enfant perturbateur.

Mais surtout, elle s'inquiète du message que toute cette histoire envoie aux enfants. «On est en train de donner raison à un élève qui lance des "tu me fais chier" des "ta gueule!" » en pleine classe. Ce n'est pas vrai qu'un enfant peut faire n'importe quoi dans une classe», soutient l'enseignante.

DEMAIN

DANS LE SOLEIL

Le «boom» du Hockey-bottine



Cahier
Québec

C'est le «boom» du hockey-bottines sur les hauteurs d'Orsainville, dans le secteur nord de Québec. Sur une demi-glace pensée pour les bouts de chou, voici que ce sont grands joueurs en bottines, des gars de 18 à 60 ans, qui s'arrachent les heures de location. Ils sont parfois prêts à jouer à 6 heures du matin ou à une heure de la nuit s'il le faut!



René Chabot en compagnie du Dr Daniel Doyle, le cardiologue qui lui a implanté un cœur mécanique puis greffé un cœur naturel.

Une belle histoire de cœur... mécanique

René Chabot a vécu 11 mois avec l'un de ces appareils avant de profiter d'une transplantation cardiaque

CLAUDE VAILLANCOURT
Cvillancourt@lesoleil.com

■ Le jeu de mots est facile, mais on ne peut y échapper tellement l'histoire est réconfortante. C'est une belle histoire de cœur, une histoire qui passe généralement inaperçue, mais qui rebondit chaque fois que l'occasion est donnée de croiser ceux qu'on appelait il n'y a pas si longtemps encore des miraculés, tellement l'opération qu'ils avaient subie était dangereuse.

C'est l'histoire de René Chabot, un jeune homme d'affaires de Lac-Beauport, qui a vécu pendant 11 mois avec un cœur mécanique, qui a reçu ensuite un vrai cœur et qui, depuis, ne ménage plus les efforts pour convaincre les gens de la nécessité du don d'organes.

Son cadeau d'un cœur mécanique, d'une valeur de 125 000 \$, en incluant les batteries et l'ordinateur de gestion, il le rend en organisant, depuis trois ans, un tournoi de golf — le Chabot Invitation — qui lui a permis, récemment, de remettre un beau chèque de 20 000 \$ au fonds Cœur mécanique de la Fondation de l'hôpital Laval.

« Ça me fait chaud au cœur », n'a pu s'empêcher de dire le Dr Daniel Doyle, le chirurgien à la base de l'implantation de son cœur mécanique puis de sa transplantation cardiaque. « Ça me fait chaud au cœur de voir où il est rendu parce qu'il ne s'est jamais découragé. J'éprouve aussi beaucoup de fierté parce que René performe aujourd'hui très bien dans la société. »

Le cœur mécanique a pris la relève du cœur malade

À la direction de trois entreprises reliées à l'industrie du bois, René Chabot, aujourd'hui âgé de 40 ans, n'avait jamais pensé qu'il deviendrait, un jour, l'ambassadeur de Québec-Transplant jusqu'à ce que la maladie le frappe de plein fouet.

« En 1992, se souvient-il, on m'a diagnostiqué une cardiomyopathie congestive virale, une maladie qui, à l'époque, m'a permis de vivre une certaine qualité de vie, avec les médicaments appropriés. Puis, le cœur a faibli et s'est si affaibli que mes autres organes, comme le foie, les reins, ont été atteints. L'énergie n'y était plus. »

Durant son hospitalisation à l'hôpital Laval, son médecin l'informe, au mois de décembre 2001, qu'il ne peut l'opérer tant que ses autres organes n'auront pas retrouvé la forme.

Le médecin lui parle du cœur mécanique pour lui permettre de survivre jusqu'au moment voulu, un cœur bâti par l'homme qu'on implante dans le corps et qui aidera son organisme à reprendre le dessus.

« J'ai fouillé dans Internet pour voir ce qu'il en était, poursuit René Chabot. J'étais convaincu qu'il m'en fallait un. »

Interpellée, la Régie régionale de la santé s'est mise à l'étude de son dossier et les délais de prises de décision se révélaient longs. Un cœur pareil, ça vaut une petite fortune : 100 000 \$ pour le cœur et 25 000 \$ pour l'appareillage externe. Sans compter les coûts d'implantation et d'hospitalisation.

« Tout d'un coup, j'apprends qu'il y

a un cœur mécanique de disponible à Montréal, à l'hôpital Royal Victoria. C'est la famille d'un patient juif qui se l'était procuré, mais celui-ci est mort avant qu'on puisse l'implanter. »

René Chabot saute sur l'occasion et avertit l'hôpital montréalais que ses médecins, le Dr Doyle ainsi que les Drs François Dagenais et Richard Beaucet, vont l'accompagner pour l'opération.

Choses dites, choses faites. L'homme vit d'espoir. Après trois semaines d'hospitalisation, il peut quitter l'institution. « J'ai loué une chambre pour un mois à l'hôtel Reine-Elizabeth. J'occupais la suite 1742, celle-là même où John Lennon et Yoko Ono ont fait leur *bed-in* en 1969. Je me suis fait dorloter. Mes amis venaient me voir. »

Mais cette petite folie devait bien cesser un jour. « Ça m'a coûté une beurrée », dit-il, sourire aux lèvres.

Pendant les mois qui suivirent, René Chabot a eu à passer à travers maintes épreuves : il a attrapé la bactérie *C difficile* ainsi que la maladie de Crohn, ce qui lui a valu l'amputation d'une partie de son intestin.

Mais qu'à cela ne tienne, il était en vie.

Passionné de sports, il a fait cinq jours de ski au Relais et s'est adonné à fond à la pratique de son sport préféré, le golf, malgré la présence, dans son corps, du cœur mécanique, d'un poids de 7,5 livres, et de l'appareillage externe (15 livres). « À cause de ce cœur mécanique, j'ai dû modifier mon élan et je jouais mieux. »

UN VRAI CŒUR

Puis, 11 mois plus tard, on lui a transplanté un autre cœur, un vrai celui-là. « Donner un cœur témoigne d'un geste de solidarité sociale extraordinaire. Je ne suis pas communiste mais c'est comme ça que je le vois. » Il sait qu'il provient d'un jeune homme décédé dans un accident de la circulation. « C'est le seul accident mortel qui a eu lieu cette fin de semaine-là. »

Depuis, sa famille et lui ont eu l'idée d'organiser un tournoi de golf dont les profits sont versés à la Fondation de l'hôpital Laval. « C'est un tournoi compétitif d'une durée de deux jours que nous tenons au Manoir Richelieu. Des professionnels et des amateurs sont invités. »

La première année, il a remis 3000 \$ à la Fondation. La suivante, 6000 \$, et récemment, le chèque était de l'ordre de 20 000 \$.

« Ça fait plaisir, commente le Dr Doyle. Depuis trois ans, nous avons fait une vingtaine d'implantations d'un cœur mécanique, ça va très bien. »

Et le médecin de regarder filer son jovial patient. « Je ne me soucie pas de mon passé, ni de mon avenir, conclut celui-ci. Je vis mon moment présent. »

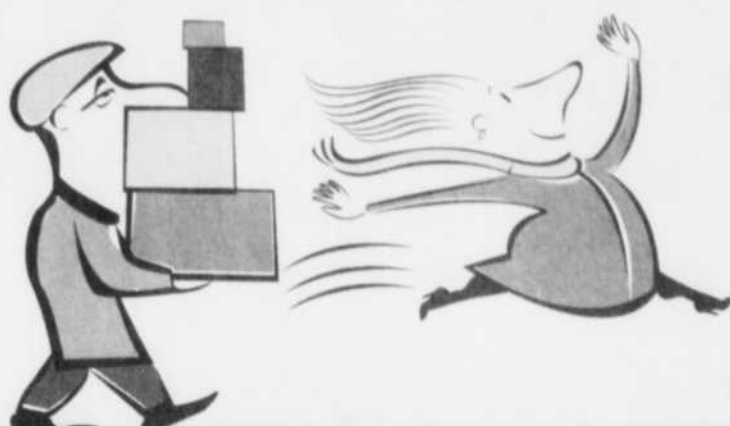
LINEN CHEST

La beauté intérieure

NOTRE GRAND
SOLDE D'ENTREPÔT ANNUEL
1 SEMAINE SEULEMENT!

50% à 90% de rabais

sur une immense sélection de marchandise



TOUT POUR LA MAISON AUX PRIX GARANTIS LES PLUS BAS

Place Laurier, Ste-Foy (Québec)
SERVICE À DOMICILE GRATUIT 418.658.5218
www.linenchest.com

Jusqu'à 50% de rabais sur les produits Hunter Douglas.

Noël
par Laurier!

350 magasins pour
vos idées-cadeaux

Un parfum pour Julie,
un lecteur CD pour
Simon, une perceuse
pour chéri et... une
nouvelle paire de
chaussures pour vous!

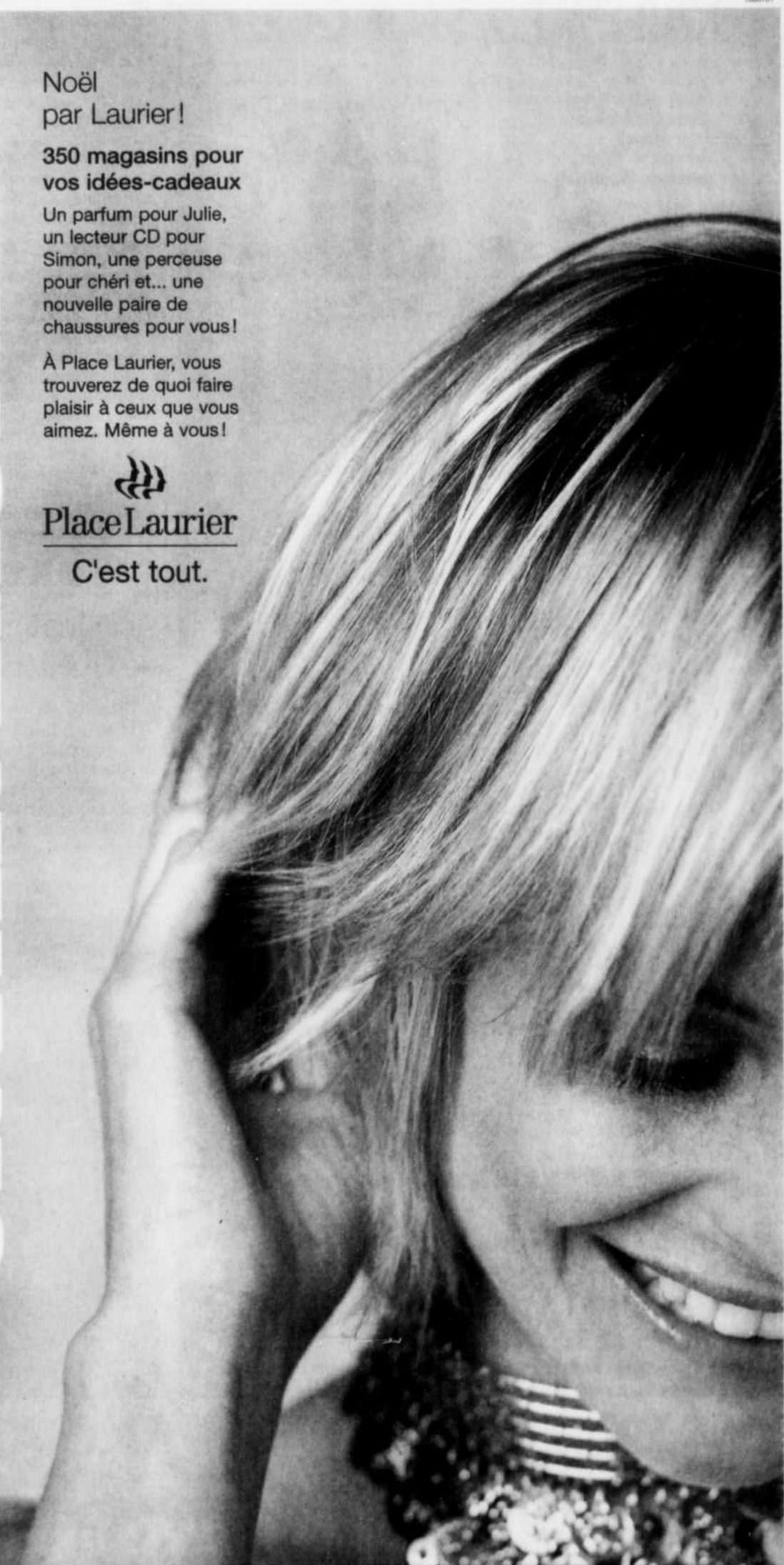
À Place Laurier, vous
trouverez de quoi faire
plaisir à ceux que vous
aimez. Même à vous!



Place Laurier

C'est tout.

OR PAR LAURIER



350 magasins. Sears, Zellers, La Baie, Toys «R» Us, Future Shop,
Sports Experts, Linen Chest, Renaud-Bray, Old Navy www.placelaurier.com

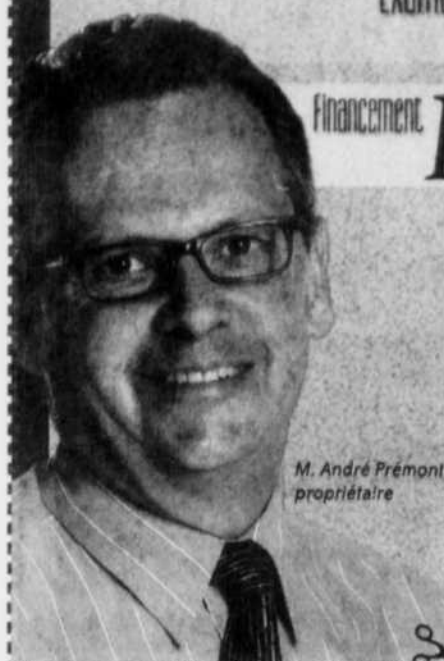
Jacques
Langlois OPTICIEN

50\$
de rabais*

* Sur présentation de cette annonce
jusqu'au 15 décembre 2004 incl.
* Ne peut être jumelée à aucune
autre promotion.

Examen de la **vue** sur place

Financement **12 mois** sans intérêt



M. André Prémont
propriétaire

Limoilou **523-8690**

455, 3^e Avenue, Québec
(ouvert mercredi soir et jeudi soir)

Centre-Ville **529-9351**

460, St-Joseph Est, Québec
(stationnement gratuit)

SERVICE AMEUBLEMENTS PLAN MISE DE
Gaudet

ON N'EST PAS SUR UN
BOULEVARD, SAUF QUE...

- 608 ressorts
- 10 supports latéraux doubles
- 2 supports lombaires
- Tissu Damask
- Garantie de 15 ans
total (non décroissant)

Matelas
«Louis XIV»

50%

Simple	579\$	Cour.	289\$
Double	749\$	Cour.	374\$
Queen	849\$	Cour.	424\$
King	1149\$	Cour.	574\$

Table et 4 chaises
en bois massif



LIVRÉ et
ASSEMBLÉ

SEULEMENT
699\$



Mobilier de salon
modulaire
5 pièces

SEULEMENT
699\$

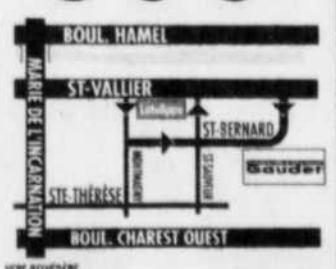
*Livraison gratuite à l'achat de 300\$ et plus

AMEUBLEMENTS
Gaudet

571, rue Saint-Bernard
Québec, près du magasin Latulippe
648-9441

Sans frais: 1 866 648-9441

www.ameublements-gaudet.com



De Limoilou au Pentagone

Le colonel Richard
Giguère promeut
les intérêts de l'Armée
canadienne aux
États-Unis

VALÉRIE GAUDREAU

VGaudreau@lesoleil.com

■ Avec ses 400 milliards\$US de budget et ses 325 000 militaires actuellement déployés dans 120 pays, la Défense américaine fait figure de mastodonte à côté des Forces armées canadiennes. Pourtant, la géante américaine a des choses à apprendre de sa petite voisine canadienne, assure le colonel Richard Giguère, attaché militaire de l'Armée de terre du Canada à Washington.

«Les États-Unis sont l'allié principal du Canada. Mon travail là-bas est de faire la promotion des intérêts de l'Armée canadienne», lance le colonel en entrevue éditoriale au SOLEIL. En poste dans la capitale américaine depuis son retour de l'Afghanistan au mois d'août, ce «p'tit gars de Limoilou» est de passage dans sa ville natale pour donner des conférences, notamment à l'Université Laval. Une occasion pour celui qui y est d'ailleurs toujours inscrit au doctorat en science politique de venir parler des relations militaires canado-américaines. Des relations qui sont en pleine transformation à l'heure où la protection du continent nord-américain est une grande préoccupation.

Les attentats du 11 septembre 2001 ont changé la donne. Devant la guerre au terrorisme, tout passe par ce que le militaire de 44 ans appelle «l'interopérabilité». Un grand mot, qui consiste essentiellement à s'assurer que les différentes armées du monde puissent travailler ensemble, tant sur les plans de l'équipement, des commandements que de l'entraînement. «L'idée est que la journée où on demandera la contribution du Canada à une coalition, tout se fasse bien», explique-t-il. Et ce, même si l'armée canadienne est officiellement en «pause opérationnelle» jusqu'en février 2006, le temps que nos soldats, épuisés par les missions successives, reprennent leur souffle. Cette réalité, le colonel Giguère se doit aussi de l'expliquer à ses homologues américains. «Ils sont bien conscients des capacités de l'armée canadienne, dit-il. Mon travail est de les tenir informés de ce qu'on peut faire et ils comprennent.»

VALEURS DU CANADA

À travers des échanges, des conférences et des rencontres au Pentagone, qu'il visite environ une fois par semaine, le colonel Giguère assure que l'expertise canadienne est reconnue et écoutée. L'armée canadienne, soutient-il, bénéficie d'ailleurs d'une agilité qui fait souvent l'envie des Américains. «Par exemple, ce que le Canada a fait en Afghanistan a été très apprécié. Ils nous demandent: "Comment vous faites?"» La solution, dit-il en substance: «Gagner le cœur et l'esprit des gens» en passant par le dialogue. «Les Canadiens ont eu une expérience très positive à Kaboul sur ce plan.»

De plus, ajoute M. Giguère, l'armée américaine a beau être la plus puissante du monde, elle fait face à d'énormes défis. Entraînée depuis des décennies dans une logique de



Originaire de Québec, le colonel Richard Giguère est depuis le mois d'août et pour un mandat de trois ans le porte-parole des Forces armées canadiennes à l'ambassade du Canada à Washington.

guerre froide, elle doit maintenant affronter à une nouvelle menace: le terrorisme. «Le problème, c'est que l'armée américaine se transforme en même temps qu'elle combat», analyse-t-il en soulignant que 43 % des soldats américains en Irak sont des réservistes. «Les États-Unis sont un pays en guerre et ça se sent partout.»

DÉCEPTION

Questionné sur le fait que le Canada n'ait pas participé à une coalition en Irak, le colonel Giguère se dit par ailleurs convaincu que cette décision n'aura pas miné les relations militaires canado-américaines. «Oui, c'est clair qu'il y a eu une déception, mais ça n'empêche pas de continuer la route.» À ce titre, il donne l'exemple de la visite officielle que George W. Bush fera au Canada à la fin du mois. Une première depuis 1995 qui «envoie un signe positif», selon lui.

S'il se réjouit de cette visite du président américain nouvellement réélu, le colonel Giguère préfère toutefois ne pas commenter certains sujets qui risquent d'y être discutés. Au premier chef, le fameux projet de bouclier antimissiles. «Je ne connais pas bien le projet ni ses implications au stade actuel des délibérations.» Devoir de réserve oblige, le militaire n'en dira pas plus, se gardant bien de s'aventurer sur le terrain glissant du politique.

EN BREF

Accident mortel sur le pont
de Québec

■ Un accident a fait un mort ce matin sur le pont de Québec. La collision frontale est survenue à 5h30, alors qu'une voiture circulant en direction sud a subitement bifurqué de sa voie pour aller emboutir un véhicule circulant en sens inverse. Richard Nadeau, 48 ans, de Saint-Nicolas, est décédé, tandis qu'un des passagers du véhicule percuté a été blessé légèrement. La Sûreté du Québec ignore ce qui a bien pu pousser le conducteur à changer de voie et une autopsie sera réalisée sur l'homme pour en apprendre davantage. Les policiers ont par ailleurs trouvé des stupéfiants de dif-

férentes natures dans le véhicule. La circulation a été perturbée sur le pont en direction sud pendant quelques heures, mais les conducteurs pouvaient emprunter le pont Pierre-Laporte pour se rendre sur la Rive-Sud.

Vol qualifié à Limoilou

■ La police de Québec est à la recherche d'un homme d'une cinquantaine d'années qui a commis un vol qualifié vers 22h30 jeudi dans l'accommodation de la 24^e Rue à Limoilou. Le suspect était armé d'un couteau et s'est servi dans le tiroir-caisse avant de prendre la fuite. L'employé du commerce n'a pas été malmené. Le malfaiteur avait une barbe de quelques jours et portait un capuchon. Toute information peut être transmise au service de police au 641-AGIR.

Le monde selon

garnier

Examen d'admission

Les samedis 20 et 27 novembre 2004 de 8 h 30 à 12 h 00

Séances d'information aux parents à charge: examen d'admission.
Durée: 1 heure.

Diplôme d'études secondaires (DES)
et diplôme d'excellence

Saint-Charles-Garnier (DESCG)

INSCRIPTION 681-0107



681-0107

www.collegegarnier.qc.ca

LE COLLÈGE SAINT-CHARLES-GARNIER
1150, boul. René-Lévesque Ouest
Québec G1S 1V7



Collectionnez-les dès maintenant

8 DVD exceptionnels à collectionner

LES GRANDES COMÉDIES DU CINÉMA QUÉBÉCOIS

Tous les détails au dos du cahier CINÉMA



AGENDA FAMILLE

Le badminton: un sport « smashing » !

C'est le bon temps pour s'initier à cette activité plus rapide qu'on le croit

MARTIN CROTEAU
MCroteau@lesoleil.com

■ Pas facile de rester actif à la fin de l'automne. La température extérieure n'est jamais tout à fait confortable, il pleut souvent et, comme la neige ne s'accumule pas encore, impossible d'aller profiter des joies hivernales. Mais il faut bien bouger, quand même ! Et un excellent moyen de le faire, c'est de s'initier au badminton.

En l'absence d'une ligue professionnelle et de vedettes multimillionnaires, le badminton défraie la chronique bien moins souvent que le hockey

ou le baseball. Mais discrètement, c'est l'un des sports les plus pratiqués au Québec. Et pour cause : les terrains poussent pratiquement dans les arbres et l'équipement peut être acheté à un prix dérisoire.

Si le lent déplacement du volant — ou « moineau » — semble ennuyeux de loin, les amateurs de sensations fortes seront surpris du rythme endiablé des échanges. Pas de doute, c'est un sport exigeant, qui demande coordination et endurance.

Mais surtout, c'est un sport accessible. Une raquette bon marché coûte une vingtaine de dollars, une boîte de volants une dizaine. Ne reste ensuite qu'à enfilier une paire de souliers de course et le tour est joué.

Comme les débutants expédient le projectile à une vitesse raisonnable, même un parfait ignare devrait être en mesure d'effectuer des échanges intéressants au bout d'un quart d'heure de pratique.

Pas étonnant, dans ce cas, que les courts se multiplient. Dans la plupart des gymnases d'école ou des centres récréatifs, des plages horaires sont réservées au badminton libre. Par exemple, à l'école secondaire L'Odysée (1485, rue de l'Innovation, Val-Bélair), le public est convié au badminton libre les mardis et jeudis entre 19 h et 21 h. Les tarifs sont de 12 \$ l'heure par terrain. Réservations au 840-0077.

Au Centre récréatif M^{re} Bouffard (680, rue Sainte-Thérèse, Québec, 641-6253), c'est premier arrivé, premier servi. Aucune réservation n'est acceptée. Une plage horaire est spécialement réservée aux 17 ans et moins, les vendredis entre 18 h et 21 h.

Toute la famille peut jouer les dimanches, de 13 h à 16 h. Et pas de souci pour le portefeuille : le coût est d'un dollar par personne.

Ceux qui veulent s'initier pour la peine peuvent également suivre un cours.

Le grand manitou du badminton à Québec, Jean-Claude Laprise, en propose aux jeunes de tous les niveaux chaque samedi matin, au Club Nautilus Plus (6280, boulevard Hamel,



Les adolescents trouveront leur compte dans la pratique du badminton et les parents sauront apprécier les réductions de tarifs que certains centres réservent à leur progéniture.

► Autres suggestions

■ **Nicolas Gignac, magicien.** Les gamins de tous les âges sont invités au Centre d'art La Chapelle (620, avenue Plante, Québec), demain. Le jeune magicien Nicolas Gignac promet de leur en mettre plein la vue avec des illusions mystifiantes. Le spectacle, qui débute à 14 h, est tout à fait gratuit. Renseignements au 686-5032.

■ **Dans ma maison de papier, j'ai des poèmes sur le feu.** Dernière chance de découvrir l'histoire d'Emma, une vieille dame, qui rencontre Aimée, la petite fille qu'elle a déjà été. Le Théâtre des Gros Becs (1143, rue Saint-Jean, Québec) présente *Dans ma maison de papier, j'ai des poèmes sur le feu*, aujourd'hui et demain, à 15 h. Les billets coûtent 14 \$ par enfant, 17 \$ par adulte. Pour en savoir davantage, consultez le www.lesgrosbecs.qc.ca ou composez le 522-7880, poste 1.

■ **Grogneries, placotages et autres nouvelles.** Le groupe musical La Grand-messe propose de revisiter le répertoire traditionnel québécois à travers des interprétations actuelles, folk et swing. Toute la famille est invitée à assister à ces concerts à la bibliothèque Gabrielle-Roy (350, rue Saint-Joseph Est, Québec). Des représentations auront lieu samedi à 13 h et dimanche, à 11 h et 13 h 30. Gratuit pour les abonnés, 3 \$ pour les non-membres. Info: 641-6789.

■ **Arrivée du père Noël.** C'est au tour de Place Sainte-Foy (2452, boulevard Laurier, Sainte-Foy) de recevoir l'homme en rouge. Petits et grands sont conviés au centre commercial, demain à 13 h, pour la grande arrivée du père Noël. Maquilleurs, acrobates et musiciens seront sur place et les petits recevront des gâteries. 653-4184.

L'Ancienne-Lorette, 872-0111). L'activité coûte entre 60 \$ et 75 \$ pour une douzaine de semaines. Pas besoin d'être abonné pour s'inscrire, le public est également le bienvenu. Par contre, il faudra attendre la session d'hiver, puisque celle d'automne est déjà en cours.

D'ici là, les curieux n'étant pas

► Écrivez-nous !

Vous avez des idées ou suggestions de lieux ou de thèmes qui pourraient inspirer cet agenda famille ? Nous voulons les connaître ! Écrivez-nous à MCroteau@lesoleil.com

membres du club peuvent louer un terrain pour 12 \$ par personne à la succursale de L'Ancienne-Lorette, ou à celle de Lebourgneuf (4500, boulevard des Gradins, Québec, 628-7524).

Au Centre récréatif Apprenti-Sage (2200, rue Coursol, Québec), on offre des cours de 12 semaines pour les 7 à 10 ans et les 11 à 14 ans pour 50 \$. Les inscriptions pour la session d'hiver auront lieu le 5 janvier au Centre C.A. Savard (2155, boulevard Bastien, Québec).

Les deux établissements possèdent aussi plusieurs courts. Louer un terrain coûte 4 \$ l'heure pour les moins de 21 ans et 12 \$ l'heure pour les 21 à 60 ans. Il est possible de réserver jusqu'à 48 h à l'avance. Une fois sur

place, les débutants peuvent louer tout ce qu'il leur faut pour jouer. 842-2595.

Dans l'arrondissement Charlesbourg, un cours spécialement conçu pour les familles a lieu les vendredis soirs, à la polyvalente Les Sentiers (1090, rue Château-Bigot, Charlesbourg).

Chaque adulte s'inscrit avec un enfant et, ensemble, ils apprennent les rudiments du sport. Les inscriptions, qui coûtent 35 \$ par paire, auront lieu le 6 janvier à l'école Le Jardin (4235, rue des Roses, Charlesbourg). Ceux qui veulent tenter l'expérience avant de s'inscrire peuvent assister à une séance, à condition d'appeler à l'avance. Les intéressés peuvent contacter Paule Larocque, des Loisirs du Jardin, au 624-7748.

ML350 ÉDITION SPÉCIALE
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE

699\$* PAR MOIS

ACOMPTE DE 0\$

3,9% TAUX DE LOCATION

Nous avons établi les normes de sécurité.
Établissons maintenant les normes en matière de prix.

► LA CLASSE M ÉDITION SPÉCIALE 2005. Grâce à un équipement de série incluant le Programme de stabilité électronique (ESP), le Système de traction électronique aux 4 roues (4-ETS+), le Freinage d'urgence assisté (BAS), la traction intégrale et huit coussins gonflables, il n'a jamais été aussi facile d'affronter les rigueurs de l'hiver. Alors faites vite un essai routier et profitez de notre taux de location de 3,9% avec acompte de 0\$. Agissez sans tarder car il s'agit d'une offre de durée limitée, valide jusqu'au 31 décembre 2004. www.mercedes-benz.ca/classem. Mercedes-Benz. N'attendez plus.

Chatel Automobiles Ltée

Témoin de votre réussite...
1350, Bouvier, Québec, G2K 1N8
Tél: (418) 628-6336 • Fax: 628-6356
www.chatel.mercedes-benz.ca

Satellite de Chatel Automobiles

171, boul. Ste-Anne, Pointe-au-Père
Vente et service 1 800 353-0911



Mercedes-Benz

© Mercedes-Benz Canada Inc., Toronto, Ontario, 2004. *Offres de location-trail basées sur une nouvelle ML350 Édition Spéciale, 699 \$ par mois pendant 39 mois. Aucun acompte requis. Première mensualité et dédit de garantie de 1399 \$ dus à la date d'entrée en vigueur du bail. Kilométrage limité à 18 000 km (frain de 0,25 \$/km supplémentaire). Frais de transport, de préparation, d'immatriculation, d'assurance et d'enregistrement, ainsi que taxes en vigueur et frais RPPMR en sus. Le concessionnaire peut offrir un prix de location moindre. Approbation de crédit requise.

LE QUÉBEC ET LE CANADA

MISSION FRANCE-QUÉBEC AU MEXIQUE

Les entreprises du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont boudé Mexico

MYLÈNE MOISAN
MMoisan@lesoleil.com

■ MEXICO — Le gouvernement du Québec a beau avoir envoyé des milliers d'invitations, fait des appels et des visites au pays des Bleuets, aucune entreprise du Saguenay-Lac-Saint-Jean n'a jugé bon d'être de la mission commerciale au Mexique.

«Je le regrette», a commenté hier le ministre du Développement économique et régional, Michel Audet, lui-même originaire de cette région. «C'était ouvert à tous et ils ne sont pas là. Mais, il y a une compagnie reliée à l'aluminium qui est présente, même si elle n'est pas du Saguenay-Lac-Saint-Jean.»

Directeur adjoint de la Direction générale de l'exportation et de la promotion au ministère du Développement économique et régional, Richard Tremblay a expliqué que le gouvernement a multiplié les démarches, en vain. «On a envoyé des centaines, des milliers d'invitations. On a rappelé les entreprises, on s'est même rendus là-bas. Ils ont décidé de ne pas venir, ce sont des décisions d'affaires», a-t-il tranché.

Cela dit, M. Audet est convaincu qu'ils seront du prochain voyage quand ils verront le succès de celui-là. En conférence de presse en fin d'avant-midi, le ministre a tracé un bilan éminemment positif de cette mission commerciale conjointe avec la France, une formule nouvelle qui sera reprise l'année prochaine ou dans deux ans, probablement en Pologne.

Pendant trois jours à Mexico, une centaine de PME du Québec ont multiplié les rencontres d'affaires avec des entreprises mexicaines et françaises. À l'aide d'un logi-

ciel évaluant les affinités des entreprises, l'ordinateur a fixé plus de 5000 rendez-vous de 30 minutes entre les quelque 425 entreprises présentes.

La mission qui a pris fin hier, contrairement aux missions commerciales traditionnelles, ne s'est pas terminée par un bilan chiffré en nombre d'emplois créés et en investissements attendus. Quelques ententes ont été officiellement annoncées, mais la plupart ne sont comptabilisées que dans les carnets de rendez-vous des entrepreneurs qui étaient du voyage.

En marge de la machine, plusieurs rencontres ont été organisées par les responsables du ministère, question que chaque entreprise québécoise y trouve son compte et ne perde pas son temps dans des discussions ne menant nul part. La presque totalité des entrepreneurs rencontrés au hasard jeudi soir ont particulièrement apprécié ces rendez-vous boni.

«Le travail qu'il a fallu faire, a souligné M. Audet, c'est de s'assurer de l'accès à des personnes et à des rendez-vous utiles. Les PME ont été élogieuses des services personnalisés parce que, au fond, l'important, c'est l'aspect humain.»

La plupart des entreprises québécoises qui étaient du voyage sont de la grande région métropolitaine, mais plus du quart proviennent de la région de la capitale ou de l'est de la province. Treize d'entre elles ont pignon sur rue à Québec, cinq autres sont de la région Chaudière-Appalaches, cinq sont établies en Gaspésie et deux dans le Bas-Saint-Laurent. Outre le Saguenay-Lac-Saint-Jean, aucune entreprise de la Côte-Nord ni du Nord-du-Québec n'était de cette mission commerciale. Il n'y avait non plus aucune compagnie du Centre-du-Québec.

LE MONDE DES
FONCTIONNAIRES

Au nom de la reddition de comptes

Richard Desjardins en perdrait la parole. Tous ces arbres abattus... Ce n'est pas une légende urbaine, l'administration publique brasse du papier. Beaucoup de papier.

Un petit exemple. Il y a une dizaine de jours, à l'Assemblée nationale, tout juste avant la période des questions, le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Claude Béchard, se lève et présente le président Michel Bissonnet.

«Vous m'excusez, ce sera un peu long, j'ai sept rapports à déposer.» Et voilà qu'il s'exécute.

«J'ai l'honneur de déposer les documents suivants : le rapport annuel de gestion 2003-2004 du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille; le rapport annuel de gestion 2003-2004 d'Emploi-Québec; le rapport annuel 2003-2004 de la Sécurité du revenu; le rapport annuel de gestion 2003-2004 du Secrétariat à l'action communautaire autonome du Québec; le rapport annuel de gestion 2003-2004 du Centre de recouvrement; le rapport d'activité 2003-2004 du Fonds national de formation de la main-d'œuvre et une entente relative à la communication de renseignements sur les véhicules entre le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille et la Société de l'assurance automobile du Québec, accompagnée de l'avis favorable de la Commission d'accès à l'information.»

Le ministre Béchard remet la pile de documents à un préposé, qui la déposera ensuite sur la grande table située devant le président, autour de laquelle prend place le personnel administratif de l'Assemblée nationale. Chaque fois qu'un ministre dépose un document en Chambre, il en transmet 60 exemplaires au secrétariat de l'Assemblée nationale, qui lui en assure la distribution auprès des services de recherche des partis politiques, de la Tribune de la presse, de la bibliothèque de l'Assemblée nationale, des cabinets des leaders parlementaires et des secrétariats des commissions parlementaires.

Depuis l'adoption, en 2000, de la Loi sur l'administration publique, qui met l'accent sur la transparence et la reddition de compte, la centaine de ministères et d'organismes doivent produire une Déclaration de services aux citoyens et un Plan stratégique pluriannuel. Sans compter le Plan annuel de gestion et le Rapport annuel de gestion. Qui lit toute cette littérature? Et, surtout, qui prend le temps de vérifier la performance de chacun des ministères et organismes?

«Il est facile à comprendre que l'on ne peut pas tous les passer au crible», avoue la députée péquiste de Rosemont, Rita Dionne-Marsolais, qui préside la Commission parlementaire de l'administration publique. C'est à ce groupe d'élus — ils sont six libéraux et quatre péquistes — épaulé par une minuscule équipe de fonctionnaires que revient la tâche de scruter à la loupe les rapports de tout acabit et les engagements financiers des ministères et organismes.

«C'est à partir des échanges que nous avons avec le Vérificateur général — qui analyse les rapports de reddition de compte — et de ce que nous entendons à gauche ou à droite sur la gestion de telle ou de telle organisation que l'on va cibler nos interventions», explique M^{me} Marsolais. «Pour les ministères, nous nous sommes fixés l'objectif de tous les examiner de près au cours d'un mandat de quatre ou cinq ans. Et nous ne révélons pas à l'avance ceux qui seront dans notre mire.»

La qualité de l'information contenue dans les divers rapports annuels a connu une amélioration incontestable depuis 2000. «Avant, c'était carrément insignifiant. Aujourd'hui, avec les indicateurs de performance et les objectifs à atteindre, nous travaillons à partir de données pertinentes.»

Comme elle le fait pour les engagements financiers, il arrive fréquemment que la commission parlementaire demande aux hauts fonctionnaires de venir rendre compte de leur gestion. «Ils ne sont pas toujours à l'aise devant les élus. Il arrive parfois que nous les invitons à aller refaire leurs devoirs et à revenir nous voir quand ils seront complétés», informe-t-elle.

LA SODEC FAIT DES HEUREUX

À propos de rapports annuels de gestion, la Société de développement des entreprises culturelles a déposé le sien, plus tôt cette semaine à l'Assemblée nationale.

Le mandat de la SODEC est de promouvoir et de soutenir financièrement l'implantation et le développement de la culture québécoise sous toutes ses formes. En 2003-2004, elle a fait 1490 interventions pour un montant de 44,2 millions \$.

Il est toujours étonnant de constater que les organisations considérées en bonne santé par le commun des mortels reçoivent un coup de pouce de l'État. Par exemple, Gestion Juste pour rire Inc. (Groupe Rozon — Films Rozon) a reçu une subvention de 165 000 \$. Guy Cloutier Communications Inc. a obtenu, pour sa part 70 000 \$ et les Productions J ont décroché 17 000 \$ pour la production et la promotion du spectacle de Wilfred LeBouthillier, la vedette de *Star Académie*.

La SODEC a dépensé un peu plus d'un million de dollars pour aider des maisons de production à financer une partie de la tournée de certains artistes dont Éric Lapointe (42 300 \$), les Cowboys Fringants (34 700 \$), Laurence Jalbert (30 325 \$), Bruno Pelletier (26 250 \$) et la troupe Macaroni Tout Garni (22 800 \$).

Des productions cinématographiques ont aussi bénéficié de deniers de Québec dans le cadre du programme Aide sélective aux longs métrages de fiction : *Monica La Mitraille* (1 million \$), *Camping Sauvage* (945 000 \$), *Mémoires affectives* (850 000 \$) et *Daniel et les Super-dogs* (825 000 \$).

Enfin, la SODEC a versé 23 783 \$ à Cirrus Productions pour le film *J'ai épousé une poupée gonflable* et 5680 \$ à Productions Shootfilms pour *Quétaine et Fièvre de l'être*. L'Association des professionnels de l'industrie de l'humour a reçu, quant à elle, deux subventions de 48 000 \$.



Carolyn Parrish estime que ce ne sont pas ses commentaires controversés sur le puissant voisin du sud qui ont fait déborder le vase, mais bien les propos au vitriol qu'elle livrait sur le compte de Paul Martin et de son équipe.

EXPULSÉE DU CAUCUS LIBÉRAL

Parrish continue de déverser son fiel

SANTIAGO, Chili (PC) — Expulsée du caucus libéral par le premier ministre Paul Martin pour ses propos à l'endroit de George W. Bush, Carolyn Parrish a continué de déverser son fiel, hier, sur son ancien chef qui, lui, répète que ce n'est pas la divergence d'opinions qui l'a poussé à agir, mais bien le ton et la manière employée.

Lors d'un point de presse à Santiago où il participe au Sommet des pays de l'Asie-Pacifique (APEC), M. Martin a répondu pour la première fois aux questions des journalistes sur sa décision annoncée jeudi, avant son départ.

«Ça n'a rien à voir avec les différences d'opinions, a-t-il fait valoir. Pas du tout. Mais c'est à tout à fait avec la façon qu'on le fait et le respect qu'on doit avoir à l'égard de ses collègues.»

M^{me} Parrish, reconnue pour son franc-parler lorsque vient le temps de s'exprimer sur le président américain, en avait rajouté en début de semaine. À l'occasion d'une émission satirique à la télévision anglaise de Radio-Canada, on voyait l'ex-libérale sauter à pieds joints sur une poupée à l'effigie de M. Bush.

Quelques mois auparavant, en plein

débat sur la guerre en Irak, elle avait traité le leader des États-Unis d'idiote («moron»), et lâché une phrase maintenant célèbre : «Maudits Américains. Je hais ces bâtards.»

Lors d'une conférence de presse à son bureau de circonscription de Toronto, hier, M^{me} Parrish a dit ne rien regretter.

«En fait, c'est bon, ça m'oblige à faire ce que je voulais vraiment faire», a-t-elle expliqué, n'offrant aucune excuse pour autant.

Elle estime d'ailleurs que ce ne sont pas ses commentaires controversés sur le puissant voisin du sud qui ont fait déborder le vase, mais bien les propos au vitriol qu'elle livrait sur le compte de Paul Martin et de son équipe.

En entrevue à la Presse canadienne, mercredi, elle disait ne plus respecter l'équipe de M. Martin et ne plus avoir aucune loyauté. Si M. Martin perd les prochaines élections, affirmait-elle, je ne verserai aucune larme.

Le premier ministre a nié cette interprétation de M^{me} Parrish, faisant valoir que son caucus est ouvert aux débats entre des personnes ne partageant pas la même opinion.

«Les membres de mon parti et les membres de mon caucus, non seulement ont le droit, mais ils ont le devoir de me dire exactement ce qu'ils pensent de mes politiques ou de ma façon de diriger le parti. Et ils le font, à chaque caucus ou à ces discussions», a expliqué M. Martin.

«Tout ce que je demande, c'est que ces commentaires, à mon égard ou à l'égard d'un autre ou à l'égard de notre parti (...) que ça soit dit avec respect, d'une façon civilisée», a poursuivi le chef libéral.

N'ayant plus rien à perdre, l'ex-libérale s'est vidée le cœur, hier, et a poursuivi ses attaques contre le premier ministre Martin et son équipe, l'accusant de laisser son groupe de proches conseillers mener la barque.

Là encore, le premier ministre s'est objecté, mais sans aller dans les détails. «La page est tournée maintenant», a-t-il conclu.

«Ça n'a rien à voir avec les différences d'opinions, a fait valoir Paul Martin. (...) Mais c'est à tout à fait avec la façon qu'on le fait (...)»

Stephen Harper vole au secours des expropriés de Mirabel

MIRABEL (PC) — Le chef conservateur, Stephen Harper, considère que la position du gouvernement libéral quant aux expropriés de Mirabel est tout simplement intenable. Il est confiant d'établir une alliance avec le Bloc québécois pour forcer le gouvernement libéral à en revendre une bonne partie aux occupants actuels.

De passage à Mirabel en matinée, M. Harper y a rencontré la vingtaine d'agriculteurs regroupés par l'Union des producteurs agricoles de la région pendant une vingtaine de minutes.

« Je pense que c'est possible. Je dois discuter avec les autres partis. Le fardeau de la preuve repose sur le gouvernement et non sur les agriculteurs d'ici. C'est évident qu'il n'y a pas de plan maintenant pour utiliser ces terres pour une expansion de l'aéroport », a déclaré le chef conservateur, à l'issue de sa rencontre tenue hors la présence des journalistes.

« Le ministre Jean Lapierre est dans le champ. S'il n'y a pas de plan pour une expansion, on doit revendre ces terres aux agriculteurs ou à ceux qui ont été expropriés », a-t-il poursuivi.

M. Harper estime que la principale difficulté des agriculteurs locataires tient à la précarité de leur situation. Comme ils sont locataires, il leur est difficile de convaincre les institutions

financières de leur prêter de l'argent pour investir dans leurs installations. Ils hésitent en outre à entreprendre des travaux coûteux susceptibles d'améliorer leurs terres puisqu'ils ignorent combien de temps ils les exploiteront. « On doit régler ce problème », a-t-il fait valoir.

M. Harper croit pouvoir compter sur le soutien du Bloc québécois, « qui a une position similaire à la nôtre », bien qu'il ne soit pas certain de celle du NPD.

Au-delà de ces alliances stratégiques, le chef politique y voit « une question de sens commun. Les deux tiers des terres de la région de Mirabel ne sont toujours pas utilisées et sont gardées sous le contrôle du gouvernement fédéral », a-t-il dénoncé.

« Avec un gouvernement minoritaire, il me semble que c'est un bon moment pour s'occuper de ce problème », a-t-il lancé.

L'organisateur de la rencontre, M. Marcel Denis, président de l'UPA de la région et du comité de rétrocession des 11 000 acres de terre est prêt à écouter tous les partis politiques qui partagent son objectif. Jusqu'ici il n'a pas réussi à établir un contact avec le ministre des Transports, Jean Lapierre.

« On a besoin d'alliés. On a envoyé une lettre au ministre Jean Lapierre

et on n'a même pas eu un accusé de réception. Il a déclaré dans les journaux que les terres n'étaient pas à revendre, mais bien à louer. On va tenter à nouveau de le rencontrer. Il faut qu'il change de disque. Ça n'a aucun sens », a soutenu M. Denis.

« Il est temps que les gens en attente depuis 35 ans (depuis l'expropriation de 1969) soient libérés. Il y a à peine 5% des terres expropriées qui ont été utilisées. C'est un scandale », a-t-il ajouté.

M. Denis a personnellement racheté ses terres, au milieu des années

80, quand, des 97 000 acres de terres expropriées, 80 000 acres ont été revendus. Des 17 000 restants, 11 000 se trouvent à l'extérieur de la zone opérationnelle de l'aéroport de Mirabel. Ce sont ces terres-là que les agriculteurs veulent acheter du fédéral. On y trouve quelque 200 propriétés.

« Les 6000 acres qui se trouvent à l'intérieur des clôtures des terrains de l'aéroport, la zone opérationnelle, représentent deux fois la grandeur de Dorval », a signalé M. Denis.



Stephen Harper

ARCHIVES LE SOLEIL

Le chef conservateur veut en savoir plus sur l'affaire Gagliano

MIRABEL (PC) — Le chef conservateur Stephen Harper veut savoir ce que savait le gouvernement libéral sur Alfonso Gagliano pendant toutes les années qu'il a passées au cabinet et ensuite au Danemark, comme ambassadeur.

« C'est impossible d'évaluer le sérieux des allégations pesant contre M. Gagliano, mais nous voudrions savoir ce que le gouvernement savait et quelles étaient les informations dont il disposait », a-t-il soutenu hier lors de son passage à Mirabel pour rencontrer un groupe d'agriculteurs.

« Le gouvernement a dit hier (jeudi) qu'il lui était impossible de répondre, mais je pense que c'est toujours possible pour le gouvernement d'admettre sa connaissance sur cette question », a-t-il ajouté.

Un quotidien new-yorkais rapportait jeudi qu'il était question d'Alfonso Gagliano dans un rapport du FBI dans lequel un parrain de la mafia italienne devenu délateur avait identifié l'ex-ministre canadien à l'aide d'une photo.

Frank Lino, un tueur du clan Bonanno, confiait aux enquêteurs que

M. Gagliano avait participé à une réunion entre des membres de la mafia montréalaise et de la mafia new-yorkaise tenue dans un restaurant-buffet de l'est de Montréal, au début des années 90. Lino précisait que seuls les membres en règle étaient présents et non les associés de l'organisation criminelle.

Selon un quotidien montréalais, des policiers canadiens cherchent depuis des mois à vérifier les informations voulant que M. Gagliano ait participé à cette réunion en question.

Nouvelle technologie de suivi nutritionnel maintenant disponible.

L'entreprise MyFoodPhone recherche des utilisateurs pour un projet-pilote. Au moyen de cette nouvelle application technologique, d'un phototéléphone (prêt pour la durée du projet) et d'Internet, une diététiste diplômée effectuera un suivi personnalisé de votre alimentation sur une base hebdomadaire. Cette technologie simple, amusante et efficace vous aidera à changer vos habitudes alimentaires et à atteindre vos objectifs.

Date de début: Le 6 décembre 2004
Durée du projet: 8 semaines
But: Modification des habitudes alimentaires visant une éventuelle perte de poids.

Inscrivez-vous maintenant au 656-2131 poste 3244 ou communiquez avec nous par courriel à ctrudeau@myfoodphone.com.
www.myfoodphone.com/pilote



(8) myFoodPhone

TELUS

GALA NANCY MOREAU 2004

Le 2 novembre 2004

AU PROFIT DE

Dystrophie musculaire Canada
une action musclée



De gauche à droite rangée en avant: Pierre Pedneau, Jean-Claude Bilodeau, Yves Blouin, Adeline de Fraipont, Paulyne Lagacé, le Dr Jacques P. Tremblay, co-président d'honneur du Gala, Carole Gagné-Gervais, directrice pour le Québec de Dystrophie musculaire Canada. Rangée arrière: Pierre Couture, Jean-François Drolet, Sophie D'Amours, Raynald Bourassa, co-président d'honneur du Gala, Jacques Proulx et Rolland Gadbois. N'apparaissent pas sur la photo: Martin Bilodeau, Pierre Dolbec, Robert Forest, Christian Goulet, Yves Jacques, Jack Puymirat et Clément Samson.



Nancy Moreau

Une soirée très réussie qui a permis de ramasser la somme de 60 652 \$ grâce aux efforts conjugués des membres du comité organisateur, des gouverneurs, des généreux donateurs, des commanditaires, des nombreux bénévoles et des 250 convives présents à la soirée.

Merci à tous!

AIR CANADA
LE SOLEIL

Desjardins

SANIGESTION
ONIX



l'univers fabuleux de benjo

Département de construction

Nous avons le plus grand choix de Playmobil à Québec!
Prix variants de 3.29 \$ à 299.99 \$



Saviez-vous que Playmobil remplace les petites pièces à vie!



Une révolution dans le monde des jouets!

Centre-ville de Québec
543, Saint-Joseph Est (entrée Nord)
550, Charest Est (entrée Sud)
Québec (Québec) G1K 3J3

Tél.: (418) 640-0001

idem



Sofa chaise longue
PROMOTION
799⁹⁹\$

1-2-3... Déplace-moi!



Peut se convertir en chaise longue (à l'achat du sofa chaise longue)

Fauteuil
PROMOTION
399⁹⁹\$

* à l'achat du sofa chaise longue à 799⁹⁹\$

Lit 60 po.
PROMOTION
499⁹⁹\$

Chevet 139⁹⁹
Bureau 6 tiroirs 329⁹⁹
Miroir 99⁹⁹
Armoire 339⁹⁹
Bureau 5 tiroirs 279⁹⁹
Bois naturel ou Blanc antique

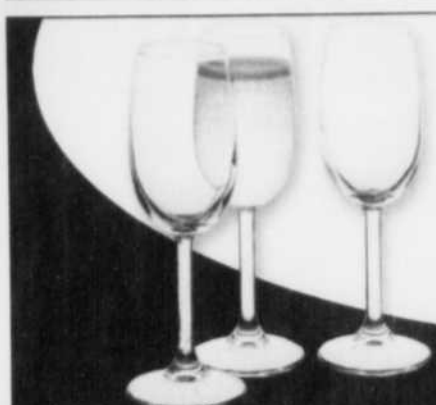
idem L'IDÉE MEUBLES

325, rue Marais, Québec
418.683.0909 • www.idemkitout.ca

Le Canada devra protéger sa forêt boréale, selon un comité international

■ BANGKOK — Le plus grand organisme de protection de l'environnement au monde, l'Union internationale pour la conservation de la nature, mieux connue sous le nom de Congrès mondial de la conservation (CMC), discutera en fin de semaine d'une résolution demandant au Canada de protéger plus efficacement sa forêt boréale. Le CMC a rassemblé quelque 5000 délégués au congrès qui a lieu à Bangkok, en Thaï-

lande. Ils représentent des gouvernements, des groupes de conservation et l'industrie. Des spécialistes de Parcs Canada, du Service canadien de la faune et d'Environnement Canada sont notamment sur place pour représenter le Canada. Selon Bob McLean, directeur général de la conservation pour Environnement Canada, le gouvernement canadien est en grande partie d'accord avec les objectifs du CMC. (PC)



Verres
à vin de glace
Jeu de 6
12⁹⁸\$

CUISINE actuelle. Place Ste-Foy 658-5879

VENTE 20 à 50%



sur un vaste choix
d'importations allemandes
de manteaux,
de laines bouillies, de chandails,
de jupes et de pantalons

CRÉATIONS Suzanne
PRÊT-À-PORTER FÉMININ - IMPORTATIONS
869, rue Saint-Jean, Québec (418) 529-9757

Le service LESSARD
Le meilleur rapport qualité service

Ouvert le soir jusqu'à 21h du lundi au jeudi.

Découpez et présentez cette annonce
au département du service pour profiter de ces offres

Alignement des roues (4) 54.99\$

Améliorez le confort,
la tenue de route
et la direction en
faisant vérifier
l'alignement
des roues

**Vidange d'huile et
changement de filtre 21.95\$**

Véhicules Hyundai seulement. Valable jusqu'au 17 décembre 2004

LESSARD HYUNDAI
Le meilleur rapport qualité service

Comprenant : L'inspection visuelle
des roues avant et arrière, la vérification
informatisée de l'alignement et la
rectification si requise.
Travail effectué par un
technicien certifié par
Hyundai.

659, Boul. St-Joseph, Québec
Entre Pierre-Bertrand et Laurentien
623-5471

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LA GASPÉSIA

L'ADQ veut faire témoigner les politiciens

«On doit ça aux contribuables, aux Gaspésiens et aux entrepreneurs», lance Mario Dumont

MARTIN OUELLET
Presse canadienne

Le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, a exhorté hier les acteurs politiques du plan de relance raté de l'usine Gaspésia à témoigner devant la Commission d'enquête sur les dépassements de coûts du projet.

«On doit ça aux contribuables, on doit ça aux Gaspésiens à qui on a fait vivre un échec, on doit ça aux entrepreneurs», a lancé M. Dumont lors d'une intervention à l'Assemblée nationale. Je pense que, oui, les intervenants politiques devraient défiler devant la Commission», a-t-il insisté.

Mise sur pied en avril dernier, soit un peu plus de deux mois après la fermeture du chantier de la Gaspésia, l'enquête présidée par le juge à la retraite Robert Lesage sera de passage à Québec à compter du 30 novembre.

La Commission a été mandatée pour déterminer comment le projet de relance, évalué à 493 millions \$

au départ, a finalement coûté 265 millions \$ de plus.

Le mandat de la Commission d'enquête a trait à la gestion administrative et financière du projet de Papiers Gaspésia, mais n'inclut pas les éléments de décisions politiques qui ont mené au fiasco, a dénoncé le chef de l'ADQ.

Le leader adéquatiste souhaite voir défiler devant la Commission la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, le ministre du Développement économique, Michel Audet, l'ancien premier ministre et chef péquiste Bernard Landry de même que l'ex-ministre des Finances et députée de Taillon, Pauline Marois.

Les contribuables qui ont perdu plus de 200 millions \$ dans l'aventure de la Gaspésia ont le droit de connaître le rôle joué par les politiciens dans cette affaire, a-t-il expliqué.

L'enquête, a dit M. Dumont, doit faire la lumière sur «les pressions politiques» qui ont pu amener des sociétés publiques comme la Société

générale de financement (SGF) ou Investissement Québec à injecter des fonds «sans plan d'affaires».

Au nom du gouvernement, le ministre de l'Environnement, Thomas Mulcair, a rappelé au chef de l'Action démocratique que la Commission était maître de sa procédure.

«La Commission peut convoquer qui elle veut, du travailleur sur le chantier au ministre, quel que soit le gouvernement, pour s'enquérir de toute information dont elle a besoin pour remplir son mandat», a-t-il dit.

Les commissaires peuvent en effet, par tous les moyens légaux, contraindre toute personne à venir devant eux pour faire leur travail, a ajouté M. Mulcair. En demandant au gouvernement de déterminer «qui va être assigné comme témoin», le chef de l'ADQ démontre jusqu'à quel point «il a du mal à maîtriser des notions de base de certaines institutions dans notre démocratie», a conclu le ministre.

Ashley MacIsaac veut organiser son mariage gai en Alberta

CALGARY (PC) — Le controversé violoniste Ashley MacIsaac a annoncé qu'il désirait se marier en Alberta pour protester contre la position du gouvernement conservateur sur les mariages homosexuels.

Il y a, toutefois, quelques fissures dans le projet du musicien de Cap-Breton qui veut convoler en justes noces dans un hôtel de Banff, notamment le fait qu'il n'a pas de conjoint avec qui se marier.

MacIsaac, âgé de 29 ans, a un nouveau disque en chantier, mais il semblait plus intéressé à se lancer dans l'arène politique de l'Alberta quand il a téléphoné au représentant du *Calgary Herald* cette semaine.

«Je prévois mettre sur pied le plus imposant mariage gai de l'histoire du Canada, dit-il. Je suis à la recherche d'un réseau de télévision qui produirait l'émission de télé-réalité *Qui veut marier Ashley MacIsaac?*»

MacIsaac, qui disait fumer de la marijuana durant l'entretien téléphonique, a précisé qu'il allait inviter le premier

ministre de l'Alberta, peu importe lequel des candidats en lice remportera l'élection provinciale de lundi prochain.

La Cour suprême doit se pencher sur le projet de loi du gouvernement fédéral qui légaliserait le mariage entre conjoints de même sexe sur l'ensemble du territoire canadien. L'Alberta est la seule province à s'y opposer.

La province de la Saskatchewan est devenue récemment la septième juridiction au Canada à légaliser le mariage entre conjoints de même sexe.

La semaine dernière, le premier ministre Ralph Klein a dit que la position de l'Alberta sur cette question était entre les mains des électeurs.

MacIsaac dit qu'il met sur la sellette la position du gouvernement albertain parce que les artistes originaires de cette province sont demeurés muets sur la question.

Un porte-parole de l'hôtel Banff Springs a précisé que l'établissement n'avait pas été approché par M. MacIsaac quant à un mariage potentiel.

**Le musicien, qui se cherche
un conjoint, veut protester
contre la position
du gouvernement Klein**

Samedi le 4 décembre
13 h 30 à 15 h 30

**Portes
ouvertes**

Prix de présence
**Une limousine
pour ton bal**



Transport en limousine avec chauffeur d'une valeur de 500 \$ ou l'équivalent en dépenses pour ton bal.

Règlements disponibles sur le site Internet.
(www.osullivan-quebec.qc.ca)

* Un collège où vous trouverez un grand choix de programmes —
AEC (attestation d'études collégiales)
DEP (diplôme d'études professionnelles)
DEC en bureautique
DEC en comptabilité et gestion et la formule DEC+BAC Québec-Moncton

Un collège vous permettant d'apprendre l'anglais et de faire des stages rémunérés où vous gagnez en expérience tout en payant vos études.

COLLÈGE OSULLIVAN DE QUÉBEC

Inscrivez-vous aujourd'hui!
Accessibilité aux prêts et bourses
Service de placement gratuit et à vie
(418) 529-3355
www.osullivan-quebec.qc.ca
840, rue Saint-Jean
Québec G1R 1R3

Préparez-vous à aller loin!

KANESATAKE Élections générales le 19 février

■ LAVAL — Le grand chef mohawk de Kanesatake, James Gabriel, annonce qu'il y aura des élections générales le 19 février prochain. Des policiers de Kanesatake seront appelés à patrouiller le territoire durant ces élections, mais le chef Gabriel précise que le choix des policiers en question devra avoir été approuvé par toutes les factions. M. Gabriel a ajouté que la firme Deloitte et Touche supervisera l'élection et qu'un mandant en ce sens serait assumé par l'ancien directeur général des élections du Québec, Pierre F. Côté. Par ailleurs, l'ex-juge Lawrence Poitras, celui-là même qui avait présidé la commission d'enquête sur les événements de l'été 1990 à Kanesatake, sera appelé à déterminer, au moment du vote, si les circonstances permettent la tenue d'élections libres et démocratiques. M. Gabriel a dit avoir choisi la date du 19 février afin, d'une part, de donner une chance à la communauté de passer ses plaies et, d'autre part, de laisser passer le temps des Fêtes. M. Gabriel compte trois supporters parmi les six autres chefs du conseil de bande; les trois autres sont dissidents. Ils n'ont pas donné leur accord aux décisions annoncées hier. L'élection devait avoir lieu le 13 juillet dernier, mais la situation incertaine et parfois explosive sur le territoire en avait forcé le report. (PC)

Voilà, l'effet d'entraînement!

656-PEPS
www.peps.ulaval.ca

28,98\$/mois

(abonnement annuel sans les taxes)

Incluant 5 services:

- Piscine olympique
- Salle d'entraînement
- Patinoires
- Réservation de terrains
- Pistes de jogging

**UNIVERSITÉ
LAVAL**

Service des activités sportives



Aucuns frais d'adhésion
Stationnement intérieur gratuit près de 80 heures par semaine

Le bloquiste Roger Clavet a de l'ambition pour Louis-Hébert



Les priorités de Roger Clavet sont l'aéroport, le train rapide et les fêtes du 400^e anniversaire.

RAYMOND GIROUX
RGiroux@lesoleil.com

OTTAWA — Roger Clavet vante ouvertement la collégialité qui règne dans son parti, mais n'en demeure pas moins ambitieux : « Je veux que Louis-Hébert redevenue le chef de file de la députation de la région de Québec », a-t-il dit en entrevue au SOLEIL plus tôt cette semaine.

L'élus bloquiste qui a battu la ministre du Patrimoine Hélène Scherrer aux élections du 28 juin croit que sa circonscription peut revendiquer ce rôle « parce qu'on est fiers, parce qu'on a une importance politique, et parce qu'il y a eu des gens avant moi de haute stature » qui en ont représenté la population.

Quelques mois à peine après son arrivée-surprise dans le monde politique, M. Clavet ne regrette rien. « Je prends ma place au sein du parti, je prends ma place au Parlement canadien, et je prends de plus en plus ma place dans la communauté de Louis-Hébert, lance-t-il.

« Je ne m'attendais pas à l'intensité de l'action politique, je trouve cela intéressant, admet le député. C'est très impressionnant comme enceinte, le parlement. Et en sortant, nous sommes éblouis par la lumière des caméras qui nous attendent, mais il ne faut pas jouer uniquement ce jeu-là. »

Sur Québec, M. Clavet partage les conclusions de la série d'articles publiés par LE SOLEIL en début de semaine. « Nous avons une belle ville, une belle région, mais il y a un vieillissement accéléré, dit-il. Nous pourrions vivre sur notre élan et dire que nous avons une très jolie fin de vie à Québec. »

Mais « est-ce qu'on veut en parler avec nostalgie ou relever les défis de l'écono-

mie, du renouvellement, des projets rassembleurs? », demande-t-il.

« Il y a un alignement des planètes favorable à une redéfinition du rôle de Québec, croit-il. Nous sommes six membres du caucus de Québec du Bloc québécois, trois expérimentés et trois nouveaux, et je découvre qu'un caucus régional, c'est fort. Jean Lapierre, le ministre responsable de la région, est obligé de nous écouter. »

Ses priorités sont celles de l'ensemble des intervenants, dit-il, soit l'aéroport, le train rapide et les fêtes du 400^e anniversaire.

Sur le terrain, le député a jusqu'ici rencontré les organismes communautaires, les paroisses, le parc technologique, et travaille à organiser des visites d'entreprises. « J'ai une excellente communication avec le recteur Michel Pigeon, de l'Université Laval, cela fonctionne super bien, dit-il. Il m'a demandé d'intervenir pour permettre aux étudiants étrangers de travailler, ce qui n'est pas permis actuellement. L'étudiant étranger n'est pas menaçant, il est un atout pour l'économie, il a une expertise. »

Le député croit d'ailleurs que l'avenir de Québec passe par l'immigration, car « sans cet apport, croit-il, nous ne serons pas là dans 20 ans. Le métissage nous fait peur, mais on doit prendre ce virage. »

M. Clavet dispose par ailleurs d'une arme secrète pour rejoindre les gens : il chante ! « Je chante du Charles Trenet, dit-il, et je l'ai offert aux groupes de mon comté. Je ne leur vends pas de cartes du Parti, je parle avec mon cœur. J'ai même ma trame sonore. »

Le député a chanté dans une salle de la très fédéraliste Légion canadienne lors du jour du Souvenir. « C'est le rôle du député, explique-t-il. Je repré-

sente les fédéralistes et les souverainistes, j'ai donné une couronne et s'ils m'avaient demandé un drapeau, je leur en aurais donné un. »

Député du Bloc québécois, M. Clavet est également membre du Parti québécois, un militant par ailleurs fort prudent sur les débats en cours au sein du Parti.

« Les chicanes, cela ne peut pas vraiment aider, reconnaît-il, mais c'est un débat sain, c'est le temps de le faire pendant qu'on est dans l'opposition. »

« Je ne suis pas aligné, dit-il, mais ce n'est pas par manque de courage. Ma vie démontre que je suis courageux. Il y a un chef et je suis solidaire de M. Bernard Landry. »

« Ce dernier commande le respect mais en même temps, dit-il, je ne veux pas dire si je voterai la confiance à M. Landry, je ne pourrais pas lui signifier tout de suite que je vais voter pour lui en juin prochain. »

M. Clavet a passé les cinq dernières années comme journaliste pour Radio-Canada à Winnipeg. « Les francophones hors Québec, une fois passé le discours officiel, dit-il, sont heureux qu'un des leurs soit député du Bloc québécois et les défendent jalousement. Ce sont des frères et des sœurs » pour nous.

« Cela a été une fracture pour moi de partir d'un coup sans avoir eu le temps d'expliquer, dit-il. Je me suis présenté, j'ai gagné et ma vie a basculé. »

Et pour eux, sa décision a été un choc car « ils ignoraient mes convictions souverainistes, j'avais un devoir de réserve en tant que journaliste. »

Et dans le temps des Fêtes, si la majorité des Québécois songent à des vacances dans le Sud, au soleil, M. Clavet et sa famille aimeraient plutôt passer quelques jours... à Winnipeg.

EN BREF

Ottawa ne financera pas la construction des superhôpitaux

■ OTTAWA — Une contribution fédérale au financement de la construction du superhôpital est exclue, a indiqué hier le ministre Jean Lapierre. Québec planifie l'érection de nouvelles installations pour le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM), auxquelles il compte consacrer un montant maximal de 800 millions \$. Le coût total du projet s'élèverait à 1,1 milliard \$, alors pour régler le reste de la facture, le ministre québécois de la Santé, Philippe Couillard, s'attend à récolter 200 millions \$ en dons privés et 100 millions \$ du fédéral. Mais hier, M. Lapierre s'est montré incisif : le rôle d'Ottawa dans ce financement est « nul ». (PC)

**Super
DU party**
31 SAINT-SYLVESTRE
Réservez
tôt :
849-4418

BUFFET
le 25 décembre et
le 1^{er} janvier dès 17 h

BRUNCH
Tous les dimanches
Enfants de 5 ans et moins
GRATUIT

**Mont
Tourbillon**



**Foie gras et
Produits de canard**

Production fermière et artisanale,
authentique et naturelle

Dès le 1^{er} décembre... procurez-vous notre
NOUVEL EMBALLAGE-CADEAU DE FOIE
GRAS disponible exclusivement à la ferme.

Pour Noël... suivez la **TENDANCE** avec notre
CANARD DE BARBARIE À RÔTIR !

Téléphonez-nous pour réserver !

524, Bois Joly O., Saint-Apollinaire, sortie 291
à 15 minutes des ponts 418.881.2729

www.canardgoulou.com

Urgent

RECHERCHONS importants tableaux québécois, pour notre
prochaine vente aux enchères publiques qui aura lieu au
Capitole, le 14 décembre 2004

**Le
CAPITOLE**
de Québec

Exemples de tableaux recherchés :

Normand Hudon
John Little
J.P. Lemieux
R. Richard
L. Ayotte
A. Rousseau
B. Krieghoff
P.E. Borduas
T. Thomson
J.P. Riopelle
A.Y. Jackson
J.W. Morrice
A.H. Robison
L. Harris
A. Lismer
J.E.H. Macdonald
F.H. Varley
F. Johnson
F. Carmichel

A.J. Casson
M. Cullen
H. Walker
N. Morrisseau
B. Buffet
W.G. Roberts
P.H.H. Surrey
C. Huot
A. Dumouchelle
F. Iacurto
A. Pellan
M.A. Fortin
S.M. Cosgrove
P.É. Beaulieu
Clarence Gagnon
M.A. Suzor Côté
B. Des Clayes
B. Baldwin
Et autres...



Iacurto Francesco, 60 cm x 76 cm (24 x 30)



Richard Ren-Jean, ARC (1895-1982)
Huile sur panneau, d'une grandeur exceptionnelle!
103 cm x 121 cm (41 x 48)

RECHERCHONS ÉGALEMENT tableaux très anciens américains et européens.

Pour de plus amples renseignements ou
pour prendre rendez-vous, communiquez
avec l'un de nos conseillers. Il nous fera
plaisir de vous servir.

Nous sommes ouverts 7 jours sur 7,
sur rendez-vous.

Hôtel des ventes universelles inc.

465, Grande Allée Est, #100, Québec (Québec) G1R 2J5

Tél. : 1 (418) 655-4706 Tél. : 1 (418) 529-4444 Tél. : 1 (514) 827-1798
Sans frais : 1 (866) 529-6663 Fax : (418) 529-0488

visitez notre site web au : www.hoteldesventesuniverselles.com

Les altermondialistes se préparent à « accueillir » Bush

SYLVAIN LAROCQUE
Presse canadienne

■ OTTAWA — La mobilisation s'organise contre la venue à Ottawa du président américain, George W. Bush, à la fin du mois. Depuis l'annonce de sa visite, mardi, des groupes altermondialistes de la région d'Ottawa-Gatineau et de Montréal, entre autres, s'activent à préparer des événements d'accueil.

Deux manifestations sont déjà prévues: l'une « contre Bush et pour la justice, la liberté et l'égalité », qui partira le 30 novembre à midi du centre-ville d'Ottawa, et une vigile « contre la guerre », le même jour à 17 h, sur la colline parlementaire.

« Tout le monde est opposé à la guerre de Bush en Irak et considère l'arrogance du gouvernement libéral de l'inviter comme une insulte », explique en entrevue téléphonique Christian Legeais, du Pacte contre l'agression, l'intolérance et la xénophobie (NoWar-Paix), qui coordonne les activités.

« Bush et ses politiques ne sont certainement pas les bienvenus à Ottawa », ajoute-t-il.

Des rencontres de préparation auront lieu toute la semaine, y compris à Montréal, où la célèbre Convergence des luttes anticapitalistes (CLAC) mène la mobilisation. De nombreux manifestants montréalais sont attendus à Ottawa le 30 novembre, jour de l'arrivée de M. Bush.

« Il y a une très forte indignation, précise M. Legeais. On peut s'attendre à une participation extrêmement nombreuse parce que l'opposition à

la venue de Bush est pratiquement universelle. »

M. Legeais hésite à faire des prédictions quant au nombre de manifestants: ce sera nettement au-dessus de 2000, se limite-t-il à dire.

AILLEURS

Mais les protestations dépasseront la région de la capitale fédérale. Des manifestations sont déjà annoncées à Vancouver et à Québec, et d'autres villes canadiennes suivront sans doute.

Christian Legeais n'exclut pas que certains manifestants versent dans la désobéissance civile. « Tout est possible », glisse-t-il, en faisant toutefois porter la responsabilité aux policiers.

« Quand la police n'est pas là et qu'elle n'organise pas de provocation (des manifestants), il n'y a aucun trouble, estime M. Legeais.

« La police pourrait très bien attaquer les manifestants; ça ne serait pas la première fois que la police d'Ottawa

monterait une provocation contre des manifestations », affirme-t-il.

On peut s'attendre à ce que le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et d'autres corps policiers, de même que les autorités sécuritaires américaines, mettront le paquet pour la visite de George Bush.

Souvent, les policiers contactent à l'avance les groupes de protestataires afin de voir de quel bois ils se chauffent. Christian Legeais dit qu'on ne l'a pas encore appelé à ce sujet.

« Mais ça ne m'étonnerait pas qu'ils débütent leur harcèlement très bientôt », lance-t-il.

Entre-temps, NoWar-Paix organise, cette fin de semaine, une marche du parlement jusqu'à l'ambassade américaine afin de dénoncer l'invasion « illégale » en Irak, qui aurait fait 100 000 morts civiles depuis le début des hostilités, en mars 2003.



Le président américain, George W. Bush, effectuera une visite officielle au Canada à la fin du mois.

Témoignage poignant d'une mère « MÊME S'IL N'EST PAS AU VILLAGE, Y AURA RASSEMBLAGE »

« Mon aîné Napoléon est à bûcher du bois à l'autre bout du canton », a soupiré la dame sans toutefois perdre le sourire. Elle ajoute qu'à cause de tout l'attirail qu'elle a déniché chez Bell, elle peut rester proche de sa parenté. C'est comme qui dirait... loin des yeux, proche du cœur.



ExpressVu



Offrez-vous une meilleure télé!

- Plus de 400 canaux et 16 forfaits thématiques
- Service horaire variable gratuit sur les réseaux canadiens

Vous en aurez plein la vue!

À partir de
49 \$⁺
après crédits
installation incluse^{††}

Sympatico Intermédiaire



Service Internet plus pratique et sécuritaire que jamais

Gratuit: 6 mois de notre gamme complète de services de sécurité^{††} mis à jour automatiquement

- Antivirus
- Coupe-feu
- Anti-logiciels espions

14.95 \$
par mois
les 6 premiers mois^{†‡}

Le Forfait

Combinez 2 ou 3 services

- Mobilité
- Sympatico[™]
- ExpressVu[™]

et économisez mois après mois avec Le Forfait^{††} de Bell.

NOUVEAU
5 \$
par mois^{†‡}
pour 1000 min
d'interurbain
Canada, É.-U., 24/7

Mobilité



Téléphone pliable à écran couleur à partir de

0 \$^{*1}

Plus:
3 premiers mois de service gratuits^{*2}

Des téléphones-à-poche pour tous vos proches

- Pas de frais d'activation ni de frais mensuels cachés avec les forfaits Tout-en-un.

La mobilité sans tracas. Seulement chez Bell.



Et bien simple.[™]

bell.ca/cadeaux • 1 866 880-5076 • Magasins Espace Bell et Bell Mobilité

Espace Bell

Alma
Plaza 1
(418) 662-0469

Amqui
14, rue St-Benoît O.
(418) 629-6054

Baie-Comeau
997, boul. Lafleche
(418) 295-1294

Chicoutimi
1915, boul. Talbot
(418) 696-0506

Place du Royaume
(418) 693-1188

Gaspé
157, boul. de Gaspé
(418) 368-5004

Havre St-Pierre
111 B, rue Boréale
(418) 538-1301

Lévis
Galerie Chagnon
(418) 833-3848

Maria
111, boul. Perron O.
(418) 759-5225

Matane
1105, rue du Phare O.
(418) 562-9000

Québec
1171, boul. Charest Ouest
(418) 687-2121

1100, rue Bouvier
Bureau 350
(418) 627-6000

Les Galeries de la Capitale
(418) 627-2555

Place Fleur-de-Lys
(418) 529-9292

Rimouski
341, 2^e rue Est
(418) 722-7717

76, rue St-Germain Ouest
(418) 723-0999

Rivière-du-Loup
Centre commercial
Rivière-du-Loup
(418) 868-8888

Sept-Îles
1230, boul. Laure
(418) 962-6568

St-Georges-de-Beauce
Carrefour St-Georges
(418) 228-5521

Ste-Anne-des-Monts
561, boul. Ste-Anne Ouest
(418) 763-9415

Ste-Foy
2785, boul. Laurier
(418) 650-1000

Place Laurier
(418) 658-8678

Bell Mobilité

Beauport
Inter Cellulaire enr.
488, boul. Rochette
(418) 660-9909

Lévis
La Celluboutique Rive-Sud
104, route Président-Kennedy (bur. 101)
(418) 837-0222

Novicom Technologie
6610, boul. de la Rive-Sud
(418) 838-3999

Québec
CBCI Telecom inc.
710, rue Bouvier (bur. 103)
(418) 626-1800

Celluboutique Hamel
4885, boul. Wilfrid-Hamel
(418) 871-7776

Roberval
Cellulaire Chic
612, boul. Marcotte
(418) 275-0606

St-Nicolas
La Celluboutique Rive-Sud
585, route 116
(418) 831-2355

Ste-Marie
La Celluboutique Rive-Sud
530, boul. Vachon
(418) 386-3757

Vanier
La Celluboutique
850, boul. Pierre-Bertrand
(bur. 150)
(418) 682-2355

Aussi offert chez les agents autorisés:

➔ FUTURE SHOP

LA VIEILLE TELEPHONIQUE

Diamond

STEREO

RadioShack

(Excluant Mobilité)

Le Chef d'Or

Offre ExpressVu disponible aussi:

TANGUAY ELECTRONIQUE

Les offres prennent fin le 31 décembre 2004 et sont réservées aux nouvelles activations. Services offerts aux clients résidentiels, là où la technologie le permet. Prix/offres sujets à changement sans préavis et ne peuvent être combinés avec aucune autre offre. Taxes en sus. Jusqu'à épuisement des stocks. Des frais de mobilisation anticipée s'appliquent pour chaque engagement. D'autres conditions s'appliquent, y compris des exigences techniques minimales. Photos à titre indicatif. [†] S'agit d'un engagement de 3 ans. ^{††} Tarif mensuel du forfait, d'une valeur max. de 35\$, remis sous forme de crédits appliqués sur le compte. S'agit d'un engagement de 3 ans. Le tarif alors courant s'applique par la suite. Frais d'interurbain en sus. ^{†††} Prix net basé sur le prix de détail suggéré du récepteur 3120 (129,99\$) moins les crédits d'équipement de 50\$ et de télé à la carte de 30\$ avec un engagement de 2 ans. Les crédits sont appliqués sur le compte, avant les taxes; prévoir de 6 à 8 semaines. Le système doit être activé avant le 16 janvier 2005. Le crédit de télé à la carte n'est valide que pendant 90 jours après l'activation et s'applique à tous les films ou événements sur Vidéo ou VHS jusqu'à un max. de 15\$ par semaine. ^{††††} S'agit d'un engagement de 2 ans. Visitez bell.ca/installationincluse pour savoir si vous êtes admissible. ^{†††††} Le tarif mensuel courant est de 12,95\$/mois s'applique par la suite. Les services doivent être activés dans les 90 jours suivant l'abonnement sans quoi ils seront automatiquement retirés du compte. Fournis avec Zero-Knowledge Systems, Inc. aux abonnés Sympatico. Aucun service n'offre une protection absolue. ^{††††††} S'agit d'un engagement de 2 ans pour chaque service. Pour être admissible, vous devez avoir Bell Canada comme fournisseur de service interurbain, mais il n'est pas nécessaire d'être abonné au service local ou à d'autres services tarifés de Bell Canada. Des frais pour l'équipement et l'installation professionnelle peuvent s'appliquer. Pour les détails, appelez au 1 866 880-5076 ou visitez bell.ca/forfait. ^{†††††††} S'applique aux appels interurbains résidentiels automatiques ou faits avec le service Contact famille[™] au Canada et aux États-Unis. Sympatico et Contact famille sont des marques de commerce de Bell Canada. ExpressVu est une marque de commerce de Bell ExpressVu, s.c.

LE MONDE

VENDEU

CAP-ROUGE
9, ch. de la Plage St-Laurent
Superbe californienne 7 ans. Luxueuse.
Garage double. Piscine creusée.
4 cc, cuisine de rêve. P.D. 479 000\$
VOIR AUTRE ANNONCE PAGE E 14

HÉLÈNE LAUZIER RE/MAX 1^{er} CHOIX N.L. 687-3211



◀ FIN DU CULTE DE LA PERSONNALITÉ EN CORÉE DU NORD A 25
L'UKRAINE SE PRONONCE SUR L'APRÈS-KOUTCHMA A 28 ▶



Les rues du centre-ville de Santiago, au Chili, ont été assaillies, hier, par des manifestants.

SOMMET DE L'APEC

Accueil hostile pour Bush au Chili

■ SANTIAGO (PC) — À peine avait-il mis les pieds au Chili, hier, que le premier ministre canadien, Paul Martin, ne pouvait que constater qu'il n'y a pas que dans son caucus que les sentiments envers le président américain George W. Bush sont partagés.

Les rues du centre-ville de Santiago, qui accueille le Sommet des chefs d'État et de gouvernement des pays de l'Asie-Pacifique (APEC), sont assaillies par des manifestants qui protestent contre la mondialisation mais, surtout, contre le président Bush. Et hier n'a pas fait exception, la police utilisant canons à eau et gaz lacrymogènes pour disperser la foule de milliers de personnes; 130 personnes ont été arrêtées.

Arborant pancartes et fanions aux slogans non équivoques, les messages des manifestants ne faisaient pas dans la dentelle. « Bush: dangereux

assassin », pouvait-on lire sur l'une d'entre elles.

Le président américain est arrivé à Santiago hier, en vue de prendre part au Sommet qui s'ouvre aujourd'hui. M. Martin doit le rencontrer pour un court tête-à-tête en prélude de la prochaine visite du président à Ottawa, le 30 novembre et le 1^{er} décembre.

Lors d'un point de presse, M. Martin a admis ne pas se faire d'illusions quant à la présence de telles manifestations au Canada, lors du passage du

Paul Martin souhaite convaincre ses homologues de la nécessité d'une réforme de l'ONU

président américain, puisqu'il s'agit là d'une expression de la démocratie.

« Mais tout ce qu'on demande, c'est que ces manifestations, que ce soit in-

dividuel ou en groupe, que ce soit fait à l'intérieur des limites raisonnables. »

Lors de sa rencontre d'aujourd'hui avec M. Bush, le premier ministre Martin entend aborder les différends commerciaux sur le bois d'œuvre et le bœuf, mais il s'attardera à une question qui lui tient à cœur: la réforme des Nations unies vers un nouveau multilatéralisme.

Le premier ministre du Canada entend convaincre ses homologues des autres pays de l'appuyer dans son projet qui modifierait l'ONU pour permettre des interventions plus rapides dans des pays où des catastrophes humanitaires se profilent. M. Martin dit déjà avoir obtenu des réactions positives du premier ministre de la Grande-Bretagne, Tony Blair, et du président français, Jacques Chirac.

Il aurait déjà abordé la question à trois reprises avec George W. Bush et ce dernier, selon M. Martin, se serait montré intéressé.

La croisade contre le terrorisme mo-

nopolise les discussions et relègue au second plan les dossiers économiques à l'origine de la création de l'APEC.

Les ministres des Affaires étrangères et du commerce du Forum de coopération économique Asie-Pacifique, qui ont préparé cette semaine le terrain pour leurs présidents, ont déjà donné le ton du Sommet en soulignant « l'impérieuse nécessité » de l'union de la région devant le « terrorisme transnational ».

Plusieurs pays membres du Forum ont été victimes du terrorisme ces derniers mois: la Russie, l'Indonésie et l'Australie. Ce dernier pays était déjà l'un des plus solides alliés de l'administration Bush en matière de politique étrangère, avant même l'attentat contre son ambassade à Djakarta.

Pour son premier déplacement à l'étranger depuis sa réélection, George W. Bush entend mettre la pression sur la Corée du Nord, qui traîne les pieds pour reprendre les négociations sur l'abandon de son programme d'armes nucléaires.

IRAK

Assaut imminent sur Mossoul

BAGDAD (AFP et AP) — Les forces américaines et irakiennes s'apprêtaient hier à donner l'assaut sur Mossoul, la troisième ville irakienne, après plusieurs jours de violences. Des centaines de membres des commandos des forces de sécurité irakiennes ont pris position dans la vieille ville en vue d'un assaut imminent sur les positions des rebelles dans cette cité de deux millions d'habitants située à 370 km au nord de Bagdad.

Au total, quelque 1600 membres des forces de sécurité irakiennes et 1200 soldats américains ont été déployés depuis mardi dans cette région après une série d'attaques rebelles lancées la semaine passée contre des postes de police et des bâtiments officiels.

Selon l'armée américaine, près de 300 rebelles sévissent à Mossoul, alors que les autorités irakiennes estiment que leur nombre a augmenté après l'assaut lancé le 8 novembre contre la ville de Falloujah, à l'ouest de Bagdad.

Selon des responsables américains, au moins 25 insurgés, dont des hauts responsables, se cacheraient à Mossoul. « Nous trouvons les poches (de résistance) avec (l'aide) des Irakiens et nous leur demandons de sortir pour se battre. Chaque fois qu'ils acceptent le combat, nous en tuons beaucoup », a indiqué le colonel américain Robert Brown.

GARDES ÉGORGÉS

Le groupe de l'islamiste jordanien Abou Moussab Al-Zarqawi, l'ennemi numéro un des États-Unis en Irak, a par ailleurs annoncé avoir égorgé dans la ville de Mossoul deux gardes nationaux, lors d'une exécution « devant une foule nombreuse », dans un communiqué qui lui est attribué par un site Internet.

Le journal saoudien *Asharq Al-Awsat*, citant des « sources du renseignement » irakiennes, a indiqué pour sa part que la résistance des insurgés à Falloujah, ville prise d'assaut par les troupes américaines et irakiennes depuis 11 jours, avait été dirigée par un lieutenant de l'islamiste jordanien.

Ailleurs en Irak, les violences ont continué hier, avec la mort d'au moins 14 personnes, dont deux dans des affrontements dans une mosquée et trois dans un attentat à Bagdad.

Entre 200 et 300 gardes nationaux ont pénétré à la fin de la prière dans la

Voir MOSSOUL en A 22 ▶

Plus d'informations Pages A 22 et A 23

PARTICIPEZ À NOTRE NOUVEAU CONCOURS «BIENVENUE 2005»

Plus de 12000\$ en prix à gagner

soit: un bon d'achat de 5000\$ chez Ameublements Tanguay et 144 bons d'achats, d'une valeur de 50\$ chacun.

En collaboration avec:

TANGUAY

Les coupons de participation et les règlements du concours sont disponibles dans toutes nos succursales de Jardin Mobile.

En collaboration avec:

LE SOLEIL

De plus, durant la durée du concours «BIENVENUE 2005» procurez-vous LE SOLEIL les samedis et les dimanches 20, 21, 27 et 28 novembre ainsi que les 4, 5, 11, 12 et les 18 et 19 décembre 2004, à 50% DU PRIX RÉGULIER dans toutes les succursales Le Jardin Mobile.

Bananes
importées

60¢ / kg

27¢ la livre

FRUITS ET LÉGUMES FRAIS

Le JARDIN MOBILE

Ananas «Golden Ripe»
du Costa Rica
mûr sur le plant
très sucré
prêt à manger
gros 7
catégorie no 1

197¢

Avocats «Hass»
importés
gros 20
catégorie no 1

2 POUR 97¢

Champignons frais
entiers blancs
entiers café
tranchés
de l'Ontario
catégorie no 1
cont. de 227 g

97¢

BIENVENUE 2005 avec Le Jardin Mobile
UNE COLLABORATION DE AMEUBLEMENTS TANGUAY ET LE SOLEIL

Participez à notre concours en complétant ce coupon et en le déposant dans les boîtes prévues à cette fin dans une des succursales de Jardin Mobile, avant 21 heures, dimanche le 2 janvier 2005. Vous pourrez ainsi mériter un bon d'achat, d'une valeur de 5000 \$, valide chez Ameublements Tanguay ou l'un des 144 bons d'achats de 50\$ chacun, valide dans toutes les succursales de Jardin Mobile. Les règlements de ce concours sont disponibles dans toutes les succursales de Jardin Mobile.

NOM: _____

ADRESSE: _____

RÉSIDENT: _____

CODE POSTAL: _____

BUREAU: _____

Carottes «Nantaise»
SAC DE 10 LIVRES
(4,54 kg)
du Québec
plus sucrées
catégorie no 1

197¢

Poires «Bartlett»
des États-Unis
gros 120
catégorie no 1

97¢

Spéciaux valides jusqu'au lundi 22 novembre 2004, dans toutes nos succursales. Ouvert 7 jours, 7 soirs de 9h à 21h. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Photos à titre indicatif seulement.

BATAILLE DE FALLOUJAH

Un visage irakien pour une opération américaine

DEBORAH HAYNES
Agence France-Presse

■ BAGDAD — Les Américains se sont efforcés de donner un visage irakien à la bataille de Falloujah avec la participation de soldats irakiens, bien que l'écrasante majorité des forces engagées soient américaines.

Plus de 10 000 soldats américains, avec 2 000 de leurs frères d'armes irakiens, se sont lancés le 8 novembre à l'assaut de la ville rebelle de Falloujah, à 50 km à l'ouest de Bagdad, lors d'une opération surnommée par les États-Unis *Phantom Fury*.

Mais quand les Irakiens en ont fait mention, ils l'avaient baptisée *Fajr* (Aube), obligeant les Américains à les suivre. « La décision de changer le nom a été prise par le gouvernement intérimaire irakien et c'est normal. N'oublions pas que nous agissons en appui aux forces de sécurité irakiennes », a affirmé le lieutenant américain Lyle Gilbert.

Mais pour Thair Al-Nakib, porte-parole du premier ministre, « dès le début, l'opération s'appelait *Aube* et nous l'avons annoncée en accord avec la Force multinationale ».

C'est d'ailleurs le chef du gouvernement, Iyad Allaoui, qui a donné le feu vert à son déclenchement, même si des milliers de soldats américains étaient déjà sur le pied de guerre.

« C'est un territoire irakien et c'est à nous d'accorder l'autorisation. D'ailleurs, avant de le faire, le premier ministre a dépêché des émissaires dans les pays voisins pour en expliquer les objectifs », a affirmé un haut fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères irakien, qui a requis l'anonymat.

Mais, comme l'armée irakienne est en pleine formation, le coût en vies humaines, en argent et en matériel a été bien plus élevé côté américain, avec la mort de 51 marines contre huit soldats irakiens.



Un soldat irakien observe de loin la fumée monter au-dessus de Falloujah. Même si le gouvernement irakien se targue d'avoir donné le feu vert à l'attaque de la ville rebelle, ce sont les soldats américains qui ont pris tous les risques.

De fait, depuis le début de l'opération, la réalité des informations sur l'assaut émane de l'armée américaine, alors que les porte-parole des ministères de la Défense ou de l'Intérieur irakiens ne sont généralement pas en

La bataille de Falloujah est la plus importante opération militaire depuis la chute de Saddam

mesure de fournir des chiffres de morts, de détenus ou des détails sur la progression des troupes.

Ce sont les marines qui ont tué et capturé la majorité des rebelles et les Irakiens devaient donc attendre les infor-

mations fournies au compte-gouttes par les Américains, a confié un responsable du ministère de l'Intérieur irakien, qui a tenu à garder l'anonymat.

« Bien sûr, c'était dirigé par les Américains et le général (George) Casey... mais les forces irakiennes ont été utiles dans certains secteurs », a-t-il dit.

Elles ont ainsi participé à l'attaque des mosquées utilisées comme places fortes par les rebelles, ou à la prise du principal hôpital de la ville.

« Nous avons tout fait pour les impliquer au maximum. Nous voulons bien sûr que (les troupes irakiennes) en fassent plus, mais il faut bien commencer quelque part », affirme ainsi un capitaine des marines, PJ Batty.

Dans le même temps, la majorité des images du front montrent des soldats

américains prenant tous les risques pour traquer les rebelles.

Le cafoillage sur l'annonce de la fin de cette opération militaire, la plus importante depuis la chute du régime de Saddam Hussein, montre bien que si les commandants irakiens sont à la place du conducteur, ce sont toujours les Américains qui tiennent le volant.

Le 13 novembre, le secrétaire d'État irakien à la Sécurité nationale, Kassem Daoud, avait ainsi annoncé que l'opération *Fajr* était terminée. « Il ne reste que des poches cancéreuses et nous les nettoyons », avait-il dit, avant d'être rapidement contredit par un haut responsable américain et le ministre de la Défense américain lui-même, Donald Rumsfeld.

MOSSOUL

Suite de la A 21

mosquée Abou Hanifa, dans le nord-ouest de Bagdad, jetant des grenades et ouvrant le feu, a constaté un correspondant de l'AFP. Durant son prêche, l'imam avait affirmé que la prochaine cible des Américains après Falloujah serait Latifiyah (30 km au sud de Bagdad), où les attaques des rebelles sunnites sont quotidiennes.

Toujours à Bagdad, trois personnes, dont un policier, ont été tuées et au moins 13 autres blessées dans un attentat suicide à la voiture piégée qui a visé un point de contrôle de la police.

C'est dans ce contexte que les pays voisins de l'Irak (Syrie, Koweït, Iran, Arabie Saoudite, Jordanie, Turquie) se préparent à se réunir à partir de lundi à Charm El-Cheikh, en Égypte, avec les pays industrialisés du G8, la Chine et l'ONU, pour tenter de « rétablir un consensus » international sur le conflit irakien, près de deux ans après l'entrée en guerre controversée des États-Unis, en mars 2003.

ÉLECTIONS

Par ailleurs, 18 partis politiques irakiens réunis durant deux jours près de Souleimaniyah, dans le Kurdistan irakien, ont souligné hier la nécessité de la tenue d'élections.

Des élections sont prévues avant fin janvier en Irak.

Les participants ont par ailleurs accepté, à la demande des chefs kurdes Barzani et Talabani, le report de l'élection du conseil provincial de Kirkuk, et demandé l'application de l'article 58 de la Constitution provisoire qui appelle au retour des réfugiés kurdes dans cette ville pétrolière.

L'ancien régime de Saddam Hussein avait imposé une politique d'arabisation de la ville en éloignant des milliers de Kurdes et en y installant des Arabes.

Malgré la persistance des violences en Irak, le gouvernement intérimaire d'Iyad Allaoui veut organiser comme prévu ces élections, mais plusieurs personnalités et dignitaires sunnites contestent la tenue de ce scrutin « sous l'occupation » américaine.

Mercredi, la commission électorale a annoncé que 56 partis et organisations, sur un total de 91, avaient été autorisés jusqu'à présent à participer aux élections. Parmi les partis autorisés figurent le CSRII, le Parti communiste et le parti Dawa (chiite).

La performance au bout du doigt.

Appuyez sur le bouton OnStar chez votre détaillant Saab et vous pourriez GAGNER :



— L'UN DE NOS —
150
— VÉHICULES —

OU



SUR CHAQUE ACHAT



« La Saab 9-3 berline sport est la première voiture à obtenir la double cote « Meilleur choix » dans les essais de collision de l'IIHS »
(La Saab 9-3 s'est méritée la meilleure cote dans les essais de collision frontale et latérale de l'IIHS devenant la seule berline intermédiaire à se mériter la cote « Double meilleur choix ».)

— Insurance Institute for Highway Safety, 2004*

Saab 93 berline sport

Louez à **385\$** /mois | À partir de **35 495\$**

SAAB ANNULE LE DÉPÔT DE SÉCURITÉ



La nouvelle Saab 92X à traction intégrale

Louez à **299\$** /mois | **27 200\$** Prix d'achat comptant

SAAB ANNULE LE DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Saab 95 berline
Inclut groupe Premium sans frais

Louez pour **458\$** /mois | **39 250\$** Prix d'achat comptant

SAAB ANNULE LE DÉPÔT DE SÉCURITÉ



Ce que vous devez savoir : * un crédit de 4850 \$/1750 \$/3750 \$ du manufacturier est inclus dans le prix d'achat comptant des 9-2X et 9-5 Arc Sedan présentées dans cette annonce. *Offre basée sur un contrat de location de 48 mois d'une 9-3 berline sport Linear. 9-2X Linear et d'une 9-5 berline Arc avec un acompte ou un échange de 4 050 \$/4 200 \$. Saab annule le dépôt de sécurité. L'option d'achat au terme de la location est de 15 750 \$/12 642 \$/18 985 \$. taxes en sus. Limite annuelle de kilométrage de 20 000 km, chaque kilomètre excédentaire étant facturé 0,12 \$. D'autres options de locations sont offertes. Financement sujet à l'approbation du crédit par GMAC. Les mensualités et le coût de l'emprunt varieront en fonction du montant emprunté et de la valeur de l'acompte ou de l'échange. ** Le transport (1 050 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la TPS, la TVQ, les frais d'immatriculation, la préparation à la route, les frais d'administration, d'enregistrement, les frais associés à l'inscription au RDPRM, les droits, l'assurance et l'équipement optionnel sont en sus. Les détaillants peuvent fixer leur propre prix. Les offres s'appliquent uniquement aux modèles Saab 9-3 berline sport Linear/9-2X Linear et 9-5 berline Arc 2005 neufs ou de démonstration faisant partie des stocks du détaillant et sont réservées aux clients au détail admissibles. Ces offres sont d'une durée limitée et ne peuvent, dans certains cas, être combinées avec d'autres offres. Pour plus d'information sur les conditions et détails de ces offres, voyez votre détaillant, visitez saabcanada.com ou composez le 1 888 888-SAAB. Les essais de collision de l'IIHS sont basés sur un test de collision frontale décalée à 64 km/h et un test de collision latérale à 50 km/h. Voyez votre détaillant, visitez saabcanada.com pour les conditions et détails. Le concours est ouvert à tous les résidents du Canada admissibles ayant l'âge de la majorité dans leur province de résidence. Aucun achat requis. Le concours prend fin le 3 janvier 2005. Les grands prix ne comprennent pas de véhicules Hummer, Cadillac, et certains autres véhicules et peuvent varier selon les marques commercialisées par le détaillant. Les autres prix ont une validité d'une durée limitée et ils s'appliquent uniquement, tout comme d'autres crédits, à l'achat ou la location des véhicules 2004 et 2005 admissibles en stock (excluant les véhicules Hummer 2004/2005). Les véhicules doivent être livrés d'ici le 3 janvier 2005. Les chances de gagner ne sont pas toutes les mêmes pour tous les prix. La plupart des prix sont attribués sur une base régionale. Le gagnant doit répondre, dans un temps limité, à une question mathématique. Voyez votre détaillant, visitez gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483 pour obtenir le règlement complet du concours.

Saturn Saab Rive-Sud
4585, boul. de la Rive-Sud
Lévis
835-1888

Saturn Saab de Québec
765, rue Marais
Québec
681-5777

À la recherche d'un consensus sur l'Irak

La Conférence internationale de Charm El-Cheikh débute lundi en Égypte

HASSEN ZENATI
Agence France-Presse

■ LE CAIRE — La conférence internationale de Charm El-Cheikh sur l'Irak, lundi et mardi, aura pour objectif de « rétablir un consensus » international, près de deux ans après l'entrée en guerre controversée des États-Unis en mars 2003.

« L'objectif de cette conférence est clairement de rétablir un consensus international sur l'Irak autour de la résolution 1546 du Conseil de sécurité et d'adresser un message encourageant aux Irakiens, en leur montrant le chemin » d'une sortie de crise, a affirmé à l'AFP un diplomate européen, qui a souhaité garder l'anonymat.

La résolution 1546 prévoit le réexamen du mandat de la Force multinationale (FMN, dirigée par les États-Unis) à la demande du gouvernement intérimaire irakien ou 12 mois après son adoption, le 9 juin 2004.

Le projet de déclaration finale de la conférence, en 14 points, réaffirme que le mandat de la Force multinationale

« n'est pas indéfiniment ouvert » et « souligne le rôle dirigeant des Nations unies dans le soutien au processus politique » en Irak, tel que prévu par la résolution 1546.

Cette formulation, qui souligne le caractère temporaire de la présence de la FMN en Irak, est le résultat d'un compromis laborieux entre la France, qui demandait la définition d'un « horizon » au retrait des troupes d'occupation, et le refus des États-Unis de se laisser lier par un calendrier précis.

La conférence de Charm El-Cheikh réunira l'Irak, ses voisins (Syrie, Koweït, Iran, Arabie Saoudite, Jordanie, Turquie), les pays industrialisés du G8 et la Chine. Elle rassemblera aussi

l'ONU, l'Organisation de la conférence islamique (OCI), la Ligue arabe et la « troïka » arabe sur l'Irak, formée par le président actuel de la Ligue (Tunisie), son prédécesseur (Bahreïn) et son successeur, l'Algérie, qui doit accueillir le prochain sommet arabe en 2005.

L'Égypte y participera en tant que pays hôte et puissance concernée par la situation dans la région.

Le projet de déclaration « salue les pas accomplis pour établir la démocratie en Irak et encourage le gouvernement intérimaire à poursuivre le processus politique par la tenue d'élections générales avant la fin de janvier 2005 », comme prévu dans la résolution 1546.

Le but de ces scrutins est « l'installation d'une Assemblée nationale de transition, qui aura la responsabilité de former un gouvernement national de transition et d'élaborer un projet de Constitution permanente », précise le projet.

Le projet prévoit aussi, sur proposi-

tion de la France, de l'Allemagne, de la Chine et de la Russie, qui ont été rejointes par la Grande-Bretagne, le Japon et l'Italie, l'instauration d'un comité de suivi des résultats de la conférence de Charm El-Cheikh.

Il condamne « tous les actes terroristes » et appelle à « la retenue » dans l'usage de la force contre les civils et demande aux parties de « soutenir le gouvernement intérimaire irakien dans son opposition aux activités criminelles ».

Le texte condamne « tous les actes d'enlèvement et les assassinats de civils (journalistes, diplomates, ONG), y compris ceux visant les travailleurs d'entreprises locales ou étrangères œuvrant à la reconstruction de l'Irak ».

Il appelle les pays voisins à « intensi-

fier leur coopération pour le contrôle de leurs frontières avec l'Irak » et à « empêcher le transit de terroristes (venant ou se rendant) en Irak, leur armement et leur financement ».

Le projet « salue l'engagement des participants au sein du Club de Paris de réduire substantiellement la dette souveraine irakienne », héritée du régime déchu, estimée à 120 milliards \$. Les modalités de cette réduction doivent être négociées au Club de Paris.

Il demande au gouvernement de Bagdad de réunir « le plus tôt possible avant les élections générales » de janvier une conférence nationale des organisations irakiennes rejetant la violence. L'initiative de cette réunion avait été soutenue par Paris et acceptée avec réticence par les États-Unis.

La sécurité du personnel de l'ONU aussi au programme

■ LE CAIRE — Outre la question de l'Irak, la conférence internationale de Charm El-Cheikh devrait aussi appeler la communauté internationale à assurer la protection des employés des Nations unies qui superviseront les élections de janvier en Irak, souligne le projet de communiqué final de la réunion. La conférence « appelle la communauté internationale à fournir l'assistance nécessaire pour protéger les Nations unies en Irak », selon un document obtenu hier par Associated Press. Le texte devrait être discuté lors de la conférence, consacrée à la stabilisation de l'Irak, qui est prévue lundi et mardi dans la station balnéaire de Charm El-Cheikh, sur la mer Rouge. Le projet de communiqué réaffirme le rôle prépondérant que doit jouer l'ONU dans le processus de reconstruction politique en Irak avant les élections prévues en janvier pour désigner une assemblée de 275 membres. (AP)

LOTO QUÉBEC		Résultats	
SUPER 7		Tirage du 2004-11-19	
01 11 12 20 31 36 47		Complémentaire : (24)	
Tirage du 2004-11-19		Tirage du 2004-11-19	
01 02 04 05 12 13 20 27 29 30		01 02 04 05 12 13 20 27 29 30	
31 35 36 38 40 49 55 59 61 65		31 35 36 38 40 49 55 59 61 65	
Tirage du 2004-11-19		Tirage du 2004-11-19	
411 7219		893343	
PROCHAIN GROS LOT DE SOIR		9 000 000 \$	

Du jamais vu!

GAGNEZ UN DES 150 VÉHICULES 10 000 \$

Epica LS 2004

259\$/mois*

0\$ comptant 0\$ dépôt OU 0% financement 60 mois

MARLIN

2145, Jean-Talon Sud, Sainte-Foy (Québec) 688-1212

LATULIPPE

637, de St-Vallier Ouest, Québec, 418-529-0024, www.latulippe.com

OUVERT AUSSI LES MERCREDIS SOIRS ET LES DIMANCHES À COMPTER DE 10H00

PROMOTION 2004

À l'achat d'un manteau Kanuk, obtenez un foulard polaire Kanuk d'une valeur de 34,95 \$

Testés à -35 °C. Tous les tissus et isolants Kanuk "respirent". Le design des manteaux Kanuk assure une liberté de mouvement maximale. Soyez chaudement habillé pour les températures froides.

À PARTIR DE 528 \$

kanik BOTTES POUR ENFANT Bottes faites de nylon. Doublure de feutre amovible. Base de PVC. 3 velcros à l'avant. N° 149065. Cour.: 59,95. **Spécial 49,95 \$**

Blondo BOTTES D'HIVER Tout cuir ou suède. Lacé ou zippé. Modèles pour homme et dame. **34,95 \$ 259,95 \$**

SOREL BOTTES POUR DAME Faites de nylon. Doublure de feutre amovible. Lacage avant. N° 97644. Cour.: 84,95. **Spécial 74,95 \$**

BOTTES D'HIVER Hausse de nylon. Base de caoutchouc. Foam amovible. N° 114875. Cour.: 114,95. **Spécial 99,95 \$**

Columbia MANTEAUX TECHNIQUES Manteaux chauds et confortables avec doublure amovible et ventilation contrôlable. Homme ou dame. Plusieurs couleurs et grandeurs. **À PARTIR DE 229,95 \$**

Conifère CAP NORD Avec polar au col, capuchon doublé et 2 grandes poches style cargo à l'avant. Grand choix de couleurs. Grandeurs: S à XXL. N° 126349. **Spécial 249,95 \$**

THE NORTH FACE MANTEAU GREENLAND Manteau doublé de duvet 550 avec enduit Hyvent. Ajustement à la taille. Pour dames. Coul.: Blanc, Noir, Rouge. Grandeurs: S à XL. N° 148942. **399,95 \$**

MISTY MOUNTAIN GLIDER Manteau imperméable. Capuchon amovible et poche chauffe-mains. Pour dames. Vin, Marine, Désert. Grandeurs: S à XL. N° 145766. **94,95 \$**

Bouffées de chaleur?

Vous êtes ménopausée et vous souffrez de bouffées de chaleur?

Si oui, vous pourriez participer à une étude clinique d'une durée de 12 semaines portant sur l'essai d'un nouveau gel d'œstrogène en investigation.

Pour participer, vous devez :

- Ne plus être menstruée
- Avoir des bouffées de chaleur plusieurs fois par jour
- Être en bonne santé
- Ne pas avoir utilisé d'hormonothérapie orale depuis 2 mois ou topique depuis 1 mois

Compensation financière pouvant aller jusqu'à 1065 \$

Étude sous la direction des gynécologues Dr Céline Bouchard, Dr Michel Fortier, Dr Gaétan Paris, Dr Johann Hurtubise et Dr Jean-Yves Fontaine.

Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec Maude Julien ou Suzie Savard, infirmières de recherche au 650-2295

Obtenez 50% sur le plus grand choix de montres

SIMON CHANG en inventaire.

Jacobus

PLACE LAURIER (2) • GALERIES DE LA CAPITALE (2) • GALERIES CHAGNON, PLACE FLEUR DE LYS

Le Pathfinder 2005 est arrivé!

Profitez de rabais exceptionnels sur nos Nissan 2004 en inventaire

PAQUET NISSAN dit: "Si vous pouvez trouver mieux..."

...dites-le-nous qu'on l'achète.

PAQUET NISSAN
3580, boul. de la Rive-Sud, Lévis
838-3832
www.paquetnissan.com

Recevez 500 \$ d'essence gratuite

Sentra 1.8 2005 LOCATION

à partir de **189 \$** par mois*

0 \$ premier versement
0 \$ dépôt de sécurité à la location
99 \$ de comptant initial (frais de transport et de pré-livraison compris)

SENTRA 1.8 2005

composant:
• Moteur 1.8 litre de 126 chevaux • Siège du conducteur à 8 réglages • Dossier arrière rabattable 60/40
• Jantes de 15 po • Freins avant à disque ventilé • Téléouverture du coffre et de la trappe de carburant
• Assistance routière 24h • Et beaucoup plus!



APPUYEZ SUR UN BOUTON. VOUS POURRIEZ GAGNER.

Voyez votre détaillant Saturn et courez la chance de gagner :



— L'UN DE NOS —
150 OU
— VÉHICULES —



SUR CHAQUE ACHAT

BERLINE ION 2005 REDESSINÉE



Modèle ION.3 présenté

PRIX D'ACHAT COMPTANT

12 995\$*

149\$[†] /MOIS/LOCATION 48 MOIS
1 650 \$ COMPTANT
TRANSPORT EN SUS

- Moteur Ecotec 2,2 L de 140 HP
- Nouvelle section avant
- Panneaux en polymère résistant aux bosses
- Intérieur redessiné, nouveaux sièges avant et nouveaux éléments contrastants
- Volume utilitaire le plus important de sa catégorie



VUE 2005

Modèle VUE V6 TI présenté

PRIX D'ACHAT COMPTANT

20 995\$*

199\$[†] /MOIS/LOCATION 48 MOIS
3 950 \$ COMPTANT
TRANSPORT EN SUS

- Moteur V6 de 250 HP en option – le VUS le plus puissant de sa catégorie
- Consommation très réduite
- Cote de sécurité 5 étoiles NHTSA pour les collisions frontale et latérale

NOUVELLE FOURGONNETTE SPORT MULTISEGMENTS RELAY 2005



0%

DE FINANCEMENT À L'ACHAT
JUSQU'À 36 MOIS

- 7 places
- Troisième rangée de sièges divisée rabattable
- Roues de 17" de série
- Groupe électrique (incluant lave-vitres, portes, miroirs électrique, régulateur de vitesse et télé déverrouillage)



Saturn. Les gens avant tout.

Renseignez-vous sur le programme pour les diplômés.

Voyez ces offres et ces véhicules à saturncanada.com

*Les composants du groupe propulseur du véhicule sont couverts par une garantie limitée spéciale de 5 ans ou 100 000 km, selon la première éventualité. Dans les 30 jours ou les 2 500 km suivant la livraison, selon la première éventualité. **Voyez votre détaillant ou visitez saturncanada.com pour les conditions, restrictions et garanties. Ce que vous devez savoir : 1 offre basée sur un contrat de location de 48 mois d'une berline ION.1 2005 de Saturn/d'un VUE 1SA 2005 de Saturn. Un acompte ou un échange minimum de 1 650 \$/3 950 \$ est requis pour des mensualités de 149 \$/199 \$. Aucun dépôt de sécurité n'est exigé. Le taux d'intérêt annuel sur la location est de 1,9 %/3,2 %. L'obligation totale est de 9 097 \$/13 783 \$. L'option d'achat au terme de la location est de 5 825 \$/10 624 \$, taxes en sus. Limite annuelle de kilométrage de 20 000 km, chaque kilomètre excédentaire étant facturé 0,12 \$. D'autres options de locations sont offertes. Les mensualités ne comprennent pas le transport (975 \$) et la taxe sur la climatisation (100 \$), s'il y a lieu, sont en sus. ***L'immatriculation, les taxes, l'assurance, l'enregistrement, les frais d'administration, les frais associés à la publication/l'inscription au RDPRM, les droits et les équipements optionnels sont en sus. †† Le financement est sujet à l'approbation du crédit par GMAC. Un acompte ou un échange peuvent être nécessaires. Les mensualités et le coût de l'emprunt varieront selon le montant de l'emprunt et la valeur de l'acompte/de l'échange. Les détaillants peuvent fixer leurs propres prix. † Les offres s'appliquent uniquement aux berlines ION.1 2005 de Saturn/VUE 1SA 2005 de Saturn neufs ou de démonstration provenant des stocks du détaillant et sont réservées aux clients au détail admissibles. Les offres s'appliquent uniquement aux véhicules livrés le ou avant le 3 janvier 2005. Voyez un détaillant, visitez saturncanada.com ou faites le 1 888 4SATURN pour les conditions et les détails. ** Essais menés par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des États-Unis sur le VUE 2005 TI 4 cylindres pour les collisions frontales côté conducteur et passager avant et les collisions latérales aux places avant et arrière. La cotation à l'aide d'étoiles fait partie du programme d'évaluation des nouveaux véhicules de la NHTSA. Le concours est ouvert à tous les résidents du Canada admissibles ayant l'âge de la majorité dans leur province de résidence. Aucun achat requis. Le concours prend fin le 3 janvier 2005. Les grands prix ne comprennent pas de véhicules Hummer, Cadillac, et certains autres véhicules et peuvent varier selon les marques commercialisées par le détaillant. Les autres prix ont une validité d'une durée limitée et ils s'appliquent uniquement, tout comme d'autres crédits, à l'achat ou la location des véhicules 2004 et 2005 admissibles en stock (excluant les véhicules Hummer 2004/2005). Les véhicules doivent être livrés d'ici le 3 janvier 2005. Les chances de gagner ne sont pas toutes les mêmes pour tous les prix. La plupart des prix sont attribués sur une base régionale. Le gagnant doit répondre, dans un temps limité, à une question mathématique. Voyez votre détaillant, visitez gmcanada.com ou faites le 1 800 463-7483 pour obtenir le règlement complet du concours.

Saturn Saab de Québec
765, rue Marais
Québec
681-5777

Saturn Saab Rive-Sud
4585, boul. de la Rive-Sud
Lévis
835-1888

Saturn de Sainte-Foy
3330, rue Watt
Sainte-Foy
653-1312

Saturn du Saguenay
1330, boul. du Royaume
Chicoutimi
549-3320

Rumeurs de changements profonds à Pyongyang

Le dictateur Kim Il-Jong aurait décidé de mettre un terme au culte de la personnalité dont il est l'objet

CHARLES WHELAN
Agence France-Presse

■ SÉOUL — D'importants changements pourraient être en cours en Corée du Nord s'il était avéré que Kim Jong-Il, le dirigeant suprême du régime, a donné un style nouveau à sa façon d'exercer le pouvoir, ont commenté jeudi des analystes.

Mais la prudence reste de mise sur ce qui se passe dans un pays très fermé et secret. Responsables gouvernementaux, diplomates et analystes sont d'accord pour estimer qu'il faut d'abord confirmer les informations selon lesquelles M. Kim aurait fait décrocher les portraits omniprésents de sa personne et demandé que le culte de la personnalité qui lui était rendu depuis des décennies soit réduit.

« Rien n'a encore été prouvé. Nous n'avons pas de moyens de confirmation immédiate. Cela prend du temps », déclare un responsable du ministère sud-coréen de l'Unification, chargé des relations intercoréennes. Mais il ajoute que si les faits étaient confirmés, ils marqueraient une évolution « significative ».



Les portraits du leader nord-coréen, jusqu'ici omniprésents, auraient été remis en grand nombre.

« Rien n'a encore été prouvé », avertit un responsable sud-coréen

Des diplomates occidentaux vivant à Pyongyang ont signalé que les portraits de M. Kim disparaissaient depuis quelques semaines des lieux publics de la capitale et ailleurs.

« Cela ne fait pas de doute, la question est de savoir pourquoi », a déclaré un diplomate étranger à Séoul.

L'agence de presse sud-coréenne Yonhap a écrit mercredi que l'initiative avait été prise par M. Kim lui-même, qui avait jugé excessive l'adoration dont il est l'objet.

Seuls les portraits de son père, Kim Il-Sung, fondateur du régime mort en 1994, restaient visibles dans les bâtiments publics et les domiciles de Pyongyang, ajoute l'agence, citant des sources indirectes.

Le gouvernement sud-coréen a dit ne pas avoir noté de changement en Corée du Nord. Le ministre de l'Unification, Chung Dong-Young, a déclaré aux députés mercredi que rien n'indiquait des troubles politiques et que M. Kim « poursuivait normalement son travail ».

La source nord-coréenne à l'origine des informations de Yonhap a également déclaré que le décrochage des portraits n'avait « rien à voir avec un problème quelconque » à propos de Kim Jong-Il.

D'autres analystes ont mis en garde contre un excès de spéculations suscité par un manque d'informations.

« Les informations sur ces portraits sont contradictoires », a dit un analyste gouvernemental qui a préféré garder l'anonymat.

« Nous avons récemment vu des images de la télévision nord-coréenne montrant le portrait de Kim au Palais de la culture et dans d'autres sites où des gens disent qu'ils avaient été enlevés », a-t-il dit.

Cela n'a pas empêché des observateurs de la Corée du Nord de se livrer à des spéculations.

« Si cela était confirmé, cela signalerait un changement majeur parce que Kim Jong-Il est le seul à pouvoir ordonner le retrait de ses portraits », a dit le professeur Yoo Ho-Yul, de la Korea University.

Le pays s'est engagé dans des réformes économiques il y a deux ans, mais cela n'a été accompagné d'aucun relâchement du contrôle politique exercé sur la population ni de concessions sur le dossier nucléaire avec le reste du monde.

L'analyste gouvernemental ne pense pas qu'une réduction du culte de la personnalité soit le prélude à des changements politiques.

« Si cela est vrai, c'est probablement plus lié à une tentative de Kim Jong-Il de changer son image à l'étranger et il est improbable que cela ait une signification politique dans le pays. Mais il est trop tôt pour tirer des conclusions », dit-il.

Il y a deux ans, M. Kim avait demandé à l'Association des Coréens du Japon, une organisation pro-Pyongyang, d'ôter les portraits de ses locaux et d'abandonner le culte de la personnalité car cela provoquait des réactions de dérision chez les Japonais.

« S'il est vrai qu'on enlève les portraits, cela pourrait s'inscrire dans la ligne de la directive de 2002 », a dit un responsable sud-coréen.

« Il s'agit peut-être d'une tentative de Kim Jong-Il de changer son image de demi-dieu, de chef infallible en dirigeant ordinaire », avance de son côté Koh Young-Hwan, un spécialiste de la Dongguk University.

Certains analystes considèrent que M. Kim, 63 ans, a adopté un profil plus bas depuis la mort de celle qui aurait été sa seconde épouse, Ko Yong-Hui serait décédée d'un cancer du sein en août.

« Il n'est pas apparu en public pendant les deux mois qui ont suivi », dit un diplomate étranger.

AVIS AUX CHERCHEURS D'AUBAINES

MAXIMA 2004

3 NEUFS À LIQUIDER
2 DÉMOS

Un service signé *Michel Potvin*

2.8% à l'achat / 36 mois

EINSTEIN NISSAN 5250, RUE JOHN-MOLSON, HENRI-IV, SORTIE 140 • 650-5353 • www.einsteinissan.com

MAXIMA SE 2004 (4 places)

- Toit vitré
- Volant chauffant
- Groupe électrique
- 4 sièges baquets chauffants
- 6 C.D.
- Cuir
- 11 500 km

DÉMO

PRIX DE LA FACTURE

moins 1500 \$ de NISSAN

MAXIMA SE 2004 (5 places)

- Toit vitré
- Volant chauffant
- Groupe électrique
- Sièges chauffants
- 6 C.D.
- Cuir
- 11 500 km

DÉMO

PRIX DE LA FACTURE

moins 1500 \$ de NISSAN

NISSAN

Pour des souvenirs numériques...

Canon
PowerShot A75

Meilleur vendeur

Facile à utiliser



- ◆ 3.2 megapixels
- ◆ Zoom optique 3X
- ◆ Écran à cristaux liquides de 1,8 po
- ◆ Séquences vidéo
- ◆ 13 modes de prises de vues
- ◆ Compatible avec la norme PictBridge : Déclenchez, Branchez, Imprimez

GRATUIT!*
VALEUR DE 60\$

299⁹⁹\$

- Chargeur et piles
- 50 photos numériques



KONICA MINOLTA
DiMAGE Z3

Stabilisateur d'images

Mega Zoom



- ◆ 4 megapixels
- ◆ Zoom optique 12X
- ◆ Zoom total 48X
- ◆ Séquences vidéo avec son
- ◆ Stabilisateur d'images
- ◆ Compatible avec la norme PictBridge : Déclenchez, Branchez, Imprimez

GRATUIT!*
VALEUR DE 60\$

Chute de prix de **50 \$**
Maintenant...

649⁹⁹\$

- Chargeur et piles
- 50 photos numériques

* Offre valide jusqu'au 26 novembre 2004

gosselin 
passionnés d'images

www.gosselinphoto.ca

Place de la Cité
2600, boul. Laurier
Sainte-Foy
418.656.6309

PROCHE-ORIENT La droite s'inquiète des concessions de Sharon

JACQUES PINTO
Agence France-Presse

JÉRUSALEM — L'aile droite du Likoud s'inquiétait hier de l'apparente volonté du premier ministre israélien Ariel Sharon de faire des concessions jugées dangereuses à la nouvelle direction palestinienne.

Un ministre et un vice-ministre du Likoud, le parti de M. Sharon, ont estimé que celui-ci violait un tabou en ne réclamant plus à la nouvelle direction palestinienne que la fin de la propagande anti-israélienne et non un « arrêt du terrorisme », comme il l'exigeait de manière absolue depuis son arrivée au pouvoir en février 2001.

« Le premier ministre a publiquement fixé une nouvelle voie, en renonçant à la condition de base du démantèlement des infrastructures du terrorisme », s'est étonné le ministre de

l'Agriculture, Israël Katz. « Il prend un virage à gauche. Il a toujours affirmé qu'il mènerait une guerre sans compromis contre le terrorisme et voilà qu'il baisse les prix », s'est de son côté insurgé le vice-ministre du Commerce et de l'Industrie, Michaël Ratson.

Lors d'une intervention, jeudi, devant une assemblée du Likoud, Sharon a réclaté la « cessation immédiate de la propagande haineuse à la télévision palestinienne et dans les médias » et un « changement d'orientation dans le système éducatif et les manuels scolaires afin qu'ils cessent de diaboliser Israël et les juifs ».

« L'éducation et la propagande palestinienne sont plus dangereuses pour Israël que les armes palestiniennes, a affirmé Sharon. Ces deux champs d'action importants, avant même l'application complète de la première étape de la Feuille de route, permettront

de tester les réelles orientations de la nouvelle direction palestinienne. »

« J'ai cité ces deux exemples pour montrer que je n'ai pas l'intention de perdre du temps et trouver le plus vite possible une voie pour des contacts avec la nouvelle direction palestinienne », a dit le premier ministre.

Le PM israélien renonce à l'arrêt du terrorisme pour reprendre les négos avec les Palestiniens

« Il ne faut pas renoncer à l'exigence d'un désarmement et d'un démantèlement des groupes terroristes, mais il est clair que c'est un processus plus complexe », a-t-il reconnu.

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon, toutes les tentatives de solu-

tion négociée au conflit israélo-palestinien, y compris la Feuille de route, le dernier plan de paix international, parrainé par le Quartette (États-Unis, Russie, Union européenne, ONU) ont bloqué sur cette exigence jusqu'ici absolue de Sharon.

« L'arrêt immédiat de la propagande demandé par le premier ministre sera, en quelque sorte, un examen d'entrée pour la nouvelle direction. Un stade préliminaire destiné à changer l'atmosphère de haine que Yasser Arafat a laissée en héritage », a déclaré Ranan Gissin, du Conseil palestinien. Les Palestiniens auront bien entendu par la suite à remplir leurs engagements vis-à-vis de la Feuille de route. »

Trois quotidiens ont également interprété les déclarations de M. Sharon comme une « concession » à la nouvelle direction palestinienne.

« Première concession de Sharon à

Abou Mazen (le nouveau chef de l'OLP). Pour la première fois, le premier ministre ne pose pas l'arrêt du terrorisme comme condition à une reprise des négociations », titre en une le *Yediot Aharonot*. » Sharon n'a pas attendu une requête de la part des Palestiniens. Il n'a pas répondu à une attente des Américains. Il a décidé, de lui-même, de baisser la barre face à la nouvelle direction palestinienne », écrit le journal en éditorial. Le quotidien de gauche *Haaretz* consacre sa première page au même thème.

« Sharon a achevé hier son processus de maturation vers la realpolitik. Il a invité sans délai la nouvelle direction palestinienne à des négociations, sans que celle-ci ait liquidé le terrorisme ou respecté les premières exigences de la Feuille de route », à savoir l'arrêt total des violences, renchérit le *Maariv* dans un éditorial.

Le dossier médical d'Arafat remis à son épouse

■ PARIS — L'Hôpital militaire de Percy de Clamart, près de Paris, a remis hier le dossier médical de Yasser Arafat à son épouse, Souha, qui « procède à son analyse », selon ses avocats, qui se sont refusés à toute autre information sur la possible divulgation du contenu de ce dossier médical. Un peu plus tôt hier, un responsable palestinien avait indiqué que le neveu de Yasser Arafat, Nasser Al-Qidwa, représentant palestinien à l'ONU, avait quitté Gaza pour Paris en « sa qualité de parent » pour recevoir également ce dossier. À son retour dans les territoires, il doit remettre le dossier médical à un comité ministériel mis en place pour enquêter sur les causes du décès de Yasser Arafat. Le ministère français de la Défense avait pour sa part indiqué que le dossier de Yasser Arafat était « prêt » et pourrait être remis à ses ayants droit « sans délai » selon « les règles en vigueur ». Depuis plusieurs jours, des rumeurs persistantes circulent dans l'opinion palestinienne et dans le monde arabe selon lesquelles le chef historique des Palestiniens, décédé le 11 novembre, aurait été empoisonné par Israël. (AFP)

L'AUTO 2005

NOUVEAU GUIDE PRATIQUE POUR PASSIONNÉS ET CONSOMMATEURS AVERTIS

À GAGNER

- 100 guides L'AUTO 2005**
 - consultation facile. Unique ! Les véhicules sont répertoriés en 17 catégories ;
 - grilles comparatives précises et efficaces ;
 - format pratique.
- 10 essais routiers** avec les auteurs du guide
- 10 laissez-passer** pour le Salon International de l'Auto de Montréal 2005

Les Éditions **LA PRESSE**

POUR PARTICIPER :
Remplissez le coupon de participation en indiquant avec quel coauteur vous souhaitez faire un essai routier et postez-le à l'adresse indiquée :

Apposez un **X** vis-à-vis le nom de l'expert en automobile avec qui vous aimeriez faire un essai routier :

- ☐ Éric Descaries : Utilitaires et camionnettes
- ☐ Éric LeFrançois : Voitures de luxe et fourgonnettes
- ☐ Alain McKenna : Voitures compactes et intermédiaires
- ☐ Alain Raymond : Automobiles de prestige

Concours « Guide L'AUTO 2005 »
Le Soleil, Case postale 15180
Québec (Québec) G1K 7X2

Nom : _____

Âge : _____

Adresse : _____ App. : _____

Ville : _____ Code postal : _____

Tél. (rés.) : _____ Tél. (travail) : _____

• Ce concours est ouvert aux personnes âgées de 18 ans et plus.
• Tous les prix offerts seront répartis parmi les gagnants suivants :
Le Soleil, Le Soleil, Le Nouvelliste, Le Droit, La Tribune, Le Quotidien, La Voix de l'Est.

• Le tirage aura lieu le vendredi 10 décembre 2004.
• Les règlements du concours sont disponibles à Le Nouvelliste.
• Les fac-similés sont refusés.
• Valeur totale des prix offerts : 2 983 \$.

LES 60 ANS DE KIA

SOLDE D'ANNIVERSAIRE

NOUS CÉLÉBRONS NOS 5 ANS ICI AU PAYS ET NOS 60 ANS À TRAVERS LE MONDE.

Modèle LS illustré

PDSF : 12 995 \$**

RIO S 2005

Équipement incomparable

- Moteur de 1,6 L, DACT
- Freins ABS aux quatre roues
- AM/FM/CD stéréo
- Roues de 14 po avec enjoliveurs complets
- Deux coussins gonflables
- Servodirection
- Deux miroirs avec rabat dans les pare-soleil

LOCATION À PARTIR DE

159 \$*

PAR MOIS/60 MOIS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ
0 \$ DE COMPTANT

Modèle EX illustré

PDSF : 15 995 \$**

SPECTRA LX 2005

Sécurité hors pair

- Moteur de 2,0 L, DACT
- AM/FM/CD/MP3 stéréo
- Six haut-parleurs
- Roues de 15 po
- Banquette arrière rabattable, partagée 60/40
- Système anti-démarrage
- Suspensions avant et arrière indépendantes

LOCATION À PARTIR DE

179 \$*

PAR MOIS/60 MOIS
0 \$ DE DÉPÔT DE SÉCURITÉ

0%

DE FINANCEMENT À L'ACHAT*

PLUS QU'UNE GARANTIE

GARANTIE PARE-CHOCX À PARE-CHOCX DE 5 ANS/100 000 KM*

GARANTIE SUR LE GROUPE MOTOPROPULSEUR DE 5 ANS/100 000 KM

ASSISTANCE ROUTIÈRE AVANTAGE PLUS DE 5 ANS/100 000 KM

+ CHANGEMENTS D'HUILE ET DE FILTRE À VIE*

VOS CONCESSIONNAIRES KIA DU QUÉBEC

* Nos programmes de location-bail sont établis, sur approbation du crédit, par Services Financiers de Kia Canada et sont applicables aux modèles présentés : Rio S 2005 (R054X5) et Spectra LX 2005 (S5415). Durée de location-bail de 60 mois, avec taux de financement annuels respectifs de 0,02 % et 0,68 %, et versement initial ou équivalent d'échange de 0 \$ et 1 995 \$. Versement du premier mois de 159 \$ et 179 \$, et frais d'acquisition de 350 \$ exigibles à la livraison. L'obligation totale de location-bail pour les modèles présentés est basée sur un prix de détail suggéré du fabricant (PDSF) de 12 995 \$ et 15 995 \$, et se chiffre respectivement à 9 540 \$ et 12 735 \$. L'option d'achat à la fin de la location-bail est évaluée à 4 057 \$ et 4 587 \$, taxes en sus. Le kilométrage alloué pour la location-bail est de 20 000 km/an (d'autres forfaits sont offerts) avec un supplément de 0,10 \$ par kilomètre excédentaire. ** PDSF : Rio S 2005 à partir de 12 995 \$ et Spectra LX 2005 à partir de 15 995 \$. Les plaques, immatriculation, assurances, frais de livraison et destination, et taxes sont en sus, à moins d'indication contraire. Le PDSF des modèles présentés figure ci-dessus. Les prix peuvent être modifiés sans préavis. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer les véhicules à prix inférieur \$ Un taux de financement à l'achat de 0 % s'applique pour une période maximale de 48 mois, en fonction du modèle du véhicule. Toutes les options de financement à l'achat excluent les frais de livraison et destination, plaques, assurances, frais d'administration et taxes applicables. Exemple de financement à l'achat : un montant de 10 000 \$, à un taux de financement à l'achat de 0,0 %, donne des versements mensuels de 277,78 \$ pour une durée de 36 mois, le coût d'emprunt est de 0 \$ pour un engagement de 10 000 \$. L'offre varie selon le modèle du véhicule. Le versement mensuel et le coût d'emprunt varient selon le montant de l'emprunt, la durée du prêt et le versement initial équivalent d'échange. Certains restrictions peuvent s'appliquer. D'autres options de location-bail et/ou financement sont offerts. † Les modèles décrits sont légèrement différents des modèles illustrés. Les images incluent des accessoires offerts en option. KIA est une marque de commerce de Kia Motors Corporation. ‡ L'offre « changements d'huile et de filtre à vie » correspond à un maximum de 3 changements d'huile et de filtre à vie et au coût de main-d'œuvre relatif par année (12 mois) de propriété. § S'applique au premier acheteur seulement. A La garantie pare-choix à pare-choix couvre la plupart des composants du véhicule contre les défauts, dans des conditions normales d'utilisation et d'entretien. Offre en vigueur pour une durée limitée. Pour tout renseignement, passez chez votre concessionnaire Kia participant ou visitez www.kia.ca.

L'Afghanistan devenu un narco-État, selon l'ONU

PHILIPPE GRANGEREAU
©Libération

■ Depuis que les talibans ont été chassés du pouvoir, fin 2001, la production de drogue n'a pas cessé d'augmenter en Afghanistan. Pendant l'année 2004, selon le rapport de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) rendu public cette semaine, les surfaces cultivées en opium ont fait un bond de 64%. «Un record mondial», note le directeur de l'UNODC, Antonio Maria Costa.

L'Afghanistan, qui tire désormais 60% de son produit intérieur brut de l'export de stupéfiants — contre 7% pour la Colombie —, est d'ores et déjà une narco-économie.

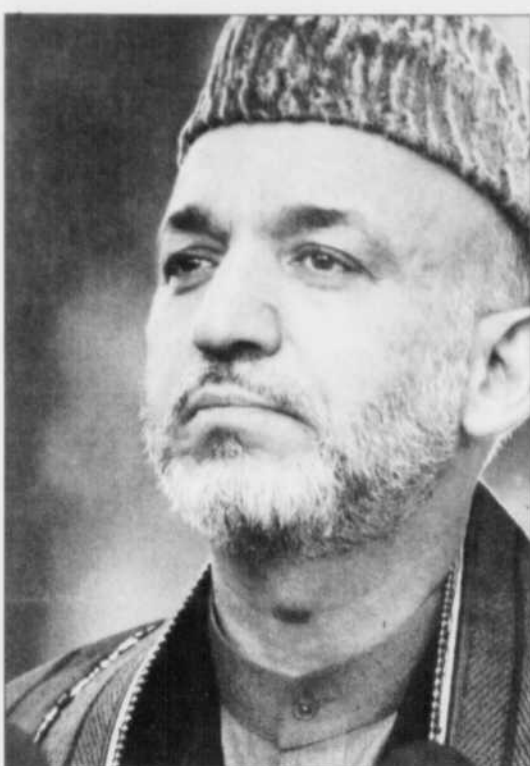
Comment, en trois ans, le pays des talibans est-il devenu le pays des trafiquants? La drogue est depuis longtemps le nerf de la guerre en Afghanistan. La production, minime avant l'invasion soviétique de 1979, grimpe au milieu des années 80, pour atteindre 4600 tonnes par an en 1999, sous le régime islamiste des «séminaristes». L'émir taliban, le mollah Omar, taxe alors le commerce de l'opium conformément aux principes islamiques de la zakat et de l'ushar. Avant de proclamer en 2000, en invoquant des préceptes de l'islam, l'interdiction de la culture du pavot. La récolte d'opium chute spectaculairement en 2001, selon le Pnuclid, à 35 tonnes dans les régions sous la férule des talibans, tout en se maintenant à 150 tonnes dans les zones du nord-est sous contrôle du commandant Ahmed Shah Massoud.

On ne saura jamais si les talibans avaient l'intention de proscrire l'opium à long terme ou bien temporairement (afin de faire remonter les cours et écouler les importants stocks), puisque le régime tombe fin 2001.

Dès janvier 2002, le président intérimaire Hamid Karzaï, qui n'a pratiquement pas de pouvoir sur les potentats locaux du pays, proclame l'interdiction de la culture, de la vente et du commerce de la drogue. La communauté internationale est appelée à l'aide.

L'héroïne afghane approvisionnant en très grande partie le marché européen, via la Russie et l'Iran, le Foreign Office se porte alors candidat pour mettre en œuvre une politique d'éradication. Londres choisit d'offrir des compensations financières aux fermiers qui détruiraient leur production, de l'ordre de 1250\$ par hectare.

Le gouvernement afghan, qui s'en était remis aux experts britanniques, a bien vite déchanté. Les compensations ont souvent été détournées et les champs déclarés officiellement «éradiqués» alors que le pavot continuait d'y pousser. Cette méthode a surtout eu pour résultat d'encourager la production de stupéfiants. Les paysans afghans se sont sentis déculpabilisés, puisqu'on leur proposait des compensations «officielles»; beaucoup ont calculé qu'au pire, même s'ils ne parvenaient pas à écouler leur pavot, ils



Seulement en 2004, les surfaces cultivées en opium ont fait un bond de 64%. La culture du pavot et avec elle les mafias du trafic ont pénétré tous les échelons de l'administration afghane, et ce, selon les policiers, jusqu'au directeur chargé de la lutte aux narcotiques par le président Hamid Karzaï.

obtiendraient ainsi un gain minimum malgré tout confortable.

La culture du pavot s'est ainsi généralisée dans tout le pays, et avec elle les mafias du trafic, qui ont monté des «labos» par dizaines. Celles-ci ont pénétré tous les échelons de la (très corrompue) administration afghane, des policiers en passant par certains gouverneurs de province, l'armée, et même, selon des sources policières, le directeur chargé de la lutte antinarcotiques par le président Karzaï.

Le président afghan, qui avait déjà déclaré sans grand effet cet été la «guerre sainte» contre la drogue, a proclamé hier que la lutte contre la production de l'opium allait devenir «la plus grande des priorités» de son gouvernement. Il a plaidé pour les cultures de substitution (safran, raisin, grenade), sans toutefois préciser comment celles-ci seraient financées.

L'AIDE AMÉRICAINE TRANSFÉRÉE

Les États-Unis, qui parlent de «narcoterrorisme» depuis que des G.I. ont découvert cet été des combattants talibans impliqués dans le trafic de drogue, envisagent de ponctionner 700 millions\$ sur le budget d'aide à l'Afghanistan pour financer une stratégie antinarcotique plus agressive, révélait ce mois-ci le *Washington Post*.

Mais n'est-il pas déjà très tard? «L'Afghanistan est maintenant une narco-société», note Antonio Maria Costa, cité par l'agence Reuters, car tant de gens en profitent: les paysans paient une taxe d'environ 10% au seigneur de la guerre local, les laboratoires 12 à 15%, et les convois d'exportation 15 à 18%.

Le pays tire maintenant 60% de son PIB de l'exportation de drogue

DU LUNDI AU VENDREDI, À MIDI ET 17h30

LE TÉLÉJOURNAL Québec

AVEC JULIE DROLET

RADIO-CANADA

VOUS ALLEZ VOIR.

WWW.RADIO-CANADA.CA/QUEBEC

SPÉCIALISTE GOODWRENCH

AUDITIONS

Pneus d'hiver

À PARTIR DE

84,95\$

SPÉCIALISTE INCLUS!

Choisissez votre bête de scène!

Pneus de voiture

UNIROYAL ^{MD} TIGER PAW ^{MD} ICE AND SNOW ^{MD}	P185/75R14	84,95\$
UNIROYAL ^{MD} TIGER PAW ^{MD} ICE AND SNOW ^{MD}	P205/70R15	94,95\$
BFGOODRICH ^{MD} WINTER SLALOM ^{MC}	P185/75R14	94,95\$
BFGOODRICH ^{MD} WINTER SLALOM ^{MC}	P205/70R15	109,95\$
SNOWTRAKKER RADIAL ST/2	P185/75R14	84,95\$
SNOWTRAKKER RADIAL ST/2	P205/70R15	94,95\$
WINTER SNOWMARK RADIAL HT	P185/75R14	84,95\$
ULTRA GRIP	P185/75R14	94,95\$

Pneus de camionnette

UNIROYAL ^{MD} LAREDO ^{MD} AWT ^{MD}	P235/75R15	129,95\$
BFGOODRICH ^{MD} ALL TERRAIN T/A ^{MD} KO	LT245/75R16	199,95\$
MICHELIN ^{MD} LTX ^{MD} M/S	P235/75R15	159,95\$
GOODYEAR WRANGLER AT/S	P235/75R15	179,95\$
GOODYEAR WORKHORSE EXTRA GRIP RADIAL	LT245/75R16	219,95\$

Roue en acier GM 14"

pour pneu d'hiver

À PARTIR DE

49,95\$

SPÉCIALISTE INCLUS!

À GAGNER*

un Colorado de Chevrolet ou un Canyon de GMC (au choix) en location pendant un an!

Inscrivez-vous immédiatement

ou consultez le règlement sur le Web:

www.specialistegoodwrench.com

Service Goodwrench

Bien fait. À temps.

*Aucun achat requis. Résidents majeurs du Canada. Valeur approx. du prix: 12 200\$ (taxes incluses). Limite: 14 novembre 2004. Le prix peut différer de celui illustré.

L'Ukraine se prononce demain sur l'après-Koutchma

Les candidats prorusse et pro-occidental se livrent une lutte acerbe et serrée



Le candidat de l'opposition pro-occidentale, Viktor Iouchtchenko, est sorti vainqueur du deuxième tour des présidentielles par un demi-point.

OLGA NEDBAEVA
Agence France-Presse

■ KIEV — Le premier ministre prorusse Viktor Ianoukovitch et l'opposant pro-occidental Viktor Iouchtchenko, au coude à coude après le premier tour de la présidentielle en Ukraine, s'affrontent demain pour un scrutin décisif qui marquera l'orientation de ce pays d'ex-URSS après 10 ans de règne du président sortant Léonid Koutchma.

L'enjeu de cette élection n'a sans doute jamais été aussi important pour l'Ukraine, indépendante depuis 1991, la campagne aussi agressive de la part du pouvoir et de l'opposition, et la mobilisation de la société aussi forte. « Dans le système politique ukrainien, le départ d'un président signifie

un bouleversement des élites politiques et économiques, qui sont étroitement liées et qui luttent pour prendre ou garder le pouvoir », souligne l'analyste Irina Bekechkina, de la fondation Initiatives démocratiques. Le président sortant Léonid Koutchma, 66 ans, qui dirige l'Ukraine depuis

1994 et dont la réputation a été ternie par plusieurs scandales, a choisi de ne pas briguer un autre mandat même si la Cour constitutionnelle l'aurait autorisé à le faire. Le régime de M. Koutchma, accusé par les Occidentaux de porter atteinte aux droits et libertés, s'est considérablement rapproché de la Russie ces dernières années. Le candidat du pouvoir Viktor Ianoukovitch a promis de faire du russe la deuxième langue d'État après l'ukrainien et de faciliter l'obtention de la citoyenneté double russo-ukrainienne, en déclarant que l'Europe « n'attendait pas l'Ukraine ». Cet homme de 54 ans au passé trouble a bénéficié d'un soutien sans précé-

dent du Kremlin. Le président russe Vladimir Poutine est venu en Ukraine avant le premier et le deuxième tour, s'affichant devant les caméras avec M. Ianoukovitch et louant la politique économique du gouvernement ukrainien. Cette implication de Moscou dans l'élection a été vivement dénoncée par l'opposition, qui estime qu'il s'agit d'une « ingérence électorale illégale ». Les médias contrôlés par le pouvoir, de loin les plus influents, ont été mis au service de M. Ianoukovitch. Ils ont cherché à le présenter comme le garant de la stabilité en opposition à son rival accusé d'être entouré de nationalistes radicaux prêts à prendre le pouvoir par la force.

Ancien premier ministre réformateur, chef de la coalition parlementaire Notre Ukraine, Viktor Iouchtchenko, 50 ans, incarne pour ses électeurs l'espoir de changements. Il estime que l'Ukraine ne doit pas renoncer à ses aspirations européennes tout en développant les liens économiques avec Moscou.

Sa campagne a été perturbée par une mystérieuse maladie qui l'a laissé presque défiguré. Il a affirmé avoir été empoisonné par le régime en place. M. Iouchtchenko a devancé M. Ianoukovitch d'un demi-point avec 39,57 % des voix lors du premier tour, le 31 octobre, même si ce dernier s'est déroulé de façon non démocratique, selon l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE). La commission électorale a mis 10 jours pour reconnaître la victoire de l'opposition. Elle a jusqu'à 15 jours pour publier les résultats du deuxième tour. M. Iouchtchenko, très populaire dans l'ouest du pays et à Kiev, a obtenu pour le deuxième tour le soutien du chef du Parti socialiste, Olexandre Moroz (près de 6% des voix au premier tour).

Appels entrants illimités

25 \$ par mois

- > Appels locaux entrants illimités
- > Messages instantanés, images et textes entrants illimités
- > 100 minutes de jour, en semaine
- > 1000 minutes, soirs et week-ends

Gratuits !
Jeux, sonneries et bien plus

Un large éventail d'appareils à partir de 0 \$.

Noël vous appelle

MISE AU POINT

Veuillez noter les corrections suivantes :

Dans le cahier publicitaire extra 1 - 2 jours seulement en vigueur les samedi 20 et dimanche 21 novembre 2004. (WE113F504/304)

À la page 3, Rabais 40 %. Pantoufles « Packards » de Foamtreads « Ron » pour hommes. Moyenne. Rég. Sears 44,99 \$. Paire. En solde 26,99 \$. Large. Rég. Sears 46,99 \$. Paire. En solde 28,19 \$.

CORRECTION : Rabais 50 %. Pantoufles « Packards » de Foamtreads « Ron » pour hommes. Moyenne. Rég. Sears 44,99 \$. En solde 22,49 \$. Paire. Large. Rég. Sears 46,99 \$. En solde 23,49 \$. Paire.

À la page 5, Rabais 20-100 \$. Tous les coffres et armoires à outils Craftsman à prix ordinaires. Rég. Sears 119,99 - 899,99 \$. En solde 99,99 - 799,99 \$.

CORRECTION : À l'exclusion des articles Sears « Valeur sûre » et Sears Les essentiels

Dans le cahier publicitaire SEARS EN SOLDE en vigueur du 15 au 21 novembre 2004. (CC113F504/304)

À la page 35, Rabais 40%. Parure de lit jacquard Tout pour la maison « Rothchild », 1 place - TG 2 places. Rég. Sears 339,99 - 619,99 \$. En solde 203,99 - 371,99 \$.

CORRECTION : Le modèle « Rothchild » est disponible dans les formats 1 place et 2 places. Les formats 1 place et 2 places sont disponibles dans les magasins sélects seulement.

À la page 49, Rabais 100 \$. Tourne-disque/lecteur de CD/radio/lecteur de cassette Curtis « Nostalgie ». Rég. Sears 299,99 \$. En solde 199,99 \$.

CORRECTION : Rabais 100 \$. Tourne-disque/lecteur de CD/radio Curtis « Nostalgie ». Rég. Sears 299,99 \$. En solde 199,99 \$.

À la page 58, Rabais 100 \$. Cuisinière Kenmore à éléments-séparables et à nettoyage facile. Rég. Sears 849,99 \$. En solde 749,99 \$.

CORRECTION : Rabais 100 \$. Cuisinière Kenmore à dessus lisse et à nettoyage facile. Rég. Sears 849,99 \$. En solde 749,99 \$.

À la page 60, Canapé inclinable « Végas » tout cuir. Rég. Sears 1499,99 \$. En solde 999,99 \$.

CORRECTION : Fauteuil inclinable « Végas » tout cuir. Rég. Sears 1499,99 \$. En solde 999,99 \$.

Dans le cahier publicitaire SEARS - Votre magasin de Noël en vigueur du 22 au 28 novembre 2004. (CC114F504)

À la page 9, 22,49 \$. Protège-oreilles pour femmes. Rég. Sears 29,99 \$.

CORRECTION : Les protège-oreilles pour femmes ne seront pas disponibles pour cette réclame.

À la page 42, Rabais 200 \$. Téléprojecteur Hitachi 50 po à CL. Rég. Sears 3499,99 \$. En solde 3299,99 \$.

CORRECTION : Rabais 300 \$. Téléprojecteur Hitachi 50 po à CL. Rég. Sears 3999,99 \$. En solde 3699,99 \$.

À la page 45, Rabais 40%. Toutes les boîtes à musique Avenue Noël à prix ordinaires.

CORRECTION : Les boîtes à musique Avenue Noël illustrées ne seront pas disponibles.

Nous sommes sincèrement désolés de tout inconvénient que ces erreurs ont pu causer à nos clients.

SEARS

Achetez sur **fido.ca** ou en composant le **1 888 481-FIDO**. Mettez nos prix à l'épreuve en visitant **duelfido.ca**.

Forfait mensuel à 25 \$ offert pour une durée limitée avec toute nouvelle activation d'un forfait mensuel de temps d'antenne. L'offre portant sur les appareils est valide jusqu'à épuisement des stocks avec toute nouvelle activation d'un forfait mensuel de temps d'antenne avec Entente Fido. Appels entrants illimités uniquement à l'intérieur de la zone de couverture numérique de Fido. Frais d'itinérance et d'inturbain en sus. Des frais s'appliquent à chaque message texte reçu d'un service de messagerie Web. Messagerie image accessible uniquement entre abonnés Fido. Appareil compatible MMS requis. Frais de transmission de données quant aux messages images reçus en itinérance aux États-Unis ou à l'étranger en sus. Frais d'accès au réseau de 6,95 \$ par mois et autres frais applicables en sus. Sujet à la Politique d'utilisation équitable de Fido. Choix de jeux, sonneries et plus gratuits jusqu'au 11 janvier 2005 avec une nouvelle activation. Frais de transmission de données et d'itinérance en sus. Appareil compatible requis. Détails en magasin. Fido est une marque déposée de Microcell Solutions Inc.

LES MAGASINS

- Place Fleur de Lys (en face du Sears)
- Place Laurier, 2^e étage
- Galeries de la Capitale, 2^e étage
- Place Sainte-Foy

Fido vous attend aussi dans les points de vente participants de la grande région de Québec :

nego **FUTURE SHOP** **LA CABINE TÉLÉPHONIQUE** **CHOCK ELECTRONICS** **Fidel Communications**

Comme les grands quotidiens
NEW YORK TIMES,
BOSTON GLOBE, LE MONDE
et LIBÉRATION

LE SOLEIL
ÉDITION ÉLECTRONIQUE
téléchargé tous les matins
dès 5 h.

POUR VOUS ABONNER
cyberpresse.ca/ee

LE SOLEIL

MAINTENANT LA COPIE INTÉGRALE
SUR VOTRE ÉCRAN PARTOUT,
QUAND VOUS LE VOULEZ !

Point de non-retour entre la France et la Côte-d'Ivoire

PARIS (AFP) — Violences sans précédent, exode massif des Français, recours de Paris à la communauté internationale : un point de non-retour, selon les experts, a été franchi dans les relations entre la France et la Côte-d'Ivoire, l'une de ses anciennes colonies.

« Le point de rupture a été franchi, une parenthèse postcoloniale se termine et il n'y aura pas de retour en arrière, les relations franco-ivoiriennes ne seront plus jamais comme avant », a assuré à l'AFP Antoine Glaser, directeur de *La Lettre du continent*, une publication qui fait autorité sur les affaires africaines.

Même ton pessimiste pour Bernard Conte, professeur d'économie à l'Université de Bordeaux IV et spécialiste de l'Afrique de l'Ouest. « Je ne vois pas les Français revenir », estime-t-il, alors que 8332 Français ont fui la Côte-d'Ivoire depuis l'explosion de violence qui les a visés il y a près de deux semaines.

La communauté française comptait avant la crise plus de 14 000 personnes, dont 8000 binationales.

Jeudi, le président ivoirien Laurent Gbagbo a bien appelé les Français, surtout les entrepreneurs, à retourner dans le pays, mais il n'a fourni aucune garantie. La plupart des spécialistes, tout comme les Français qui ont fui, sont convaincus que quelque chose d'irréversible s'est produit.

« Avant, relève M. Glaser, lors des crises, il n'y avait que des pillages de biens matériels, alors que pour la première fois, on a assisté ces derniers jours à des agressions physiques, des viols, une véritable chasse aux Français. » Pour lui, un « tabou a été levé, l'exception française en Côte-d'Ivoire n'existe plus, le rubicon a été franchi et la "vitrine" d'une décolonisation réussie a volé en éclats ».

Catherine Rechenmann, qui préside l'Union des Français de l'étranger (UFE) et qui s'est réfugiée en France il y a quelques jours, partage le même sentiment. « J'ai connu ces der-

nières années tous les soubresauts, dit-elle, on n'était pourtant jamais inquiétés, agressés physiquement, même pas une mauvaise parole. »

Elle n'est pas certaine de retourner en Côte-d'Ivoire et pour le P^r Conte, le pouvoir ivoirien, en dépit de ses appels, ne souhaite pas voir revenir les Français. « En cela, il est soutenu par une partie de la population, les jeunes surtout », assure-t-il, soulignant le « ressentiment déjà ancien » des Ivoiriens à l'égard des Français expatriés dont les revenus, « à qualification égale, étaient quatre fois supérieurs ».

CRISE LATENTE

Pour M. Glaser, qui rappelle qu'il y avait encore 50 000 Français en Côte-d'Ivoire jusqu'en 1990, la crise latente et le désengagement progressif de la France ne datent pas d'hier. « Déjà en 1994, rappelle-t-il, lors de la dévaluation du franc CFA, le relais avait été passé par la France à la Banque mondiale et au FMI, de même que cette fois elle l'a passé à l'Union africaine et à l'ONU pour sortir de la crise. »

Même si la France « a continué d'avoir des relations privilégiées politiques et militaires (...), le point de rupture politique et économique a été atteint », ajoute M. Glaser.

La récente crise, selon lui, a montré que la France « n'a plus les moyens à l'avenir d'un tête-à-tête bilatéral qu'elle s'emploiera à éviter. Elle n'a plus les moyens de sa politique africaine, ni d'assurer la gestion de l'appareil d'État ivoirien, comme elle l'a fait jusqu'au début des années 90 ».

Quant au président Gbagbo, décrit comme un brillant historien et dialecticien, manœuvrier habile sur un échiquier complexe, il est clair selon M. Glaser qu'il « veut être celui qui aura enterré la colonisation et la longue présence codirigeante de la France en Côte-d'Ivoire, sous l'ère Houphouët-Boigny ».

« Gbagbo veut s'adresser autant à la Chine qu'aux États-Unis, il entend être celui qui aura cassé le pré carré », conclut-il.

Plus de 8300 Français évacués

■ PARIS — Au total, 8332 Français et près de 600 ressortissants étrangers d'autres pays ont quitté la Côte-d'Ivoire entre le 10 et le 18 novembre, a annoncé

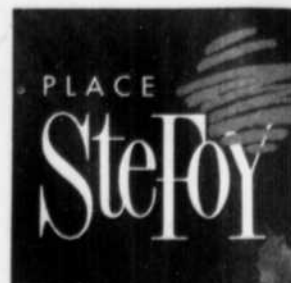
hier le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Hervé Ladsous. « 5434 Français dont 1560 enfants ont été rapatriés par 14 vols affrétés par le ministère des Affaires étrangères. Quelque 2900 Français ont par ailleurs été rapatriés par d'autres moyens aériens (vols privés, vols militaires de par-

tenaires européens) », a précisé le porte-parole. Les autorités françaises « ont par ailleurs assuré le départ de 415 ressortissants de l'Union européenne et de 178 ressortissants de pays tiers (Philippines, Japonais, Congolais, Camerounais, Tswanaï) », a poursuivi M. Ladsous. (AFP)



Père Noël apparaît !

Dimanche le **21 novembre** à **13 h**
dans la Cour Tanguay



L'ONU acheminera des vivres au Liberia

■ BUTUO, Liberia — Les Nations unies ont annoncé l'acheminement par avion de 20 tonnes de vivres, aujourd'hui, pour venir en aide aux milliers d'Ivoiriens qui ont fui au Liberia les combats entre forces gouvernementales et rebelles dans le nord de la Côte-d'Ivoire. Selon des responsables du Programme alimentaire mondial, quelque 19 000 Ivoiriens ont fui au Liberia depuis le lancement d'une nouvelle offensive le 4 no-

vembre contre les rebelles. Les routes, impraticables, ont empêché l'acheminement de vivres pour les réfugiés. « Ici, on est en sécurité, il n'y a pas de doute », explique l'un d'entre eux, Mangou Mansuo, 40 ans. « Notre problème, maintenant, c'est la faim. » Les vivres, au total 180 tonnes, vont être transportées à partir de samedi à Butuo, à quatre kilomètres environ de la frontière ivoirienne. (AP)

SALON DESTIN mieux-être

Ginette Reno,
conférencière invitée du tout premier
Salon destin et mieux-être
de Québec

C'est au restaurant Mille Feuilles de Québec (le présentateur officiel du Salon) que se tenait récemment une conférence de presse en compagnie de Ginette Reno. À cette occasion, la grande dame de la chanson, qui sera l'une des conférencières invitées, en a profité pour donner les détails du tout premier Salon Destin et Mieux-être de Québec qui se tiendra les 20 et 21 novembre au Centre des congrès de Québec. Ginette Reno sera accompagnée, pour les quatre conférences qu'elle offrira au public, du psychosociologue Paul Régimbald. Ces conférences auront lieu le samedi 20 novembre à 15h et 20h et le dimanche 21 novembre à 11h et 15h. « L'humain, ce paradoxe étrange » sera le titre des conférences de Mme Reno et de M. Régimbald. Ginette Reno a également profité de son passage à Québec pour annoncer la création de la Maison Ginette Reno qui viendra en aide aux personnes souffrant d'obésité, un projet qui devrait voir le jour d'ici un an.



Sur la photo, Dennis Blackburn, promoteur du Salon, le psychosociologue Paul Régimbald, Ginette Reno, Carole Chevalier, propriétaire du restaurant Mille Feuilles et son associé Brian Béland.

L'EST ET LA CÔTE-NORD



Le parc national des Hautes-Gorges de la rivière Malbaie a bénéficié d'investissements de plus de 20 millions \$ depuis 4 ans, mais le pari semble bon puisque déjà l'achalandage atteint des records, avec 58 % plus de visiteurs qu'en 2003.

PARC DES HAUTES-GORGES

Hausse de fréquentation de 58 % en un an

SYLVAIN DESMEULES

Collaboration spéciale

■ CLERMONT — Rares sont les attraits qui peuvent se vanter d'une augmentation de la fréquentation de 58 %. C'est pourtant le cas du parc national des Hautes-Gorges de la rivière Malbaie, dans Charlevoix qui est passé de 57 620 jours/visite en 2003, ce qui était pourtant une année record, à 91 148 jours/visite en 2004.

Les résultats donnent force aux investissements de 20 millions \$ effectués dans ce joyau de la SEPAQ depuis 2000 et à l'engouement pour le tourisme nature au Québec. Reste maintenant à y développer l'hiver.

« Les résultats montrent que le développement a été fait de façon adéquate et efficace. Nous sommes même en avance sur nos chiffres estimés. Nous avions été très optimistes en pensant pouvoir attirer 75 000 visites cette année et voilà que nous atteignons 91 000 jours/visite », a commenté le directeur général des deux parcs nationaux, Marc Deschamps.

Quant aux Grands-Jardins, qu'on craignait être victimes de la popularité du parc voisin, ils ont réussi à attirer 59 853 jours/visite, une baisse de 4,8 %. « Nous pensions que l'offre dans les Hautes-Gorges aurait un impact négatif sur les Grands-Jardins, mais ce ne fut pas tant que ce que nous avions craint », a dit M. Deschamps.

Le résultat des revenus ont également suivi la parade. « Au cours des quatre dernières années, les revenus autonomes dans les Hautes-Gorges sont passés de 160 000 \$ à 1,1 million \$ alors que les budgets ont progressé de 453 000 \$ à 1,4 million \$ », relève M. Deschamps, ajoutant que les Grands-Jardins génèrent près de 840 000 \$, en hausse de 5 % sur 2003, grâce principalement aux activités de pêche. En tout, les deux parcs attirent 151 000 jours/visite, génère des profits de 2 millions \$ et profite d'un budget d'opération de 2,35 millions \$. « Toutes ces statistiques reflètent l'importance

grandissante qu'ont ces deux parcs de Charlevoix sur l'économie régionale. Les tendances lourdes dans le tourisme sont vers la nature et l'écotourisme.

La présence de ses deux parcs deviendra primordiale dans l'offre globale et c'est à nous de mieux organiser les forfaits avec les aubergistes et hôteliers », confiait M. Deschamps, citant de nouvelles activités telles que des cours de pêche et des navettes guidées dans les Grands-Jardins ou encore du rabaska (canot à 12 places) dans les Hautes-Gorges.

DÉVELOPPER L'HIVER

Actuellement, seul le parc national des Grands-Jardins offre des activités hivernales, un créneau qui reste à développer pour celui des Hautes-Gorges. « Le développement de l'hiver est tributaire d'une installation qui s'appelle microcentrale hydro-électrique. Ce projet a été retardé pour des problèmes budgétaires, mais est prévu et pourra permettre d'ouvrir l'hiver », a expliqué M. Deschamps.

Des projets de développement de 5 millions \$ dans le parc des Grands-Jardins figurent parmi les objectifs de la SEPAQ, toujours selon les disponibilités budgétaires. Enfin, outre l'implantation d'un réseau de communication fiable et d'une nouvelle signalisation, les deux parcs ont adhéré au programme d'intégrité écologique, lequel mesure l'impact des activités sur l'environnement, de manière à guider les actions de restauration et de développement.

L'UQAR plus forte et plus diversifiée en 2009

CARL THÉRIAULT
Collaboration spéciale

■ RIMOUSKI — Une université suprarégionale de plus de 5500 étudiants, dont 10 % de plus d'étrangers, dotée de nouvelles infrastructures au campus de Lévis, de cinq nouveaux programmes d'enseignement, de trois nouvelles chaires de recherche et d'un budget de recherche en hausse de 25 %.

Tel serait alors le visage que devrait présenter l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) en 2009, soit 35 ans après sa fondation, selon le plan d'orientation stratégique adopté par le conseil d'administration.

« Nous visons une croissance équilibrée entre les campus de Rimouski et de Lévis sans qu'elle soit du même type. À Rimouski, il nous faut plus travailler du côté du deuxième et du troisième cycles et autour de la recherche. À Lévis, il nous faut éventuellement de nouveaux locaux. À Rimouski, nous sommes aussi à l'étroit », selon le recteur Michel Ringuet.

L'UQAR est formée de deux campus presque à part égale : Rimouski avec 2237 étudiants, dont 1584 à temps plein, et Lévis, qui compte 2166 étudiants dont 1066 à temps régulier et 1100 à temps partiel. Quelque 500 autres étudiants à temps partiel sont répartis dans tout le territoire, de Lévis aux Îles-de-la-Madeleine et à la Côte-Nord. Au total, 5130 étudiants.

Il y a 182 professeurs à cette institution dotée de plus de 400 postes, d'un budget de fonctionnement de 45,3 millions de dollars (plus 10 millions de dollars en recherche) et où les grandes spécialités sont les sciences de la mer

et le développement régional ; 55 % de l'enseignement du premier cycle sont assumées par des chargés de cours.

« Nous attirons, par exemple, de plus en plus d'étudiants de l'extérieur en biologie, en géographie physique et dans notre nouveau programme de sociologie en plus de nos grandes spécialités reconnues », souligne M. Ringuet.

Une équipe de l'UQAR et de l'Institut des sciences de la mer (ISMER) se joindra bientôt à une mission canadienne afin de développer des activités de recherche commune avec le Portugal.

« Ce sera d'autant plus intéressant que nous pourrions alors nous intéresser à un volet sur l'insularité avec les pêcheurs des Îles-de-la-Madeleine et des Açores », évoque le recteur.

Dans le réseau de l'Université du Québec, l'UQAR fait plutôt partie du groupe comme Chicoutimi et l'Outaouais, où le nombre d'étudiants varie entre 4500 à 6500 étudiants (2002), mais très loin de l'UQAM (39 000 inscriptions) et de l'UQTR (9600 inscriptions).



Goûtez notre nouveau menu

Menu midi à partir de 6,95 \$
Table d'hôte à partir de 11,55 \$

Faites des découvertes
hautes en saveur avec
notre nouveau menu.

Tous vos sens vous
diront grazie!



2260, chemin Sainte-Foy, Sainte-Foy (418) 653-6556
Place des Quatre-Bourgeois, Sainte-Foy (418) 658-1202
Les Halles Fleur de Lys, Vanier (418) 527-8623
68, route du Président-Kennedy, Lévis (418) 833-4366

EN BREF

Gala culturel gaspésien

■ NEW RICHMOND — Le Gala culturel gaspésien couronnera aujourd'hui à New Richmond les têtes d'affiche du domaine des arts dans la péninsule au cours de 2004, en plus de regarnir les coffres du journal culturel *Graffiti*. Vingt-quatre artistes ou collectifs d'artistes sont en nomination pour les six grands prix porteurs de bourses globales de 11 000 \$. Le Prix du patrimoine, du Conseil de la culture, le prix Arrimage Acadie-Gaspésie, le prix Coup de cœur Desjardins, le prix Émergence de Télé-Québec, le prix de la Création artistique, remis par le Conseil des arts

et des lettres du Québec et caractérisé par une bourse de 5000 \$, et le Mérite culturel gaspésien, créé en 1984 par le Musée de la Gaspésie, constituent ces récompenses. Les remises seront intégrées à un vaste spectacle mettant notamment en vedette Ginette, la Gaspésienne dont la carrière connaît une ascension remarquable, Guillaume Arseneault, ex-lauréat de Petite-Vallée et en nomination pour quelques prix, Viviane Audet et les 52 voix du Chœur Impromptu. Le gala débute à 20 h à la salle de spectacles de la Baie-des-Chaleurs. G.G.

Dans toutes les succursales le Jardin Mobile

VOUS EST OFFERT

LE SOLEIL

LE QUOTIDIEN DE LA CAPITALE

à 50% de rabais

Tous les samedis et tous les dimanches
Jusqu'au 19 décembre 2004